

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1978.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

ANNÉE 1978



////////////////////////////////////
IMPRIMERIE TYPO-IMPRESS - BLOIS
— 11, rue André-Boulle —
////////////////////////////////////

A LIRE ATTENTIVEMENT

— Adresse de la Société :

Société archéologique, scientifique et littéraire
du Vendomois.

Cloître de l'Abbaye - 41100 Vendôme.

— Compte chèque postal : La Source 665-33 J.

— Cotisation annuelle donnant droit au bulletin de la même année : **30 francs minimum.**

Il est agréable au trésorier de remercier les adhérents qui majorent volontairement leur cotisation. Leur générosité nous est précieuse et nous exprimons à tous ceux qui peuvent nous aider ainsi, notre profonde gratitude.

— Pour nos amis dont les cotisations ne sont pas recueillies à domicile, nous souhaitons que chacun ait à cœur de verser sa cotisation dès le début de l'année et prenne conscience du service qu'il nous rend en évitant des frais de poste de plus en plus onéreux.

— En conséquence, l'envoi du bulletin sera différé lorsque la cotisation précédente n'aura pas été acquittée.

— Nous avons à envisager une augmentation constante des frais d'impression et d'acheminement postal. Nous pouvons les atténuer en augmentant le nombre de nos adhérents. Il serait souhaitable que chacun fasse un large effort de recrutement parmi les personnes qui pourraient s'intéresser à nos travaux.

Il n'est pas concevable que notre Société dont chacun reconnaît la vocation à couvrir le Vendomois, ne soit représentée dans certain canton que par UN cotisant !

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

Reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877

ANNÉE 1978

SOMMAIRE

314 ^e et 315 ^e assemblées générales	3
Admissions nouvelles : année 1978	5
Notre sortie annuelle du 7 mai	6
Compte financier pour l'année 1978	8
Chronique de l'année 1978	9
Le Musée en 1978	12
Dons au Musée 1978	14
Bibliothèque de la Société	15
Atlas linguistique de l'Ile-de-France	18
Communications et études :	
— Le manoir de la Possonnière par M. François Hallopeau	19
— Hilaire Noyer, bienfaiteur de Morée, par M. Jean Coyau	24
— Etude de quelques fragments de vertébrés fossiles du musée de Vendôme, par Mme Sylvie Pichard	40
— La guerre de 1870-71. Faits de guerre et anecdotes vécus à Villiers-sur- Loir, par M. Henri Mésange	47
— Pierre-Christophe Tessier, 35 ^e seigneur de Montoire (1740-1743), par M. Jean-Paul Fernon	65
— La légende de la fondation de l'abbaye de la Trinité de Vendôme, par Mme Penelope D. Johnson, Yale University	68
— Note sur un racloir trouvé à Sainte-Anne (L.-et-Ch.), par MM. J. Despriée et P. Touzeau	73
— Petit glossaire vendomois, par le docteur P. U. Dumont	77
— Céramique en provenance du Beauvaisis, à Lavardin (L.-et-Ch.), par M. Daniel Schweitz	87

SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
du VENDOMMOIS

117^e ANNÉE — 1978

314^e Assemblée Générale
Séance publique du 26 Avril 1978

Réunie salle d'honneur de la Porte Saint-Georges, sous la présidence de M. Leymarios, en présence de MM. de Roquancourt, sous-préfet, Lasneau, maire de Vendôme, Legrand, capitaine de gendarmerie et de plusieurs maires du Vendomois, une assistance nombreuse et qui se souvenait, a rendu un dernier hommage à son président décédé, M. le chanoine Gaulandau.

M. Arnould, vice-président, qui fut pendant dix ans son collaborateur très proche, évoqua le souvenir de celui qui servit si longtemps notre Société, lui communiquant ses enthousiasmes, étendant son activité et son audience. Il nous a quittés comme il le désirait, « ayant eu la force, écrivit-il, de finir de telle façon que personne n'en éprouve ni gêne, ni embarras ».

M. Leymarios, désigné par un bureau unanime entérinant le vœu du chanoine Gaulandau, expose les raisons qui lui ont fait accepter le périlleux honneur de prendre place au fauteuil occupé par M. de Saint-Venant et tant d'hommes éminents depuis l'année 1862.

Leur œuvre à tous, et particulièrement des présidents honoraires Denizot et Dattin, sera poursuivie. Nous avons des travaux à mener à bien, des thèmes possibles à mettre en chantier. Nous avons à être vigilants pour la conservation de notre patrimoine dans le plus large esprit de concertation.

Le président conclut : « Je ne conçois pas cette présidence comme une tâche honorifique, mais comme un poste de responsabilité et de travail pour lequel il me faudra beaucoup donner »...

M. Lavige, trésorier, présente le compte financier, lequel est approuvé à l'unanimité. Il expose avec clarté et précision nos difficultés qui sont celles de toute société savante qui publie. **L'assemblée porte la cotisation annuelle à 30 francs**, avec effet au 1^{er} janvier 1979, coïncidant avec la parution du bulletin 1978.

M. Leymarios présente M. Gillet qui a choisi comme titre à son exposé : « Les richesses naturelles dans notre région : étude et sauvegarde ». M. Gillet, Professeur de lettres à l'Ecole normale de Blois, président fondateur de la Société d'Etude et de Protection de la Nature de Loir-et-Cher, est un des animateurs du Comité départemental de la Protection de la Nature et de l'Environnement de Loir-et-Cher dont il préside l'une des commissions : Protection de la Nature et lutte contre les pollutions.

Nous ne saurions redire tout ce que nous avons appris ou réappris en cette soirée enrichissante. Nous savons gré à M. Gillet de tout ce qu'il nous a dit et montré, aidé de très belles photographies. Il a permis à ses auditeurs de se souvenir que leur Société sait et doit aussi, à ses heures, faire honneur à sa qualification de « scientifique ».

315^e Assemblée Générale

Séance publique du 29 Novembre 1978

Le froid n'avait pas arrêté nos sociétaires, lesquels sous la présidence de M. Leymarios, en présence de M. Lasneau, maire, M. Desanlis, député, M. Girond, conseiller général, M. le capitaine Legrand, commandant la compagnie de gendarmerie, ont en préalable entendu la lecture du rapport moral et des activités de la Société, présenté par M. Arnould.

Chacun en retrouvera les éléments en lisant ce bulletin, particulièrement la partie intitulée, chronique.

Le rapport approuvé, l'assemblée accepte les propositions du bureau concernant le renouvellement du tiers sortant. MM. le docteur Cousin, Jean Coyau, François de l'Eprevier, Marcel Guiard succèdent à MM. Aubry, Bayle, Dupont et Samson. M. Jacky Despriée occupe pour deux années le siège du regretté chanoine Gaulandeau.

Président du Cercle généalogique du Centre, M. Michel de Sachy parle des « Relations entre les comtés de Vendôme et de Blois du Moyen Age à la Révolution ». Dans un style agréable, parfois avec une pointe d'humour, il explique pourquoi Vendôme et Blois se sont opposés d'une façon presque constante. Querelles de famille, diront certains. On peut se procurer cette étude éditée par les soins du Cercle généalogique.

M. Jacky Despriée, excellentes diapositives à l'appui, présente « un trésor de l'âge du bronze découvert à Fresnes (Loir-et-Cher) en 1952 ».

Connaître les conditions de découverte, d'abandon, de redécouverte est déjà passionnant. Sauvé par M. le chanoine Hémonée, ce qui restait du trésor apparaît exceptionnel vu l'extrême rareté des objets. Particulièrement ses trois coupes en tôle de bronze battue et repoussée sont les exemplaires les plus occidentaux actuellement connus dans le type dit de Jenisovice-Kirkendrup.

Comme lors de chacune de ses communications, M. Despriée a tenu un auditoire curieux de savoir sous le charme de sa parole précise, directe, claire, que ce soit dans l'explication des techniques, dans les descriptions ou comparaisons d'objets, comme dans ce voyage à rebours de Fresnes à la Bohême et à la Saxe d'où, par quels mystères et par quels cheminements, seraient venus ces objets.

M. Despriée a publié un article d'un extrême intérêt dans la Revue archéologique du Centre (1978) sur ce sujet. Les objets, coupes, bracelets et boutons, d'une inestimable valeur seront, selon le vœu de M. l'abbé Hémonée, déposés dans l'avenir au musée de Vendôme.

ADMISSIONS NOUVELLES

(année 1978)

M. Gaignoux Daniel, 5 bis, quai de la République, 94410 Saint-Maurice.

M. Fleury François, notaire, 41160 Morée.

M. Albertini Lucien, 12, rue Parisienne, 41100 Vendôme.

M. Bellanger Pierre, 61, rue du Général-Leclerc, 41800 Montoire.

Mme Deniau, directrice d'école, 31, faubourg Chartrain, 41100 Vendôme.

M. Ribert François, 22, rue de l'Armistice, 41000 Blois.

M. Ferrand Gérard, 10, rue de la Madeleine, 41800 Montoire.

Mme Gleher Monique, 96, avenue Jean-Moulin, 41100 Vendôme.

Mme Magnant, 23, avenue Jean-Racine, 92330 Sceaux.

Mme Gobillot Madeleine, place du Puits, La Ville-aux-Clercs, 41160 Morée.

M. Dewavrin Daniel, 17, place Clemenceau, 41800 Montoire.

M. Granger Félicien, Borde-Berthe, Sargé-sur-Braye 41170 Mondoubleau.

M. Chevallier Régis, Le Bourg, Rocé 41100 Vendôme.

M. Bourreau Michel, 19, rue du 11 novembre, Villiers 41100 Vendôme.

M. et Mme Higgins, Dartmouth Collège, Hanover NH 03755 U.S.A.

M. Bouyssou, 17, rue du Puits-Châtel, 41000 Blois.

M. Sureau Jean, 59, rue du Bourg-Neuf, 41000 Blois.

Mme R. Simoni, 5, rue de Quatrefages, 75005 Paris.

LA COTISATION ANNUELLE A ÉTÉ PORTÉE A 30 F MINIMUM
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 AVRIL 1978

CETTE COTISATION DONNE DROIT AU BULLETIN.

L'envoi du bulletin sera différé lorsque la cotisation précédente n'aura pas été acquittée. (Voir, page de couverture : A lire attentivement).

NOTRE SORTIE ANNUELLE

du 7 Mai 1978

Le dimanche 18 mai 1958, la Société Archéologique Scientifique et Littéraire du Vendômois était accueillie dans quatre belles demeures historiques de la vallée du Loir. « Cette reprise d'une tradition trop longtemps interrompue a été couronnée de succès... » écrivait son président, le regretté chanoine Gaulandeau.

C'était il y a 20 ans ! Et depuis ? : 20 ans de « visites-conférences » comme on disait à l'époque, 20 ans de réussites annuelles qui ont transporté les fidèles de la Société, du Nord au Sud (lisons du Perche au Berry) et d'Est en Ouest (de l'Orléanais au Saumurois).

Aujourd'hui, en ce dimanche 7 mai 1978, la tradition est respectée. Sous l'impulsion de son nouveau président M. Claude Leymarios, une journée « Val de Loire » va se développer à partir du rassemblement prévu autour de l'église Saint-Saturnin, en Blois-Vienne.

*

* *

Malgré une température plutôt fraîche (certains diront franchement glaciale) l'église et surtout le cimetière seront, pour les participants, plus qu'une découverte, une révélation. Il est vrai que, M. Leymarios pour l'église et Madame Tissier de Mallerai, conservateur du Château et des Musées de Blois pour le cimetière, surent donner la ou les explications fréquemment sollicitées.

La chapelle Saint-Antoine-des-Bois avait connu bien des malheurs avant de devenir Saint-Saturnin, vers 1552.

Son gothique XV^e siècle n'offre rien de vraiment original, ayant trop souffert de destructions partielles suivies de profonds remaniements, aux XVI^e et XVII^e siècles. Remarquons néanmoins le solide clocher central avant de nous tourner vers cet ancien enclos funéraire qui ressemble curieusement à un cloître. C'est un des rares cimetières à galeries qui existent encore en France. Il date du début du règne de François I^{er} et a été utilisé jusqu'au début du XIX^e siècle. Sa reconversion en buanderie a laissé voûtes et boiseries en piteux état. Devenu musée lapidaire depuis 1934, il a vocation, aujourd'hui d'accueillir et de mettre en valeur tout ce qui peut être sauvé du Vieux Blois.

*

* *

Hâtons-nous lentement maintenant à travers la Beauce, la vraie, celle des carrés multicolores qui la parsèment aux mois de Mai et Juin et découvrons ce manoir si connu et pourtant si plein de mystères que fut la demeure princière, presque royale, de Talcy,

véritable oasis de verdure et de paix hantée par les muses de Ronsard et d'Aubigné, Diane et Cassandre.

Nous aurons la chance de voir un Talcy vivant et coloré grâce aux souvenirs des enfants du pays que sont messieurs Bourgoïn, maire de la commune, et Lonqueue, son adjoint, guides précieux et compétents, sans oublier l'érudition d'André Prudhomme, l'historien spirituel des lieux. Et pour eux, au-delà d'une description sommaire, il y a bien autre chose : le charme indéfinissable et réel de Talcy, envoûtement de l'histoire et de la littérature, dans un cadre miraculeusement conservé et dans le calme de la nature.

*

* *

L'heure inévitable mais attendue du déjeuner regroupe les participants à La Chapelle-Saint-Martin-en-Plaine, autour du menu unanimement apprécié, servi à l'hôtel des Blés d'Or.

*

* *

La caravane prend le chemin de Beaugency, dernière étape de la journée. Son attention est attirée de loin par la silhouette colossale et farouche d'une des plus grandes bâtisses militaires que possède la France : la tour moyenâgeuse dite de César. Des bâtiments secondaires que le fier donjon dominait, il reste un corps de logis important, la résidence seigneuriale, où les signes de l'architecture du XIV^e, du XV^e et du XVI^e siècles se mêlent. Restauré par Dunois, embelli par ses descendants, ce château toujours pittoresque abrite le Musée Régional.

Son conservateur, M. Daniel Vannier va méthodiquement nous en faire découvrir les mille et une facettes.

De la préhistoire à la grande histoire, de l'artisanat au folklore, il va mettre en lumière, pièce par pièce, toutes les raretés que seul un musée régionaliste peut sauver de l'oubli pour les offrir aux profanes du XXI^e siècle naissant.

Après avoir jeté un dernier coup d'œil à la superbe charpente en forme de nef renversée qui couvre le comble, il est temps de songer au retour.

Et rendez-vous entre amis est déjà pris pour l'année 1979, sous d'autres cieux aussi chargés d'histoire.

G. JEULIN.

COMPTE FINANCIER

(Année 1978)

RECETTES

Cotisations	8 505,00
Dons	1 047,45
Subvention de la ville de Vendôme	1 800,00
Ventes d'ouvrages	1 183,80
Intérêts de la Caisse d'Epargne	486,59
Sortie annuelle : encaissements	3 245,00
Total des recettes	<u>16 267,84</u>

DÉPENSES

Bulletin : impression	10 984,62
expédition - distribution	1 173,75
Abonnements divers	655,00
Sortie annuelle : dépenses	3 509,00
Frais de bureau et imprimés	1 652,06
Divers	218,75
Total des dépenses	<u>18 193,18</u>

BALANCE

Dépenses	18 193,18
Recettes	16 267,84
Excédent de dépenses	<u>1 925,34</u>
Reliquat de l'exercice précédent	<u>14 858,17</u>
Avoir de la Société au 31-12-1978	<u><u>12 932,83</u></u>
se décomposant comme suit :	
Avoir au Compte Courant Postal	1 203,38
Livret de Caisse d'Epargne	11 369,33
Espèces	360,12
Total	<u><u>12 932,83</u></u>

Le Trésorier,
H. LAVIGE.

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1978

DEUILS

Nous avons appris avec peine le décès de : Mme Constant, à Vendôme ; Mme Cormier, à Thésée ; Mme Rémy Fouquet, à Poligny ; Mme Régina Pasquier, à Sargé-sur-Braye ; Mme Boule, à Vendôme ; M. le baron Hénissart, à Nice.

Aux familles éprouvées, nous adressons l'expression de notre profonde sympathie.

Nous aurons une pensée pour M. le docteur Jean Mornet, président du Syndicat d'initiatives de la Vallée de la Cisse, un des fondateurs du Comité archéologique de Loir-et-Cher et dont il fut président.

DISTINCTIONS

M. André Chevallier, de Vendôme, est élevé à la dignité d'Officier dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

M. Robert Lasneau, conseiller régional, maire de Vendôme, est nommé chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers dans l'Ordre national du Mérite : M. Maxime Cunin, inspecteur d'Académie de Loir-et-Cher ; Mme Henrion, maire de Sasnières ; M. Rolland Leriche, président départemental des Anciens combattants prisonniers de guerre ; M. Jean-Claude Mercier, président de l'Association de Sauvegarde de la vieille église d'Artins.

Sont nommées chevaliers dans l'Ordre des Palmes académiques : Mme Huguette Canazzi et Mlle Annette Langot, à Vendôme.

Ont obtenu la médaille d'argent départementale et communale : Mme Simone Lignières et M. Robert Lignières, gardiens et guide au château de Vendôme.

Par arrêté du Garde des Sceaux, l'honorariat est conféré à M. Louis Parmentier, ancien notaire à la résidence de Vendôme.

Nos compliments et nos bien vives félicitations.

UN DÉPART

C'est celui de M. Martin-Demezil, directeur du service des Archives départementales, atteint par la limite d'âge.

M. Martin-Demezil appartient de longue date à notre compagnie, sœur de la Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher dont il dirigea les travaux jusqu'à ces derniers temps. Notre Société l'a toujours trouvé à ses côtés en toutes circonstances. Notre Président et notre bureau lui adressent l'expression de leur gratitude et leur respectueuse reconnaissance. Ils y joignent ainsi qu'à l'intention de Mme Martin-Demezil leurs vœux de longue, paisible et sûrement studieuse retraite.

UN HOMMAGE

C'est celui que, répondant au vœu de notre président, la municipalité de Vendôme a rendu à M. le chanoine Gaulandeau en donnant son nom à une des salles de ce Musée qu'il a bien et longuement servi.

TRAVAUX

Nous sommes heureux de vous informer du succès mérité de notre Président, M. Leymarios lequel a présenté le 15 novembre devant l'Université de Tours, une thèse de troisième cycle en histoire sous la direction de M. le professeur Chevallier. Le jury en lui accordant le titre de docteur es-sciences lui a décerné la mention très bien.

Cet ouvrage s'intitule : « Inventaire topo-bibliographique archéologique du Loir-et-Cher ». Préfacé par M. Gérard Belorgey, ancien préfet du département, il comprend trois tomes, un de textes et deux d'inventaire. Ce sera un excellent outil pour les chercheurs. Ces volumes mettent en valeur la richesse de notre bibliothèque puisqu'il y a été puisé une bonne part d'un siècle et demi de recherches archéologiques publiées,

QUELQUES NOUVELLES

— Un projet était à l'étude : réaliser une deuxième réédition du Dictionnaire du Vendomois de M. Raoul de Saint-Venant. Les difficultés ont été surmontées. Avec le concours de M. le colonel de Sachy et la bienveillante approbation des héritiers de M. de Saint-Venant, cette réédition est en vente depuis plusieurs mois.

— Notre Société est une des composantes du Comité archéologique de Loir-et-Cher. Nous engageons nos adhérents à assister à l'A. G. annuelle de ce Comité. La présentation des travaux en cours dans le département est toujours remarquable. (6 chantiers de fouilles en 1978). Cette année, le 29 avril, en clôture, M. J.-M. Pessez, sous-directeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes a donné une conférence sur le thème : « L'archéologie du village médiéval ».

— Deux chantiers sont ouverts en Vendomois. MM. André Michel et André Motheron animent celui de Montoire. Après étude d'une cave en 1977, ils s'intéressent à un four dans la haute cour du château.

— Les fouilles archéologiques sont soumises à une réglementation selon la loi. Des manquements à ces règles ayant trouvé écho dans la presse, l'administration des Antiquités a été contrainte de rappeler ce qui doit être observé. (N.R. du Centre-Ouest, du 5 octobre 1978).

— Le chantier de Fréteval est un chantier permanent. En hiver, débroussaillage ; activité de week-end toute l'année ; en juillet, activité de groupe. L'exploration du puits terminera celle du donjon. La mise au jour de structures de bâtiments d'habitation se poursuit.

— Qui le désirait a pu prendre contact avec ces fouilles durant la journée portes ouvertes du 4 juin (450 visiteurs) ou le 23 juillet lors d'une journée artisanat et archéologie. Cette dernière manifestation se situait dans le cadre d'une animation cantonale (canton de Morée) en liaison avec les municipalités. Notre président a donné trois conférences très bien suivies les 6, 12 et 20 juillet à Fréteval. Le 22, dans l'église de Morée, une soirée musicale a précédé la journée artisanat-archéologie.

— Les visiteurs ont été aussi nombreux que divers : personnalités et particuliers, établissements d'enseignement et sociétés savantes... Le Club des Jeunes de Morée a réalisé une maquette du donjon de Fréteval à l'échelle 1/10^e. Une plaquette qui a la

faveur des visiteurs a été imprimée et publiée sous les auspices du Comité archéologique et de notre Société. Les 4 juin et 23 juillet, deux émissions télévisées ont fait connaître notre chantier. Le 5 août, toujours aux émissions régionales, M. Leymarios a été interviewé sur le bilan des activités archéologiques en Loir-et-Cher.

— La jeune Chambre économique de Vendôme ayant lancé l'idée d'un week-end touristique en Vendomois les 3 et 4 juin, notre Société s'est volontiers associée à cette initiative en présentant l'église Saint-Martin de Sargé (M. Arnould), le château de Montoire (M. André Michel), celui de Fréteval (M. Leymarios).

— Le Syndicat d'initiative de Vendôme désire faire aboutir un projet déjà ancien : l'édition d'un Guide touristique du Vendomois. Nous n'avons pas oublié que le premier Guide du Touriste dans le Vendomois (1882) fut publié sous nos auspices. Personne ne s'étonnera de trouver dans le faisceau des bonnes volontés une majorité de membres de notre compagnie.

— La place nous fait défaut et il serait fastidieux d'énumérer tous les contacts que nous avons eus, nous excusant de ne pas toujours pouvoir répondre à toutes les invitations : C.E.S. de Montoire et ses thèmes de traditions en Vendomois, le S.I. de Ternay et la préhistoire, le groupe d'études locales d'Onzain dont le renom se fortifie année par année... Citons les Amis des Arts en Vendomois, ceux d'Artins, de Trôo et Saint-Jacques... les S. I. du Val de Loir, le Comité du Tourisme, l'Association vacances vertes, le Comité de l'Environnement...

— Signalons les entreprises méritoires de plusieurs municipalités : remodelage des douves du donjon de Coulommiers ; aménagement de la place de l'église à Thoré ; du mail à Fréteval ; projet de rénovation et mise en valeur de puits anciens à Villiers.

— Par arrêté du 17 avril 1978, la préfecture de Loir-et-Cher a accordé à notre association l'agrément prévu à l'article L 160.1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire concernant la protection et l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement dans l'ensemble de l'arrondissement de Vendôme.

— La dissociation Conservateur du Musée-Président de la Société n'a en rien modifié ce que le musée de Vendôme représente pour nous. Il demeure notre première et capitale réussite. Mme le Conservateur participe à nos réunions de travail (art. 8 des statuts). Le bulletin enregistre les acquisitions du musée et ses pages lui sont ouvertes si besoin est.

— Il manquait au Musée une salle d'expositions temporaires. C'est chose faite grâce à une subvention de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. Les expositions s'y succèdent avec bonheur. Nous saluons au passage celle due à notre sociétaire Roland Brudieux.

— Cette transformation rend notre bibliothèque inaccessible et nous manquons d'un local pour nos réunions de Conseil d'administration. Le respect de la Convention passée entre la Ville et la Société, le 16 mai 1867 a conduit le Conseil municipal à nous assurer de nouveaux locaux.

LE MUSÉE EN 1978

Le Musée de Vendôme a connu en 1978 une activité intense due d'une part à d'importants travaux d'aménagement, d'autre part à une fréquentation accrue, principalement de la part des scolaires.

LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

La C.A.E.C.L. ayant manifesté l'intention fin 1977 de financer l'installation d'une salle d'expositions temporaires les travaux débutèrent en mars pour s'achever fin mai. Et le 2 juin 1978 c'est une salle entièrement rénovée de plus de 180 m² qui fut inaugurée en présence de nombreuses personnalités avec une exposition prêtée par le Musée de Laval « Les Naïfs et les Trains » qui connut un très estimable succès.

La salle d'expositions ayant chassé du 1^{er} étage les collections d'archéologie celles-ci furent réinstallées au 4^e étage dans deux salles claires, repeintes par les Services Techniques Municipaux ; la première est consacrée à la Préhistoire et à la Protohistoire, la seconde aux périodes gallo-romaine et mérovingienne.

La précieuse collection de faïences de Rouen, Nevers, Delft et Compagnie des Indes des XVII^e et XVIII^e siècles a reçu un équipement de sécurité qui la protège désormais efficacement contre les visiteurs indéclicats.

LA FRÉQUENTATION

Comme nous pouvions l'espérer les expositions temporaires qui se sont succédées depuis juin 1978 ont attiré au Musée un nombre de visiteurs plus important que par le passé. Que l'on en juge d'après le tableau ci-joint. Le bilan de l'année 1978 s'établit à 11493 visiteurs au total soient 5136 entrées payantes et 6357 entrées gratuites parmi lesquelles 3451 scolaires venus en groupes conduits par leur professeur visiter soit une exposition soit une section du Musée au titre du Service Educatif qui connaît un réel succès.

DONS AU MUSÉE

Nous remercions les généreux donateurs qui chaque année enrichissent et complètent les Collections existantes.

FRÉQUENTATION DES EXPOSITIONS

Expositions	Entrées payantes PT et 1/2 T	Entrées gratuites 3 ^e âge - 7 ans Gevelsberg	Service éducatif		Total
			Groupes	Individuels	
Les NAIFS ET LES TRAINS 3 juin - 19 juin 1978	418	31	717	149	1315
ROLAND BRUDIEUX : GRAVURES 23 juin - 17 sept. 1978	2335	398	382	346	3461
JEAN-LOUIS CHASSAIN : PHOTOS 22 sept. - 22 oct. 1978	369	217	90	111	787
ARTS PLASTIQUES 27 oct. - 26 nov. 1978	374	132	355	160	1021
LE TRAIN EN LOIR-ET-CHER 29 nov. - 18 déc. 1978	199	33	1035	135	1402

DONS AU MUSÉE 1978

— de M. Sadi Dubois, rue de la Marre, 41100 Vendôme.

- 1 panier en osier, n° 978.3.1.

— de M. Roland Brudieux, 19, rue Lasègue, 92320 Châtillon.

- 13 gravures au burin sur cuivre : Nevers, n° 978.4.1 ; Angers, n° 978.4.2 ; Ancenis, n° 978.4.3 ; Saint-Florent-le-Vieil, n° 978.4.4 ; Chartres, n° 978.4.5 ; Neige à Huchigny, n° 978.4.6 ; Nymphée - Sologne, n° 978.4.7 ; Etang de Meslay, n° 978.4.8 ; Baigneuses aux Grands Prés, n° 978.4.9 ; Labours à Saint-Amand de Vendôme, n° 978.4.10 ; Coin de pêche à Cloyes, n° 978.4.11 ; Boqueteau à Huchigny, n° 978.4.16 ; Le Moulin (Pont des Prés aux chats), n° 978.4.17.
- 4 gravures sur bois de fil : Groupe de tortues, n° 978.4.12 ; Ours brun, n° 978.4.13 ; Pintade, n° 978.4.14 ; Place Saint-Martin, n° 978.4.15.

— de Mme Courtois, à Houssay.

- 1 rouet, n° 978.5.1.

— de Mlle Lefèvre, « Poirier » à Saint-Ouen.

- 1 peigne à seigle, n° 978.6.1.

— de Mme Fuzelier, 11, villa Thoreton, 75015 Paris.

- 35 photographies représentant des personnes (hommes, femmes, enfants en costume 1900) n°s 978.7.1 à 978.7.35.

— de la Fédération Départementale des Internés, Déportés, Résistants, Patriotes.

- 1 étendard de la section avec hampe, n°s 978.11.1, 978.11.2.

— de M. et Mme Leriche, rue du Change, Vendôme.

- 1 scie de long et deux lames, n°s 978.10.1, 978.10.2, 978.10.3.

— de la ville de Vendôme : objets provenant de la Chapelle St-Jacques (lycée Ronsard).

- 1 tronc, n° 978.9.1.
- Dessus d'autel, n° 978.9.2.
- 4 vases en porcelaine blanche, n°s 978.9.3, 978.9.4, 978.9.5, 978.9.6.
- Armoire rurale, hêtre massif, décor des portes inspiré des styles Louis XV et néo-gothique. Meuble sans doute fabriqué à la fin du XIX^e siècle.
- Armoire rurale en chêne massif, portes en merisier, décor des portes d'inspiration Régence, XIX^e siècle.
- 3 ouvrages religieux « Cantiques », n°s 978.9.9, 978.9.10, 978.9.11.

— de M. le Chanoine Hémonée, à Blois.

- 1 amphore, n° 978.12.1.
- 1 dague en fer, n° 978.12.2.
- 1 mâchoire de dinotherium, n° 978.12.3.
- 4 dents de dinotherium, n°s 978.12.4, 978.12.5, 978.12.6, 978.12.7.
- 3 côtes d'Halitherium, n°s 978.12.8, 978.12.9, 978.12.10.
- Lot d'ossements divers, n°s 978.12.11 à 978.12.19.

- Mise en dépôt par M. le Chanoine Hémonée.
 - 3 coupes en tôle de bronze décorées au repoussé.
 - 2 bracelets massifs en bronze.
 - 18 boutons en tôle de bronze, à bélière et bossette, objets faisant partie du trésor découvert à Fresnes en 1952.
- de M. Carbonnel, « Les Veaux », à Chitenay.
 - Importante collection d'outillage microlithique (faciès tardenoisien et sauveterrien). Plus de 2000 pièces non encore inventoriées.
- de Mme Lavergne, 32, rue Raymond Losserand, 75014 Paris (donation récemment acceptée mais non inventoriée).
 - 1 guéridon en bois avec un jeune enfant sculpté dans la masse.
 - 1 pelle en fer forgé.
 - 1 paire de pincettes en fer forgé.
 - 1 chandelier de cave à bobèche mobile.
 - 1 carafe à vin en verre.
 - 1 petite marmite aux armes d'Henri de Navarre.
 - 1 assiette représentant un couple de bretons.
 - 4 assiettes à dessert à fleurs peintes.
 - Cadre anciens en bois de poirier renfermant le portrait d'une paysanne en bonnet. grand-mère paternelle du donateur.
- de Mme Reboussin, 3, rue Schoelcher, 75014 Paris.
 - 1 toile représentant « Un cerf couché vu de dos ». H : 38 cm- L : 55 cm. Datée 1943 et signée.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés en 1978

I. — DONS D'AUTEURS

— De notre président, M. Claude LEYMARIOS, les trois volumes de son important ouvrage de soutenance de thèse : **Inventaire topo-bibliographique archéologique du Loir-et-Cher** ; la plaquette : Présentation archéologique, architecturale et touristique du **château féodal de Fréteval**.

— De notre confrère M. Jackie DESPRIÉE, tiré de la Revue archéologique du Centre, **Note sur les coupes en bronze du dépôt de Fresnes** (Loir-et-Cher) objet de sa communication à l'assemblée générale du 29 novembre.

— De notre confrère Jean-Marie LORAIN, le **bulletin climatologique** des mois de mai et juin 1978, édité par la commission météorologique départementale de Loir-et-Cher.

— De MM. André BEZARD et Daniel VANNIER, conservateur du Musée de Beaugency, en souvenir de la visite de la Société au Musée Dunois du 7 mai, le guide des Editions nouvelles : **Beaugency sur la Loire, en Orléanais**.

— De M. Alain PIERRARD de Vendôme, une étude sur le **R. P. Agathange**, missionnaire vendômois.

— De Mlle Pénélope JONHSON de New-Haven (U.S.A.), son travail sur la Trinité de Vendôme à partir du Cartulaire de l'abbé Métais et de ses recherches aux bibliothèques de Vendôme.

II. — AUTRES DONS

— De Mme Paule LABBÉ, au nom de l'association amicale des anciens élèves du Lycée Ronsard : **Fidélité Vendômoise**, Hiver 1977-78, numéro 8.

— De M. Henri MÉSANGE, maire de Villiers-sur-Loir, le **bulletin municipal** de la commune.

— Des services d'archives du Loiret, le **guide à l'usage des chercheurs en Sciences Sociales et Humaines de la Région Centre**, année 1978-1979.

— De M. BAILLY, à Melun :

- P. de Ronsard : La bouquinade et autres gaillardises, 1921.
- P. de Nolhac : Deux lettres retrouvées de **Ronsard**, 1923.
- Paul Laumonier : Une lettre de **Péletier à Ronsard**.
- J.-J. Jusserand : **Ronsard** (Les grands écrivains, 1913).
- Collection Zodiaque : **Val de Loire roman**, 1956 ; **Touraine romane**, 1957.
- Abbé Richaudeau : **Les Ursulines de Blois** ou 230 ans d'un monastère (2 tomes 1859 ;
- **La prophétie de Blois**, 1870.
- Général Chanzy : **La deuxième armée de la Loire**, 1871.
- E. Sautereau : Bords de la **Loire** et du **Loiret**, 1878.
- Abbé A. Nouel : Les découvertes des âges du **bronze** et du **fer** dans le **Loiret**, 1957 ;
- **Epée de bronze** trouvée à **Meung**, 1957.
- **Loir-et-Cher** : Géographie **A. Joanne**, 1895.
- **Loir-et-Cher** : terre chrétienne, 1962.
- **Pont-Levoy** : la plaquette de chez Deslis, Tours.
- La peinture **étrusque**, 1852.
- **Imagerie parisienne**, XVI^e, XIX^e, catalogue de l'exposition de 1977.

— De l'AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD EN FRANCE, les numéros de **Panorama**, revue Sud-africaine mensuelle.

— Du C.E.S. DE MONTTOIRE, le journal imprimé par ses élèves : **Le petit canard du Loir** ; le bulletin de liaison des **Musées d'Histoire Naturelle**, numéros 34 et 35 ; la revue **Histoire**, numéro 6.

Que nos généreux donateurs trouvent ici l'expression de nos plus vifs remerciements.

III. — ENVOIS DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ÉCHANGES

— **Académie des Inscriptions et Belles Lettres**, comptes rendus des séances de juillet 1977 à juin 1978.

— **Revue de l'Agenais**, 104^e année, numéro 4 de 1977 ; 105^e année, numéros 1, 2, 3 de 1978.

— **Société d'histoire naturelle et des amis du muséum d'Autun**, bulletins numéros 84, 85, 86 et 87.

— **Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Besançon**, procès-verbaux et mémoires, volume 182, années 1976-77.

— **Société de Borda**, numéros 369, 370, année 1978.

— **Académie du Centre** (Châteauroux), revue de l'année 1977 (103^e année).

— **Société archéologique et historique de la Charente**, les bulletins mensuels pour 1978 et un volume de Mémoires.

— **Société des Amis du vieux Chinon**, 1978, tome VIII, numéro 2.

— **Institut d'histoire et d'archéologie de Cognac et du Cognacais**, années 1972 et 73, tome III, numéro 5.

— **Société d'émulation du Doubs**, nouvelle série, numéro 19, 1977.

— **Sociétés archéologiques d'Eure-et-Loir**, bulletins de la société allant des numéros 69 à 74.

— **Fédération des Sociétés d'histoire naturelle de Franche-Comté**, tome 78.

— **Société archéologique et historique du Limousin**, année 1976, tome CIII et année 1977, tome CIV.

— **Commission historique et archéologique de la Mayenne**, nouvelle série, numéro 46 (240) oct., déc., 1977.

— **Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux**, numéro 28, année 1977.

— **Académie des Sciences et Lettres de Montpellier**, tome 8, année 1977.

— **Groupe d'étude d'Onzain et de sa région**, numéros 4 et 5.

— **Société archéologique et historique de l'Orléanais**, numéros 47 et 48.

— **Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers**, 4^e série, tome XIV ; bulletins des 1^{er} et 2^e trimestre 1977.

— **Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau**, revue de Pau et du Béarn, année 1977, numéro 5.

— **Le Pays-Bas Normand** (Flers), bulletin de la **Société ornaise d'histoire et d'archéologie**, numéros 147 et 148 de 1977, numéro 149 de 1978.

— **Société des Antiquaires de Picardie**, les bulletins des 2^e, 3^e, 4^e trimestres 1977 et premier trimestre 1978. Tables pour 1975-76.

— **Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo**, annales 1977.

— **Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe**, fascicules numéros 517 à 527, le numéro spécial de 1976, le numéro spécial de 1977.

— **Sites et Monuments**, bulletin de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique générale de la France, numéros 80 à 83.

— **Société d'Art et d'Archéologie de la Sologne**, bulletins trimestriels, années 1977-78.

— **Association culturelle du Groupe Total**, cahiers archéologiques, numéros 8 et 9 complétés par la revue **Information archéologique**, numéros 108 et 111.

— **Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne**, année 1977, 109^e volume.

— **Institut archéologique liégeois**, tome LXXXVIII, 1976.

— **Smithsonian Year**, (Washington) Statement by the secretary, 1977.

IV. — ABONNEMENTS

— **Congrès archéologiques de France**, 129^e session, 1971 ; Congrès archéologique du Piémont, 132^e session, 1974 ; Bessin et Pays d'Auge.

— **Bulletin monumental**, tome 135, numéro 4 ; tome 136, numéros 1, 2 et 3.

— **Société préhistorique française**, comptes rendus des séances mensuelles, année 1978 ; Etudes et travaux, tome 74, fascicule 2.

— **L'année balzacienne**, 1978.

— **Archéologia**, numéros 114 à 125.

— **Les dossiers Archéologia**, numéros 26 à 31.

— **Cercle Généalogique du Centre**, les numéros 11, 12 et 13.

Le bibliothécaire-archiviste,

G. JEULIN.

ATLAS LINGUISTIQUE

Marie-Rose Simoni-Aurembou, **Atlas linguistique et ethnographique de l'Ile-de-France et de l'Orléanais (Ile-de-France, Orléanais, Perche, Touraine)**, volume 2, Paris, Editions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1978.

Dans la série des **Atlas linguistiques de la France par régions**, vaste entreprise recouvrant tout le territoire national, dirigée, financée, publiée et éditée par le CNRS, vient de paraître le second volume de l'**Atlas de l'Ile-de-France**.

Cet atlas recouvre tout ou partie des anciennes provinces de l'Ile-de-France, de l'Orléanais, du Perche et de la Touraine, la Loire faisant la limite sud. La région du Vendômois s'y trouve donc entièrement représentée.

Le but d'un atlas linguistique est de présenter sous forme de carte des faits linguistiques, autrement dit les termes les plus significatifs des parlers locaux, des patois. Le nombre des points d'enquête varie d'un atlas à l'autre, de soixante à cent cinquante suivant la région ; en chacun de ces points, on a interrogé une ou plusieurs personnes originaires du pays, connaissant bien le monde rural, à l'aide d'un questionnaire de deux mille à six mille questions suivant les atlas.

Un atlas n'est pas seulement linguistique. Il est aussi ethnographique. On y trouve des renseignements très précis sur les techniques et coutumes du monde rural, et il est illustré de nombreux dessins d'objets souvent en voie de disparition ou disparus (charrue, faux, véhicules, vêtement, etc).

Dans notre région, les enquêtes ont été faites à Saint-Marc-du-Cor (point 56), Savigny-sur-Braye (57), Morée (58), Saint-Laurent-des-Bois (59), Sougé (64), Thoré-la-Rochette (63), Champigny-en-Beauce (65), Villechauve (68), Saint-Denis-sur-Loire (67), Coulanges (71).

Le premier volume comprenait 318 cartes : 7 cartes de présentation et 311 cartes linguistiques consacrées aux travaux des champs et à la flore, c'est-à-dire semailles et cultures, charrue et labours, foin, moisson, battages, cidre et vigne, verger et potager, plantes sauvages et fleurs cultivées, arbres forestiers.

Le deuxième volume comprend 2 cartes liminaires et 369 cartes linguistiques : le bois et le travail du bois, sources et rivières, chemins et clôtures, le ciel et les phénomènes atmosphériques, les animaux non domestiques, l'élevage (important chapitre de 160 cartes), le lait et ses techniques. Il est illustré d'une centaine de dessins en marge des cartes et de quatre planches de dessins à la fin du volume.



Dessin de Madame L.A. Hallopeau - 1906

Au Pays Natal de RONSARD

LE MANOIR DE LA POSSONNIÈRE

par M. François HALLOPEAU

Président de l'Association des Amis du Pays Natal de RONSARD

Le Manoir de la Possonnière est la maison natale du poète RONSARD. Il y vit le jour, le 11 Septembre 1524. Lui-même nous le dit :

« L'an que le Roy François fut pris devant Pavie
Le jour d'un Samedy, Dieu me presta la vie
L'onzième de Septembre... » (1)

Aussi nombreux sont les visiteurs qui chaque année viennent à la Possonnière et combien émouvant est, pour ceux qui sont épris de poésie, de se replonger ainsi dans le cadre où le poète passa les onze premières années de sa vie et revint fréquemment par la suite.

Le porche franchi apparaît ce que fut autrefois la cour d'honneur du Manoir. Bien mutilée est-elle malheureusement aujourd'hui, la chapelle, le pavillon Sud-Est (celui où selon la tradition populaire est né le poète), le bâtiment qui, à l'Est, était appuyé au coteau ayant, les uns et les autres, disparus, mais combien évocatrice est-elle encore par les sculptures et les inscriptions que fit apposer sur les murs Loys Ronsard, le père du poète, vers 1515, dix ans avant la naissance de celui-ci. Elles permettent de saisir l'atmosphère dans laquelle il a été élevé, dans laquelle s'est éveillé son esprit.

A travers elles ressort tout particulièrement la personnalité de Loys Ronsard, ce père qui, alors que l'enfant n'avait encore qu'un an et demi à peine, se voit amené à quitter son foyer pour accompagner en exil, comme maître d'hôtel, les enfants royaux. Avec eux, il restera captif en Espagne pendant quatre ans et demi.

C'est à travers ces inscriptions et sculptures que, pendant cette longue absence, le jeune Pierre apprendra à connaître son père. A travers elles celui-ci prendra pour lui la figure d'un héros.

Chaque fois que franchissant la porte de la tourelle d'escalier il pénètre dans la grande salle, il se trouve devant une cheminée monumentale couverte de sculptures qu'il peut, si l'on peut dire, égrainer. Toutes ont un sens. Toutes concourent à faire connaître la personnalité de l'absent. En ce qui nous concer-

ne, rapprochées de la lettre dédicatrice placée par Jehan BOUCHET quelques années plus tard en tête de son livre « les Triumphe de la noble et amoureuse dame et l'art de honestement aymer composé par le traverseur des voyes périlleuses », nous le retrouvons tel que le dépeint son ami.

Profondément attaché à la personne de son Roy (l'écu et la couronne de France - le semis de fleurs de Lys) - dès l'avènement de Louis XII en 1498 et ayant à peine vingt ans il est fait un des cent gentilshommes de la Maison du Roy ; profondément imbu de la valeur de la lignée dont il est issu (l'écu aux trois poissons des Ronsard, la devise *Non fallunt futura merentem* (2) qui l'encadre, les « ronces ardentes » placées au-dessous) ; très versé dans la science du blason (la ligne d'écussons armoriés figurant au bas du linteau) ; très épris de poésie et de musique d'une part (les violes et les luths), de chevalerie d'autre part (l'armure de parade) ; serviteur fidèle de François I^{er} dès 1515 (la Salamandre à gauche) et du duc de Vendôme, son suzerain à la Possonnière (le lion de Vendôme dans le coin à droite) ; très attaché au culte du foyer et des ancêtres (l'autel antique et le feu sacré) ; enthousiaste enfin de l'art italien qu'il a appris à connaître au cours des guerres d'Italie (les deux pilastres), tel nous apparaît Loys Ronsard à travers les sculptures qui ornent la cheminée.

Tel sera également son fils, qui dès l'âge de onze ans sera conduit à la Cour par son père pour être page du Dauphin François, puis le sera de Madeleine de France qu'il accompagnera en Ecosse, les voyant l'un après l'autre disparaître prématurément sous ses yeux (3) ; qui appartiendra alors à l'écurie royale où il sera formé à la vie de gentilhomme, se destinant à la carrière des armes ; qui, par suite d'une surdité précoce, devra y renoncer pour recevoir la tonsure et se consacrer aux belles lettres, mais, suivant l'exemple paternel, gardera jusqu'à sa mort un profond attachement pour son Roy.

Revenant alors dans la cour du Manoir, le visiteur se trouve en face d'inscriptions placées au-dessus des portes et des fenêtres qui lui apportent une lueur nouvelle sur la personnalité du père du poète.

Celles figurant sur le bâtiment principal se présentent comme un rappel des deux philosophies qui coexistent à l'époque et au surplus se sont heurtées tout au long du quattro cento entre universités italiennes, la philosophie chrétienne en haut, (*Domine conserva me, Respice finem, Avant partir* (4) et, sous sa forme la plus païenne, la philosophie antique au rez de chaussée, (*Voluptati et gratiis, Avant partir* (5). La sentence gravée au haut de la tour sous l'écu aux trois poissons (*Domini oculus longe speculatur* (6), accompagnée qu'elle est du Soleil héraldique à face humaine au pied du pilastre de gauche de la lucarne (7) apparaît, elle aussi, comme le rappel d'une croyance immémoriale invitant à la mesure et à la morale (8). Plusieurs passages des œuvres du poète montrent que ces inscriptions ne sont pas restées pour lui lettres mortes (9).

De l'autre côté de la cour, des devises empruntées aux représentants les plus authentiques de la pensée antique : *Sustine et Abstine* (10), (au-dessus

d'une porte de cave), Veritas Filia Temporis (11) (au-dessus de la porte d'entrée du pavillon disparu, devise reprise au moment de la restauration du Manoir pour être placée au-dessus d'une des fenêtres de la façade Nord), NYQUIT NYMIS pour Ne quid' nimis (12), (dans ce pavillon sur la cheminée de la chambre où devait naître le poète, cheminée remontée dans le bureau actuel) ne traduisent-elles pas chez leur auteur une grande culture. Mais plus encore leur rapprochement d'un extrait d'une épître de Saint Paul, Tibi Soli Gloria (13), (placé au-dessus de la porte de la tourelle de l'escalier qui desservait le dit pavillon) et même des versets du Pater et du Psaume du Mercredi des Cendres, Panem nostrum quotidianum (14) et Memento, homo, quia cinis (pour cinis) es (15), (dans la cave précitée au-dessus d'un four à pain et d'un réchaud à charbon de bois) ne marque-t-il pas chez lui le souci de réconcilier la sagesse païenne et la religion chrétienne, souci propre aux humanistes chrétiens ? (15 bis).

Ici encore l'empreinte du père sur le fils ne saurait être niée. Si l'attrait de ce dernier pour la culture antique ressort de toute son œuvre, sa fidélité à la foi de ses ancêtres filtre à travers elle à maintes reprises (voir notamment La Prosopopée de Loys de Ronsard, son père (16), pour donner parfois lieu à de saisissants rapprochements (Hercule chrestien (17), et s'affirmer de façon émouvante dans ses Derniers Vers (18).

Ainsi notre poète aura-t-il été à tous égards profondément imprégné du cadre familial dans lequel il a vu le jour et où il a vécu ses premières années.

De même qu'il a, dans ses Odes notamment, chanté son Vendômois natal, nombreuses sont les pièces de vers où il fait, plus ou moins explicitement, allusion à cette vieille demeure et à l'atmosphère qui y régnait. D'où l'attrait qu'elle présente pour beaucoup et parmi eux pour de nombreux étrangers venant de pays répartis sur la totalité de la surface du globe. Le Livre d'Or de la Possonnière est de ce fait un incontestable témoin du rayonnement que possède encore dans le monde la culture française.

(1) A Pierre Pascal, le Bocage 1554-1555 - à partir des Œuvres de 1560 à Remy Belleau (suivant « l'ancien style » l'année ne finissait qu'à Pâques).

(2) L'avenir appartient au mérite.

(3) Voir l'Épître à Remy Belleau précitée et le tombeau de Marguerite de France, Duchesse de Savoie, Ensemble celui de François premier du nom et de Messieurs ses enfants (plaquette de 1575).

(4) Dieu conserve-moi (Psaume XV, 1^{er} verset), Pense à ta fin, Avant de mourir.

(5) A la volupté et aux grâces, Avant de mourir.

(6) L'œil de Dieu voit loin.

(7) Sa présence est signalée par Marie-Laure HALLOPEAU dans son mémoire d'Ecole du Louvre 1967.

(8) Voir Pierre PALLIOT, La Vraie et Parfaite Science des Armoiries, 1660 p. 590 : « Il (le soleil) voit tout, il oït tout, il nourrit tout, dit Homère, c'est l'œil du grand Jupiter ». Palliot ajoute « les saintes lettres l'ont pris pour la figure de Jésus-Christ ».

(9) Le rapprochement indiqué ci-dessus (note 8), Ronsard l'a marqué lui-même, lorsque en 1515, dans l'Hymne de la Justice, il écrit : vers 40 et 41, « L'œil de Dieu, ce disait, disait la Justice, toute chose regarde, Il voit tout, il scait tout et sur tout il prend garde », et vers 112, « Si bien que le Soleil qui tout voit, tout contemple... ». Pour la dernière sentence voir aussi l'Institution pour l'adolescence du Roy très chrestien Charles neuvième de ce nom (plaquette 1562).

(10) Supporte et abstiens-toi.

(11) Vérité fille du temps.

(12) Rien de trop.

Ces trois devises figurent dans l'édition Alde Manuce de 1508 des Adages d'Erasme (p. 65, 144 et 74), la seconde dans la rubrique relative au proverbe « Tempus omnia revelat ».

(13) A toi seul la Gloire (Epître aux Romains, dernier verset).

(14) Notre pain quotidien.

(15) Souviens-toi, homme, que tu es cendre, au lieu de poussière (pulvis) dans le verset du psaume.

(15 bis) A Erasme notamment et ceci dès la première édition des Adages, à Paris, en 1500.

(16) Le Bocage de 1554.

(17) Les Hymnes de 1555.

(18) Les Derniers Vers de Pierre de Ronsard, gentilhomme Vandômois 1586.

HILAIRE NOYER,

Bienfaiteur de MORÉE

par M. Jean COYAU

I - ENFANCE - VIE ACTIVE - RETOUR A MORÉE

Hilaire Noyer vient au monde le 12 janvier 1761 à Morée. Il est le fils de Sieur Auguste Charles Gabriel Noyer, officier du Roi, et de Dame Marguerite Catherine Salomon. Il est le dernier enfant d'une famille honorable moréenne depuis plusieurs générations du côté paternel. Il doit recevoir une bonne éducation et une solide instruction. A 19 ans, le 11 février 1780, il perd sa mère, et à 20 ans le 23 mars 1781, son père âgé de 62 ans.

Pris en charge par un ami de la famille, le marquis de Crémeaux d'Entragues, il fut pendant longtemps premier clerc de procureurs au Parlement. Il put ensuite acquérir un cabinet d'agréé au Tribunal de Commerce de Paris pendant une vingtaine d'années.

Sous la Constituante, au moment de la suppression des provinces et de la création des départements, il obtient, avec un de ses frères et M. Borde, un autre Moréen, Procureur au Parlement, que Morée devienne chef-lieu de canton, malgré la concurrence des villes voisines. Il sera 32 ans sans revenir à Morée.

Sous la Convention (il avait un peu plus de 30 ans) il fait tout ce qu'il peut avec ses frères pour aider certains nobles dans l'embarras. Lui-même faillit avoir de graves ennuis avec les Conventionnels sous la Terreur, quand le marquis de Crémeaux d'Entragues mourut sur l'échafaud. Il ne fut sauvé que par le 9 Thermidor an II, jour où Robespierre fut renversé.

Cette mauvaise période passée, il continua son travail auprès de plusieurs maisons de commerce. Il s'occupa du fils de son prédécesseur pendant plusieurs années pour lui donner l'état de son père.

Le 12 février 1801, le Conseil municipal de Morée demande le rétablissement d'un marché hebdomadaire et de trois foires annuelles. N'ayant pas eu de réponse, il réitère sa demande le 12 février 1802 en s'adressant aux autorités supérieures par l'intermédiaire du Sous-Préfet et du Préfet. A Paris, Hilaire Noyer prend l'affaire en main et obtient satisfaction pour la commune de Morée.

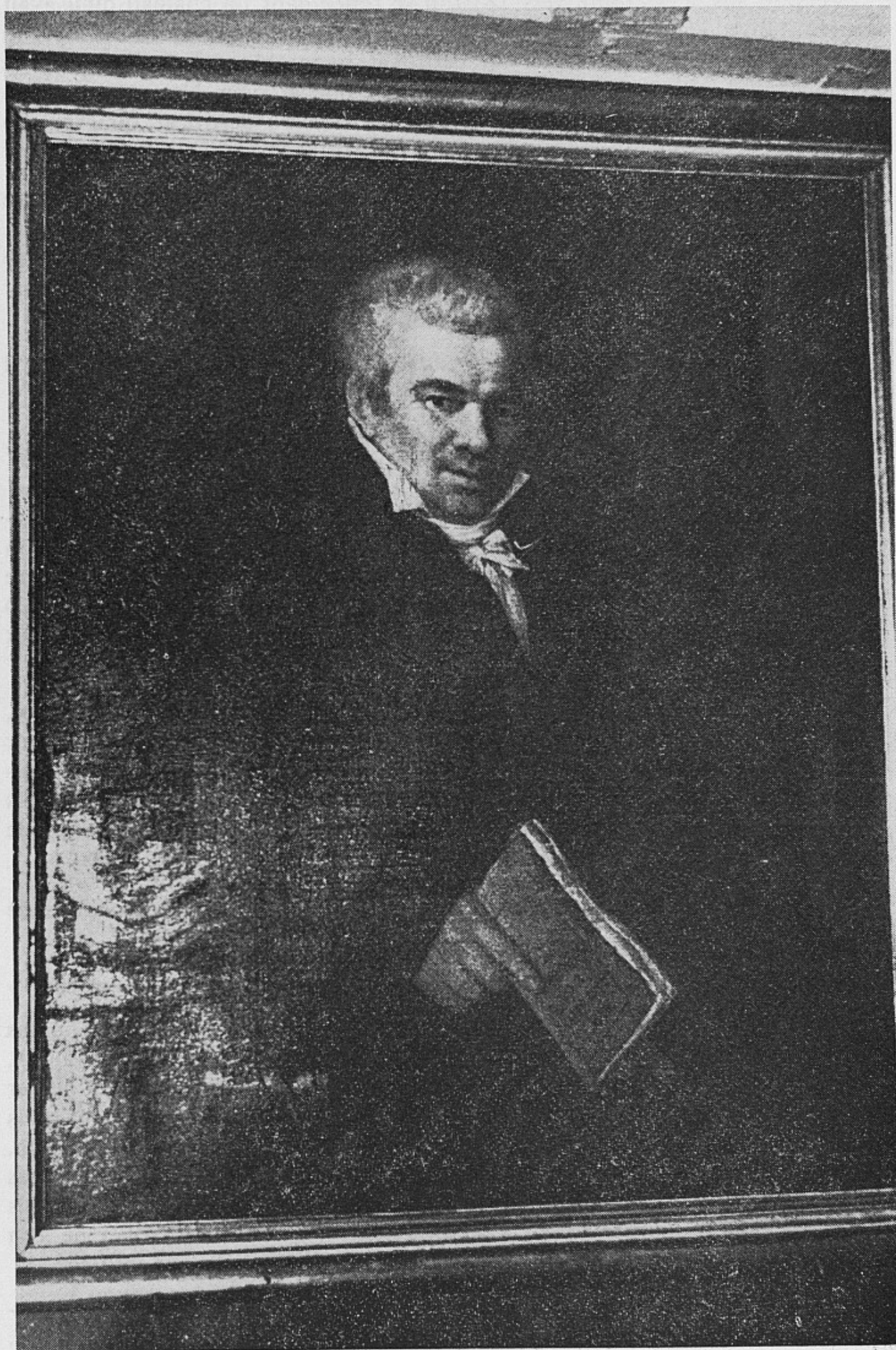


Tableau représentant Hilaire NOYER

Vers 50 ans, c'est-à-dire vers 1810, il se retire dans un château qu'il avait acheté à Briis en Seine-et-Oise. Le notaire du lieu étant mort, il reprend l'étude laissée vacante, grâce à un certificat honorable que le Tribunal de Commerce lui délivre à l'unanimité, attestant que le sieur Noyer a « mérité l'estime et la confiance publique à tous les titres » ; certificat qu'il envoie à la chambre des notaires.

En 1816, il a quelques démêlés avec la justice. En effet, le Préfet de Seine-et-Oise, le Sous-Préfet de Rambouillet, le Maire de Briis et son adjoint, le poursuivent pour avoir été favorable aux gouvernements de Robespierre et de Marat, favorable au retour de Napoléon le 20 mars 1815, et pour tenir des propos injurieux envers le Roi Louis XVIII et sa famille.

Hilaire Noyer dut obtenir gain de cause car rien ne permet de penser qu'il fut condamné et tout laisse supposer qu'il fut acquitté.

Vers 1817-1818, il doit aller s'installer à Paris, rue du Mouton n° 5, dans le 7^{me} arrondissement, maison qui sera sa dernière demeure.

Vers 1820-1822, grâce à ses compétences, il se chargea de régler la succession de M. Borde (qui avait aidé à faire de Morée un chef-lieu de canton et qui de procureur était devenu avoué à la Cour Royale de Paris). Hilaire Noyer réussit à obtenir 40 000 francs (somme considérable pour l'époque) que se sont partagés de modestes paysans moréens, héritiers de ce haut fonctionnaire.

Vers la fin de l'année 1821, une de ses cousines germaines de Morée, Madame Veuve Guilhery, atteinte d'une grave maladie, alla à Paris consulter quelques médecins. Pour son retour, elle demanda à Hilaire Noyer de l'accompagner. Celui-ci, n'étant pas revenu à Morée depuis 32 ans (il avait alors un peu plus de 60 ans), accepta de grand cœur : « Il est si doux, dit-il, de revoir les lieux témoins de son enfance et les tombeaux de ses pères ! »

« Il est si doux de reconnaître et d'embrasser encore les compagnons de son jeune âge ! »

« La faux de la mort et des révolutions ne les avait pas tous moissonnés ! »

Pendant son séjour à Morée, le curé Laurent Morais et son frère Thomas Morais curé de Fréteval, lui demandèrent de s'occuper de leur neveu Mauger, clerc à Blois, dont le père était faiseur de brouettes à Oucques. Hilaire Noyer accepta de lui trouver une place d'avoué à Paris et de lui procurer les moyens nécessaires pour faire son droit. Il régla lui-même les dépenses d'inscription, de thèse et de diplôme pour le baccalauréat et la licence. Les deux curés avaient promis de rembourser tous ces frais dès que possible. Nous verrons plus tard qu'ils ne tinrent jamais leur promesse, et que Hilaire Noyer ne s'en formalisa pas, suffisamment récompensé par la réussite de son protégé.

Il resta à Morée pendant une quinzaine de jours. Il commanda la construction d'un mausolée (qui existe encore de nos jours) dans le cimetière de Morée, à la mémoire de ses pères. Rentré à Paris, il fit envoyer aux religieuses du petit Hôtel-Dieu qui les lui avaient demandés, des pendulettes et quelques

meubles d'agrément. Il envoya, en même temps qu'une lettre explicative à son vieil ami Divet, une somme de 500 francs pour réparer le clocher qui lui avait paru en mauvais état.

Tel est donc Hilaire Noyer, débrouillard et généreux, avant que sa vie ne vienne se mêler à celle de Morée, d'une manière plus intime.

II - HÉRITAGE - DONATION

Le 27 novembre 1822, madame Jeanne Charlotte Duru, veuve Guilhery, meurt. Hilaire Noyer se trouve héritier du 1/10 de la succession. En janvier 1823, le dossier de cette affaire étant en cours, il reçoit à Paris une lettre signée du curé Laurent Morais, de l'instituteur-sacristain-maire Jean Baptiste Mathurin Leroy et des sœurs de l'hospice :

« Vous êtes si bon compatriote que nous nous adressons à vous pour un autre bon office. Le principal bâtiment de notre hospice tombe en ruine, il serait urgent que l'administration fît l'acquisition du château de vos aïeux, entourant de toutes parts l'enclos de l'hospice, pour en remplacer le principal bâtiment menaçant ruine ; nous sommes si convaincus de votre piété pour l'hospice que nous allons influencer le partage de la succession de votre cousine pour faire tomber dans votre lot l'ancien château, les cours et jardins de vos pères, afin de les réunir à ceux de l'hospice... »

Hilaire Noyer, ne voyant dans cette manœuvre plus ou moins légale, que l'intention louable de corriger le sort en faveur de ceux qui vivaient à l'hospice, accepta avec empressement, presque par retour du courrier. Dans sa lettre en réponse, il ajouta même qu'il avait le désir d'aider la commune de Morée par une somme de 3 000 francs pour remettre en état la route d'Orléans au Mans.

Le 27 février 1823, le curé Morais et le maire Leroy lui répondirent :

« Nous sommes convaincus que la route d'Orléans au Mans ferait la fortune de Morée, c'est ce qui nous fait vivement regretter l'impuissance où nous nous trouvons de profiter d'une offre aussi avantageuse et aussi patriotique que celle que vous nous faites de 3 000 francs ; mais vous le savez aussi bien que nous, il n'y a point d'esprit public : les gouvernements, les conseils municipaux, les préfets, les sous-préfets, les voyers, tout cela ce sont des mers à boire etc, etc, etc »

Il est facile de constater la légèreté avec laquelle ces messieurs traitèrent l'administration. Mais poursuivons :

« Maintenant que nous avons votre consentement pour réunir vos bâtiments cours et jardins à ceux de l'hospice, nous attendons vos prix. »

Comme on le lui avait promis, Hilaire Noyer hérita le 24 mars 1823, d'une maison connue sous le nom d'ancien château, estimée à 6 000 francs.

Quinze jours plus tard, le 9 avril 1823, il fait rédiger chez son notaire de Paris, Me Berceon, l'acte suivant :

« M. Hilaire Noyer, ancien agréé du Tribunal de Commerce, ancien notaire,... désirant rendre plus salubre l'hospice de Morée et augmenter pour la facilité du service, les localités dudit hospice »

« Lui a fait donation entrevifs et irrévocable, ce qui sera accepté par messieurs les administrateurs lorsqu'ils en auront obtenu l'autorisation »

« D'une maison connue sous le nom d'ancien château... »

Et Hilaire Noyer, personnalité vraiment bizarre, y ajoutait la condition suivante assez inattendue d'ailleurs :

« Et en outre la présente donation est faite à la charge de payer à la domestique dudit sieur Noyer qui se trouverait à son service au jour de son décès, deux cent quarante francs de rente annuelle et viagère exempte de toute retenue... payables à partir du décès du donateur par quart de trois mois en trois mois en espèces métalliques aux titres et poids actuels sans aucun papier ni billet, et dans le cas où il en existerait en circulation et où ils seraient offerts en paiement des arrérages dûs, ladite domestique aurait le droit d'exiger quatre hectolitres de blé première qualité, loyal et marchand, livrable au marché de Morée pour chaque quartier de ladite rente. Cette condition est de rigueur et essentielle à la présente donation. »

Tous les frais de cette générosité ont été réglés par Hilaire Noyer lui-même.

Dans sa séance du 20 avril 1823, « le Conseil municipal... a estimé que le don dudit sieur Noyer doit être accepté avec reconnaissance. »

Pendant ce temps, Hilaire Noyer apprit que le curé et l'instituteur-maire avaient projeté de transformer l'ancien château en jolies petites chambres et en jardins d'agrément. Il apprit aussi quelques anecdotes sur la liaison étroite qui unissait les deux compères.

Commençant à manifester quelques inquiétudes, il les invita, dans une lettre, à adopter un système d'administration plus paternel, basé sur le mieux-être des pauvres et des malades, et sur l'accroissement des revenus de l'hospice.

Le 24 avril 1823, ils lui répondirent dédaigneusement :

« Il est beau de donner et de dispenser des remerciements. Il paraît, par certaines expressions de votre dernière lettre, que quelques bonnes âmes ont essayé de vous détourner de la belle action que vous venez de faire. Elle est bien assurément au-dessus de leur portée. Il y a par tous pays des gens étrangers à toute idée libérale... qui sont toujours prêts à s'opposer à tout projet de bien public... »

Cela n'était pas fait pour rassurer Hilaire Noyer. Au début du mois d'octobre 1823, il décide de se rendre à Morée pour vérifier sur place. On organisa une petite cérémonie pour le recevoir avec distinction et essayer de dissiper ses dernières craintes. M. le curé avait endossé son plus grand costume, M. le maire Leroy avait ceint son écharpe ; les religieuses de l'hospice émues de reconnaissance pour leur bienfaiteur, amenèrent leurs élèves couronnées de fleurs et chantant des cantiques.

Le 24 octobre 1823, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Invité à dîner chez M. de Chabrol, maître de forges à Fréteval, il retrouva entre autres convives, les frères Morais. On en vint à parler de Mauger, le neveu des deux curés et des promesses d'indemnités faites il y a quelques années. Le ton monta, la colère gronda. On le traita d'imposteur. Mais Hilaire Noyer, par respect pour son hôte, sut garder tout son calme.

Cette fois, il avait compris. Il lui fallait agir vite. Il se rendit chez le notaire à Pezou le 27 octobre et, puisque l'autorisation royale n'était pas encore officiellement revenue de Paris, il exposa clairement la situation ci-dessus, et apposa à sa libéralité de nouvelles conditions :

Aucun changement par démolition ou construction, aucune cession ou aliénation, rien ne pourra être fait sans l'assentiment du Conseil municipal et des douze plus haut imposés de la commune de Morée. « Il entend et veut expressément que ces conditions reçoivent leur entière exécution, révoquant même dans le cas contraire sa donation. »

L'autorisation royale fut signée le 15 octobre 1823, mais ne parvint aux intéressés qu'au mois de novembre.

Le 30 novembre 1823, J. B. M. Leroy propriétaire-maire, Laurent Simon Morais doyen curé, Jacques Cochereau juge de paix et Jean Baptiste Paulin Bernardon de Bouville propriétaire, tous administrateurs de l'hospice déclarèrent « accepter purement et simplement la donation » du 9 avril et les conditions supplémentaires du 27 octobre. « Ils remercient M. Noyer au nom des pauvres, du trait de générosité qui lui mérite à juste titre le premier rang parmi les bienfaiteurs de son pays. »

Le 3 décembre 1823, Hilaire Noyer recevait à Paris une copie de cet acte d'acceptation. Satisfait d'être arrivé à ses fins, il leur dédicça l'accusé de réception suivant :

« Pour tranquilliser MM. le curé, maire et sœurs de l'hospice, je leur accuse réception de la notification de leur acceptation de ma donation. Je prie Dieu qu'il inspire aux grands personnages soupçonneux le sentiment d'une bonne gestion. »

Il continuait à occuper l'appartement qu'avait habité sa cousine la Veuve Guilhery, et qui appartenait maintenant à l'hospice. Il en paiera régulièrement le loyer et aura ainsi un pied à terre à Morée.

Peu de temps après cette première lutte, il rentra à Paris et put goûter pendant quelques mois le repos qu'il avait bien gagné.

III - TRACASSERIES - FONTAINE DE PISSOISSON (début)

Durant l'été 1824, Hilaire Noyer fut avisé que le maire avait mis les habitants de Morée dans une situation embarrassante. Celui-ci, en effet, ne s'était-il pas emparé de deux terrains communaux : la Fosse Herbaux et la Pelle du Four, à son profit. N'avait-il pas ensuite jeté son dévolu sur la

fontaine de Pissoisson et le terrain qui l'entourait ? Ce terrain touchait au domaine de la Perrine que Leroy avait acheté à bas prix aux mineurs Noyer. Il le fit entourer délibérément d'une haie sèche. Ainsi, un an après, il en serait propriétaire.

Les habitants de Morée, consternés de se voir ainsi dépouillés de ce terrain communal et de cette fontaine qui leur était si utile, ne virent qu'une seule personne capable de leur venir en aide : Hilaire Noyer.

Celui-ci entra dans la lutte de loin, en leur conseillant de se plaindre auprès du Préfet. Le 5 septembre 1824, les Moréens et une bonne partie du Conseil municipal, envoyaient leur pétition à Blois.

Dans sa pétition en réponse du 5 novembre suivant, J. B. M. Leroy réussit à minimiser l'affaire en qualifiant ses administrés de butors, de ganaches, d'irrévérencieux envers l'autorité administrative. Bon prince, il consentait même à leur pardonner parce qu'il aurait trop à punir.

L'affaire s'endormit.

Les deux amis cherchèrent un moyen de discréditer cet Hilaire Noyer qui les avait empêchés de réaliser leurs plans de grandeur ruineux pour l'hospice. Ils faisaient savoir à qui voulait bien les entendre qu'il n'était qu'un impie, un athée, un monstre. Maintenant qu'ils étaient propriétaires, par l'intermédiaire de l'hospice, de la maison qu'Hilaire Noyer avait louée pour pouvoir séjourner à Morée, ils imaginèrent de se débarrasser de lui en le chassant.

Le 24 avril 1825, ils lui écrivirent à Paris pour l'inviter poliment à déguerpir pour la Toussaint de l'appartement qu'il avait fait réparer à ses frais. On voulait lui faire quitter définitivement Morée où il se montrait un observateur beaucoup trop gênant pour que M. le maire puisse s'emparer tranquillement de la fontaine de Pissoisson.

C'est justement pour réveiller cette affaire que Hilaire Noyer revint à Morée en juin 1825. Le 12 juillet, une deuxième pétition des habitants de Morée fut adressée aux autorités. Pensant que cette fois l'affaire serait tirée au clair, il rentra à Paris. Un mois après, il apprit que les habitants de Morée n'avaient pas été autorisés à plaider dans leur ensemble. L'année de possession allait arriver à son terme et J. B. M. Leroy allait pouvoir se l'accaparer légalement. Hilaire Noyer revint en toute hâte à Morée, au grand désappointement du maire et du curé.

Sous le nom de différents habitants de Morée, il intenta une action individuelle à M. le maire.

Le 2 septembre 1825, par jugement de la justice de paix de Morée, celui-ci fut condamné à restituer et la fontaine et le petit terrain qui l'entourait.

Bien décidé à ne pas en rester là, le maire rédigea une pétition en réponse pour faire appel du jugement de Morée, qu'il expédia à Blois dans le courant de septembre 1825.

IV - FEU DE JOIE - FONTAINE DE PISSOISSON (fin) DÉGUERPISSEMENT

a) *Départ du curé Morais*

A ce moment-là, le curé Morais fut nommé à la cure de Saint-Louis à Blois. Avant de partir, il réussit à emmener les 500 francs de la caisse de la fabrique, en dédommagement de chambranles de marbre, de parquets, de glaces incrustées et scellées dans les murs, de tablettes de marbre de la bibliothèque, qu'il avait, disait-il, payés de ses propres deniers il y a onze ans.

Les sœurs de l'hospice lui remirent le fruit de leurs collectes (71 francs) contre sa promesse de fournir des images et des devants d'autel à l'hospice.

Le 4 octobre 1825, la première voiture du déménagement prenait la route de Blois et, comme il devait être parti pour le lundi 10 octobre, la dernière voiture s'en allait le 9.

b) *Le feu de joie*

Le 10 octobre fut marqué par un événement anodin qui devait être l'origine de la bataille la plus acharnée entre les deux camps.

En fin d'après-midi, un feu de joie spectaculaire fut allumé sur les « aux vents » par une bande de jeunes parmi lesquels se trouvaient Fromentin qui travaillait au service de M. le maire, et Casimir Bernardon, un jeune officier qui venait de déjeuner chez H. Noyer. 20 bourrées, achetées chez Hénault le vendeur de bois, et deux bottes de paille, prises chez M. Rentien, allumées par une lanterne appartenant à H. Noyer, flambèrent joyeusement. Pour agrémenter le spectacle, on avait amené le violonneur Lacloche. Vers les 7 heures, le jeune Cornillet tira deux coups de feu avec le fusil de son patron.

Les réjouissances terminées, Fromentin alla rendre la lanterne à H. Noyer qui le reçut plutôt froidement.

De son côté, Casimir Bernardon alla à Fréteval chez le curé Thomas Morais remplaçant son frère, pour savoir à quelle heure aurait lieu la célébration du service anniversaire de la mort de sa mère. A sa surprise, il y trouva le curé Laurent Morais qui avait voulu passer une dernière journée chez son frère. Le jeune Casimir Bernardon ne manqua pas de lui parler du feu qui venait de se terminer dans l'allégresse.

c) *Instruction du procès*

Ce soir-là, le curé Laurent Morais ne put s'endormir. Le feu de joie, ce satané Hilaire Noyer n'en serait-il pas l'instigateur ? non pas en l'honneur du nouveau curé Leroux, mais pour fêter son départ, à lui ? Mais alors, c'est une offense grave, et une occasion de vengeance qu'il ne faut pas laisser passer.

Au petit matin, il décide de reporter son départ pour Blois. Il revient à Morée, réveille J. B. M. Leroy et ils se rendent chez Jacques Cochereau, le cabaretier juge de paix et son greffier scribouillard Beulay. On tient un véritable conseil de guerre en cette matinée du 11 octobre 1825.

Le greffier Beulay dresse alors un procès-verbal signé par le juge de paix dans lequel on essaie de démontrer que « ce feu de joie avait été allumé et... entretenu par les ordres et frais du sieur Noyer »... « en réjouissance du départ de M. le curé Morais pour Blois », que « M. Noyer mérite à juste titre le nom de perturbateur public »..., que c'était « un manque de respect envers la religion »..., que « le feu n'a pu être imaginé que par des êtres qui sont l'opprobre du genre humain et qui méritent un châtement proportionné à une action aussi scandaleuse que répréhensible... » M. le maire, voulant apporter sa contribution à la perte du sieur Noyer, fit rédiger aussitôt un deuxième procès-verbal. Il avait, dit-il, « acquis la certitude que le sieur Noyer... avait parcouru les rues dans la soirée, offrant de l'argent à ceux qui voudraient faire un feu de joie »... « qu'il avait acheté une voiture de fagots » et qu'il avait conduit lui-même le violonneur Lacloche à ce feu de joie « qui non seulement avait jeté l'alarme dans sa commune mais encore dans les campagnes. »

Les deux procès-verbaux furent envoyés séance tenante au tribunal correctionnel de Vendôme.

Maintenant, il s'agit de trouver des témoins dignes de foi pour étayer leurs accusations. On court à droite, on cherche à gauche. Le curé Morais, s'apercevant que l'affaire risque de mal tourner, retire sa plainte auprès du Procureur du Roi de Vendôme, M. Boutrai, le 12 octobre. Mais les autres sont bien décidés à aller jusqu'au bout.

Une commission rogatoire est adressée à M. le juge de paix de Morée qui, avec son greffier, se retrouvent à la fois instructeurs et vérificateurs de leur propre machination.

Pendant quinze jours, les gendarmes firent des descentes journalières à Morée, comme s'il s'agissait d'un vaste complot contre la sûreté de l'État. M. le maire, bien que ne faisant pas partie de la commission rogatoire, vient fièrement s'installer au tribunal, ceint de son écharpe, pour présider l'instruction.

Le 15 octobre 1825, le brigadier de gendarmerie Poirier interroge 14 témoins. Mais, ô surprise désagréable ! aucun ne reconnaît, malgré les menaces, avoir entendu le sieur Noyer leur parler du feu de joie.

On assigne huit autres personnes plus ou moins amies du sieur Noyer, fort respectables et honnêtes. Nouveau désappointement ! aucun ne répond favorablement à leurs méchants desseins ; et même ils relurent tous leur déposition avant de signer.

La Toussaint approche. On rappelle à Hilaire Noyer le congé de déguerpissement qui lui a été signifié le 24 avril dernier. Le 29 octobre 1825, il leur répond : « Avec plaisir j'ai donné la maison de mes pères, avec plaisir j'accepte le congé qui m'est donné pour la Toussaint ». « Le 5 novembre, il est toujours là. L'huissier vient le sommer de « dans le délai de 24 heures vider de corps et de biens l'appartement qu'il occupe... »

Comme il était toujours là, l'affaire fut portée devant le Conseil Consultatif de l'arrondissement de Vendôme.

Le 12 novembre 1825, Hilaire Noyer reçoit une convocation du Procureur du Roi de Vendôme M. Boutrai pour comparaître le 2 décembre suivant :

« Pour être jugé comme ayant outragé le sieur Morais, ancien curé de Morée, en faisant publiquement un feu de joie, le jour de son départ de cette paroisse, et par des chansons, en sa qualité de curé. »

Si l'ancien curé avait retiré sa plainte, il se tenait quand même au courant de l'affaire.

Le 14 novembre, le curé envoie une lettre au procureur du Roi où il dépeint Hilaire Noyer comme le fléau des honnêtes gens qui abusait souvent du jus de la treille et qui chantait dans les rues « Laurent, tu t'en vas, Laurent, tu nous quittes » ; où il estimait que « les témoins assignés ont évidemment été endoctrinés d'avance, où il n'existe ni moralité ni religion, le parjure n'est qu'un jeu », où il est prêt à « bénir la providence s'il est possible de refouler dans les cloaques de la capitale un être aussi immoral que malfaisant. »

De leur côté, les sieurs Leroy, Beulay et Mestivier, ne voulant pas être en reste, envoyèrent une lettre au même Procureur décrivant Hilaire Noyer comme « un être qui ne manque pas d'exercer contre tous les bons habitants sa langue venimeuse » et qui « commence à fraterniser avec la basse classe du peuple. »

Le lendemain 24 novembre 1825, en réponse à une assignation à comparaître le samedi 3 décembre, L. Morais dit clairement au Procureur : « Pourvu qu'il soit établi qu'il y avait préméditation dans son fait, j' imagine que cela suffira pour le but que je me propose. Pour la paix du pays, il est bien à désirer que l'occasion ne soit pas perdue. »

Le 26 novembre 1825, le Conseil Consultatif de l'arrondissement de Vendôme rend son verdict sur l'affaire du déguerpissement :

« Considérant que les hostilités exercées par les administrateurs de l'hospice contre le sieur Noyer pourraient donner ouverture à une demande en nullité de la donation de Noyer pour cause d'ingratitude, le Conseil Consultatif de l'arrondissement de Vendôme estime que le dit sieur Noyer doit être maintenu dans la jouissance jusqu'au jour de la Toussaint 1826 à la charge d'un loyer de 100 francs ».

Vexé, J. B. M. Leroy décide de porter l'affaire devant le Conseil de Préfecture à Blois.

Le 28 novembre, il écrit au Procureur du Roi pour compléter le dossier du feu de joie, lui donnant deux couplets de la fameuse chanson pour prouver la culpabilité de H. Noyer.

d) *Le procès de Vendôme*

Avec de telles lettres, le procès peut commencer. Le 2 décembre 1825,

une foule nombreuse, venant tant de Vendôme que de Morée et ses environs, se presse dans la salle du tribunal et sur le parvis.

Le 3 décembre, c'est la déposition du curé Morais et de ses deux domestiques dont le jeune Pilon âgé de 19 ans et plutôt simplet... C'est ensuite le jeune Pitou, un garçon de 15 ans, qui expliqua que M. le maire, voulant lui faire dire que Hilaire Noyer avait organisé le feu de joie, l'avait menacé... puis donné quatre pommes pour qu'il accepte de le dire publiquement.

— Etait-ce des pommes de reinette ? lui demanda le Président.

— Non, répondit l'enfant, c'étaient des pommes de « toute musse ».

M. le maire lui avait promis, en plus, une aune de boudin s'il déposait contre le sieur Noyer.

Des rires et des murmures accompagnèrent ces dépositions, ce qui détermina le curé et le sacristain-maire à se retirer sur le champ.

Le soir même, le curé Morais écrivait à son compère Leroy une lettre désappointée : « Après ce que j'ai entendu aujourd'hui, dit-il, je ne donnerais pas un gros sou au hasard si l'issue dépendait de la déposition des témoins. J'en suis encore dans la stupeur ». Il l'invite ensuite, grâce à quelques autres considérations à « porter la lumière au milieu des ténèbres ».

Aussitôt, J. B. M. Leroy écrit au procureur pour s'expliquer sur l'affaire des pommes, et pour démontrer que certains témoins favorables à H. Noyer s'étaient parjurés.

A l'audience du 11 décembre 1825, ce fut la déposition du maire. J. B. M. Leroy accuse H. Noyer de tenir « des propos contre la religion, le gouvernement et les autorités locales ». Hilaire Noyer sort alors la lettre du 27 février 1823 où le maire et le curé traitaient par écrit « les gouvernements, les conseils municipaux, les Préfets, les Sous-Préfets, les voyers, tout cela ce sont des mers à boire, etc, etc, etc ». Et aussitôt l'auditoire partit d'un éclat de rire.

J. B. M. Leroy l'accuse ensuite d'être l'auteur de la célèbre chanson. Là, Hilaire Noyer fit savoir à tout le monde que l'auteur-compositeur, M. Jacques Leroy, neveu du maire, maréchal ferrant, personnage jovial et bon vivant, qui l'a chantée bien des fois à tue-tête dans des cabarets qu'il fréquentait assidûment, était prêt pour deux bouteilles de vin, à la chanter devant tout l'auditoire, si le tribunal lui en donnait la permission.

Le maire fit alors savoir qu'il serait bon d'entendre Jean-Jacques Houssay. Mais celui-ci était cloué au lit par une grave blessure faite par un mauvais coup de cognée. On lui ordonna de se présenter à la prochaine audience le 17 décembre.

Revenons à l'affaire de la fontaine de Pissoisson. Jean-Denis Mestivier, adjoint, réunit le conseil municipal le 15 décembre pour prendre une décision tendant à abandonner les poursuites car M. le maire offrait d'abandonner les deux tiers du terrain contesté. Mais aucun conseiller municipal n'accepta de

signer cette déclaration, sauf Mestivier, ce qui montre bien l'état passionnel dans lequel se trouvait la commune de Morée.

Deux jours après, c'était la dernière audience. Jean-Jacques Houssay, le blessé, vint à Vendôme couché sur deux matelas. Pendant son témoignage, soutenu par deux personnes, il ne déclara rien contre le sieur Noyer. Sommé de ne pas se parjurer, il déclara qu'il n'était pas venu à Vendôme dans son état pour mentir à la justice.

On en vint aux réquisitoires. Le procureur Boutrai, pour l'accusation, insista surtout sur l'outrage fait à la religion. Il décrivit élogieusement la vie du curé Morais, parla de ses rares vertus, de ses nombreux mérites et de l'honneur qui lui était fait en le nommant à la cure de la cathédrale de Blois.

M. Mereau de Bancherie défendit son client Hilaire Noyer avec beaucoup de chaleur, de conviction et de talent.

Mais le verdict tomba :

« Attendu qu'il résulte suffisamment de l'instruction et des débats que tout laisse présumer que Hilaire Noyer était l'auteur de la chanson, ou bien qu'il se l'était appropriée dans l'intention malicieuse d'injurier le ministre du culte ; qu'il résulte également « suffisamment des débats la conviction que le sieur Noyer a été l'auteur et le provocateur du feu de joie »... « le tribunal demeure convaincu que cette scène a le caractère de l'outrage, que l'outrage est adressé au ministre du culte »... « que tout se concentre dans la qualité de ministre, et que le scandale médité, préparé et exécuté n'a eu que le tort immoral et irreligieux d'insulter un ministre du culte »... « déclare le sieur Noyer atteint et convaincu du délit d'outrage envers le curé de Morée, en la qualité de ministre de la religion d'Etat »... « condamne le sieur Noyer en quinze jours d'emprisonnement et à 500 francs d'amende... »

Bien sûr, Hilaire Noyer rédige une déclaration d'appel du jugement rendu contre lui pour la révision de son procès à Blois.

e) *Déguerpissement (fin) - Procès de Blois*

Le 26 décembre 1825, le Conseil de Préfecture rendait son verdict dans l'affaire du déguerpissement :

« Vu... (tout l'historique de cette affaire), considérant qu'il résulte suffisamment de toutes ces pièces que la lettre de l'administration dudit hospice du 21 avril dernier n'a pas positivement précisé l'année pour laquelle elle demandait le déguerpissement dudit sieur Noyer, arrête que toutes les poursuites nécessaires sont autorisées, afin que cette évacuation ne puisse pas être retardée au-delà de la Toussaint 1826. »

Donc Hilaire Noyer était parvenu à ses fins, et le clan Leroy-Morais avait aussi obtenu gain de cause si ce n'est avec un an de sursis.

Hilaire Noyer va profiter des premiers mois de 1826 pour reprendre toutes les pièces du dossier de Vendôme, tous les témoignages. Il les étudiera

les uns après les autres, trouvera les preuves qui lui sont favorables, apportera des preuves contre les témoignages qui lui sont défavorables et les consignera en un épais dossier avec l'aide de son avocat, Maître Sébastien Péan, qui lui écrira le 7 mai 1826 :

« J'ai lu attentivement toute la procédure. Il me semble impossible que le jugement de Vendôme soit confirmé ».

Arrive enfin le mois d'août 1826 et l'ouverture du procès en appel. Là, Hilaire Noyer et son avocat entrent dans les détails. Il ne leur est pas difficile de montrer les sieurs Morais et surtout Leroy sous leur vrai jour.

Après la déposition de la femme Pianger disant : « Depuis le feu de joie, j'ai entendu Fromentin dire : si tout le monde était comme moi, on mettrait tout sur le compte de ce gros cochon de Noyer... » l'avocat et son client attaquent d'abord violemment le maire :

« Ainsi donc Fromentin était votre agent... »...

Et de partir dans un plaidoyer où il fut facile de prouver que Fromentin était seul l'organisateur du feu de joie, avec la permission du maire, et ensuite de montrer que, même si H. Noyer était coupable de ce délit, cela n'avait rien d'irreligieux.

« Dans le cours de la vie civile, hors de l'église, pour les affaires temporelles, un prêtre n'est qu'un simple citoyen, comme tout autre individu. Quereller contre un prêtre, l'injurier même, ce qui est très condamnable sans doute, ce n'est pas quereller contre la religion »... Cela « ne donnerait pas même lieu »... « à des peines de simple police ».

Cette démonstration d'éloquence porta ses fruits. Le 30 août 1826, le tribunal des appels de police de Blois rendait son verdict :

« Considérant que, quand il serait prouvé que le sieur Noyer serait l'auteur ou l'instigateur du feu de joie, les dons par lui faits tant à l'église qu'à l'hospice de Morée ne permettraient pas de croire que cet outrage eût été de sa part l'effet de sentiments irreligieux ou de mépris pour le caractère ecclésiastique. Mais il aurait pour cause un sentiment d'inimitié personnelle. Dit qu'il a été mal fait et jugé par le jugement dont est fait appel et, mandant, décharge le sieur Noyer des condamnations prononcées contre lui par ledit jugement et le renvoi de la plainte du ministère public sans dépens ».

Ouf ! après avoir gagné une si rude bataille, Hilaire Noyer pouvait bien se permettre, deux mois après, de déguerpir la tête haute, sans être offensé.

C'est ce qu'il fit certainement car rien ne laisse entrevoir de poursuites judiciaires.

V - J.B.M. LEROY : pétition - MAIRIE - ECOLES - LUTTE POUR CHEF-LIEU DE CANTON

Nos braves concitoyens d'alors ont pris fait et cause pour Hilaire Noyer. Deux ans plus tard, le 1^{er} août 1828, ils adressent à M. le Préfet une pétition

en règle contre J.B.M. Leroy par suite de « vexations qu'il leur a fait éprouver en sa qualité de maire. »... « Aujourd'hui, écrivent-ils, il s'ingère d'exiger des habitants que son garde-champêtre prend en délit des sommes d'après son arbitrage et selon la haine et la vengeance qu'il a d'exercer contre eux ».

Malgré les 46 signatures, il n'y eut pas de suite. Les plaintes furent renouvelées avec 72 autres signatures en y ajoutant que : « si justice ne leur était pas rendue, ils attaqueraient leur maire devant les tribunaux par action personnelle ». On n'y voit pas la signature de Hilaire Noyer, mais il est facile de reconnaître sa manière d'agir.

L'affaire dut traîner en longueur car ce n'est que deux ans plus tard, le 8 novembre 1830 que Gentien Martin remplaça l'instituteur-sacristain-maire Leroy.

La salle de la mairie servant également de salle d'audience et de justice de paix était depuis 1813 située dans les bâtiments de la Perrine appartenant à J.B.M. Leroy. Le 10 janvier 1831, Gentien Martin fit part au conseil municipal et aux 12 plus hauts imposés de son désir de changer de local. Moyennant un loyer de 50 francs, il fut décidé de louer à l'hospice le premier étage de l'ancien château. Auparavant, l'hospice aurait à effectuer quelques aménagements et réparations, notamment d'une « cheminée faite à l'antiquité et qui a le désagrément de fumer extraordinairement ».

Au mois de décembre 1833, Hilaire Noyer donne à la commune 22 tableaux et gravures dont son portrait, 4 fauteuils, une chaise rembourrée etc... et les meubles nécessaires pour renfermer les 360 volumes qu'il fait venir de Paris dont l'édition complète et d'origine de l'Encyclopédie de Diderot.

Le 22 décembre 1833, le conseil municipal à l'unanimité « reçoit avec satisfaction les offres de M. Noyer et lui témoigne mille reconnaissances pour tous les bienfaits qu'il ne cesse de faire à la commune de Morée ».

Au début de 1834, Hilaire Noyer propose à l'administration de l'hospice de céder une partie des bâtiments de sa donation à la commune de Morée. Proposition acceptée, soumise l'après-midi même au conseil municipal et aux 12 plus hauts imposés.

Le 2 mars 1834, tout le monde accepte et signe, sauf M. Leroy J. B. qui n'a pas voulu et les sieurs Guillois et Géray... qui ont déclaré ne pas savoir signer, mais qui sont consentants.

Le 19 mars 1834, devant Me Berceon notaire à Paris, Hilaire Noyer accepte que cette donation de l'hospice à la commune soit faite sous plusieurs conditions :

1) Que la rente viagère de 240 francs soit payée par la commune et non par l'hospice ;

2) Que la commune accepte une donation nouvelle d'une somme de 500 francs payable aussitôt l'acceptation, et une maison située devant le principal corps de logis dit l'ancien château que la commune devra faire démolir dans l'année sous peine de révocation afin de procurer des abords faciles et une cour plus grande dans le cas où l'on y établirait des écoles primaires.

Le 13 avril, le conseil municipal et les 12 plus hauts imposés, y compris J. B. M. Leroy acceptent.

Pendant ce temps, un problème grave agite la commune de Morée : c'est la prétention des habitants de Pezou tendant à faire opérer la translation du chef-lieu de canton en leur commune. La Ville-aux-Clercs avait déjà essayé en vain en 1831 car le conseil d'arrondissement de Vendôme avait repoussé ses prétentions en mai 1832. Dans la délibération du conseil municipal du 23 juin 1834, beaucoup de considérations de Pezou sont repoussées, et l'on avance que « Morée, favorisé par les bienfaits d'un de ses anciens habitants qui a fait des frais considérables pour établir une salle d'audience pour la justice de paix du canton, s'est enrichie d'une bibliothèque très nombreuse appartenant à la commune, mise à la disposition de M. le Juge de Paix et des officiers ministériels, que Morée vient de faire des sacrifices considérables pour acquérir d'une manière définitive la propriété de la maison où se trouve ladite salle, que le bienfaiteur de la commune de Morée l'aidera dans ses projets qui profiteront à tout le canton, que Morée possède une très belle et vaste salle de mairie où se réunit facilement le collège cantonal, où se tiennent toutes les réunions pour le tirage et le recensement des jeunes conscrits, que le bienfaiteur de Morée offre des capitaux pour parachever la route d'Orléans au Mans, ce qui est un avantage énorme pour le canton ».

Le 3 juillet 1834, les habitants de Morée adressent aux membres du conseil de l'arrondissement de Vendôme et du Conseil Général de Loir-et-Cher une circulaire en réponse à une autre circulaire adressée par les habitants de Pezou à ces mêmes membres. Ils déclarent entre autres « qu'ils ne coururent pas les campagnes, n'opposèrent pas l'intrigue à l'intrigue, ils s'adressèrent directement à M. le Ministre de l'Intérieur ». Hilaire Noyer avait en effet reçu cette pétition à Paris et il l'avait faite imprimer, après l'avoir signée au côté des membres du conseil municipal, de Leroy, ancien maire, de Beulay, greffier de justice de paix, et de Cochereau, ancien juge de paix.

Le 11 juillet 1834, le Constitutionnel de Loir-et-Cher (journal de l'époque), publie des félicitations à Hilaire Noyer pour les bienfaits envers la commune, déjà faits et à faire, rappelant que c'est ce même Hilaire Noyer qui avait été acquitté dans l'affaire du feu de joie.

Le 5 octobre 1835, le conseil municipal fait ses comptes : « Grâce aux dons de H. Noyer, la commune a acquis l'ancien château, fait démolir la maison Godin, fait réparer la toiture de l'ancien château laissée à découvert par cette démolition, 225 francs ; obtenu quatre croisées pour éclairer les

écoles et des persiennes toutes faites, ferrées et peintes que Hilaire Noyer envoya de Paris (600 francs) ; et déduction faite des frais déjà engagés, il lui reste encore 798 francs pour les travaux à faire aux futures écoles ».

« Le Conseil municipal à l'unanimité vote de sincères remerciements à Monsieur Noyer pour tous les bienfaits dont il comble la commune de Morée et le prie d'accepter l'expression de la reconnaissance de tous les membres du conseil municipal et de toute la commune en général dont il est l'interprète ».

Le 23 juillet 1837, le conseil municipal délibère pour l'obtention auprès du Préfet d'une aide pour la réfection de la route Orléans-Le Mans « dont l'état de dégradation s'accroît dans une proportion très rapide et met les communes dans l'impossibilité de subvenir à sa réparation. Et bientôt cette route que tant d'intérêts réclament, deviendra absolument impraticable pour la portion qu'elle traverse dans le département du Loir-et-Cher. Morée, comme chef-lieu de canton, offre de faire les sacrifices que sa position lui permet, un ou plusieurs de ses honorables citoyens offrant de mettre à la disposition du Gouvernement une somme assez considérable en argent pour le cas où la route en question soit terminée ».

Deux ans plus tard, après ce dernier bienfait, le 7 mai 1839, Hilaire Noyer s'éteignait à Paris, dans le 7^e arrondissement, rue du Mouton n° 5. Il avait vécu 39 ans dans le XVIII^e siècle et 39 ans dans le XIX^e. Il laissait une veuve, Madame Noyer, née Marie Catherine Blinet, dont je n'ai aucune autre trace.

ÉPILOGUE

Le 18 avril 1841, le Conseil Municipal, « au vu de l'extrait d'un acte de Me Berceon et son collègue, notaires à Paris, datant du 17 mai 1839, justifiant que Marie Hateau, mariée à Antoine Jean Wolf, était au service de M. Noyer le jour de son décès, donc ayant droit à la rente viagère de 240 francs par an, vote à l'unanimité le paiement de la somme de 480 francs dûs à la dame Wolf pour libérer la commune de deux années dont la dernière expirera le 7 mai 1841 prochain ».

Étude de quelques fragments de vertèbres fossiles du Musée de Vendôme

par Mme S. PICHARD

En 1975, à la suite d'un don important du Chanoine Hémonée, M. Gauldeau conservateur du Musée et J. Despriée nous remettaient pour étude préliminaire quelques fragments de vertébrés fossiles peu ou mal identifiés. Il s'agit : d'un fragment de mandibule de grande taille et d'une belle dent bien conservée, apparemment sans rapport avec la mandibule.

Le fragment de mandibule :

Deux étiquettes manuscrites accompagnant cette pièce nous indiquent qu'il s'agit d'un reste de *Dinotherium* trouvé dans les fouilles de l'abbé Bourgeois à Pontlevoy au siècle dernier. Après avoir été donnés à M. de Belenet par l'abbé Delaunay, élève de l'abbé Bourgeois, en 1938, on ne sait trop par quel heureux (!) hasard ces précieux éléments seront récupérés par le Chanoine Hémonée au Grand Séminaire de Blois. (1)

En plus de ces vicissitudes, ce fragment ne semble pas figurer dans le « Catalogue des ossements de Mammifères tertiaires de la collection Bourgeois » établi par H. G. Stehlin (Bâle, 1925). Si nous sommes sûrs que ces fossiles proviennent bien des faluns de Pontlevoy, formation marine comprenant de nombreux restes de vertébrés terrestres (2), on ne peut rien affirmer quant à sa provenance géographique exacte et sa position stratigraphique précise à l'intérieur de cette formation.

Avant d'aborder la description et la détermination plus précise de cette mandibule, nous allons faire un bref rappel de ce qu'était le *Dinotherium*. Vertébrés appartenant à la classe des Mammifères, ordre des Proboscidiens, sous-ordre des Dinotheridés, les *Dinotherium* font partie des mammifères les plus grands avec les Mastodontes. Atteignant près de 4 m au garrot, ils ont des membres piliers plus allongés que ces derniers. Le *Dinotherium* se caractérise par sa paire de défenses inférieures recourbées vers le bas et insérées dans un prolongement de la mandibule également recourbée à 90° vers le bas.

Connus depuis le Miocène inférieur ils s'éteignent en Europe au début du

Pliocène alors qu'en Afrique ils persistent jusqu'au début du Quaternaire et cotoient les premiers Hominidés.

Nous allons donc maintenant décrire ce fragment de demi-mandibule. Il s'agit d'un fragment de demi-mandibule gauche qui ne comprend pas la partie symphysale bien que l'on devine l'amorce de la courbure vers le bas. (Poids : 3,620 g). Dans la partie postérieure on observe l'amorce de la branche mandibulaire (fig. 1 : b et c). Les alvéoles dentaires de toute la partie postérieure de la dentition sont bien conservées (fig. 1 : a). On peut observer au fond de certaines alvéoles des restes de racines et de canal médullaire (fig. 1 : a).

La formule dentaire complète du *Dinotherium* est :

0	P3	P4	M1	M2	M3
<hr/>					
I	P3	P4	M1	M2	M3

Nous avons donc sur cet échantillon les alvéoles dentaires de M1, M2, M3 et l'alvéole postérieure de P4. D'autre part l'alvéole de l'incisive parcourt toute la base du fragment (fig. 1 : d). La radiographie que nous avons pu faire effectuer grâce au Laboratoire de l'Équipement de Blois montre bien la profondeur des alvéoles des molaires et le parcours de l'alvéole de l'incisive (fig. 2). (3)



FIG. 2. — Radiographie du fragment de demi mandibule, réalisée par le Laboratoire Régional de l'Équipement Blois

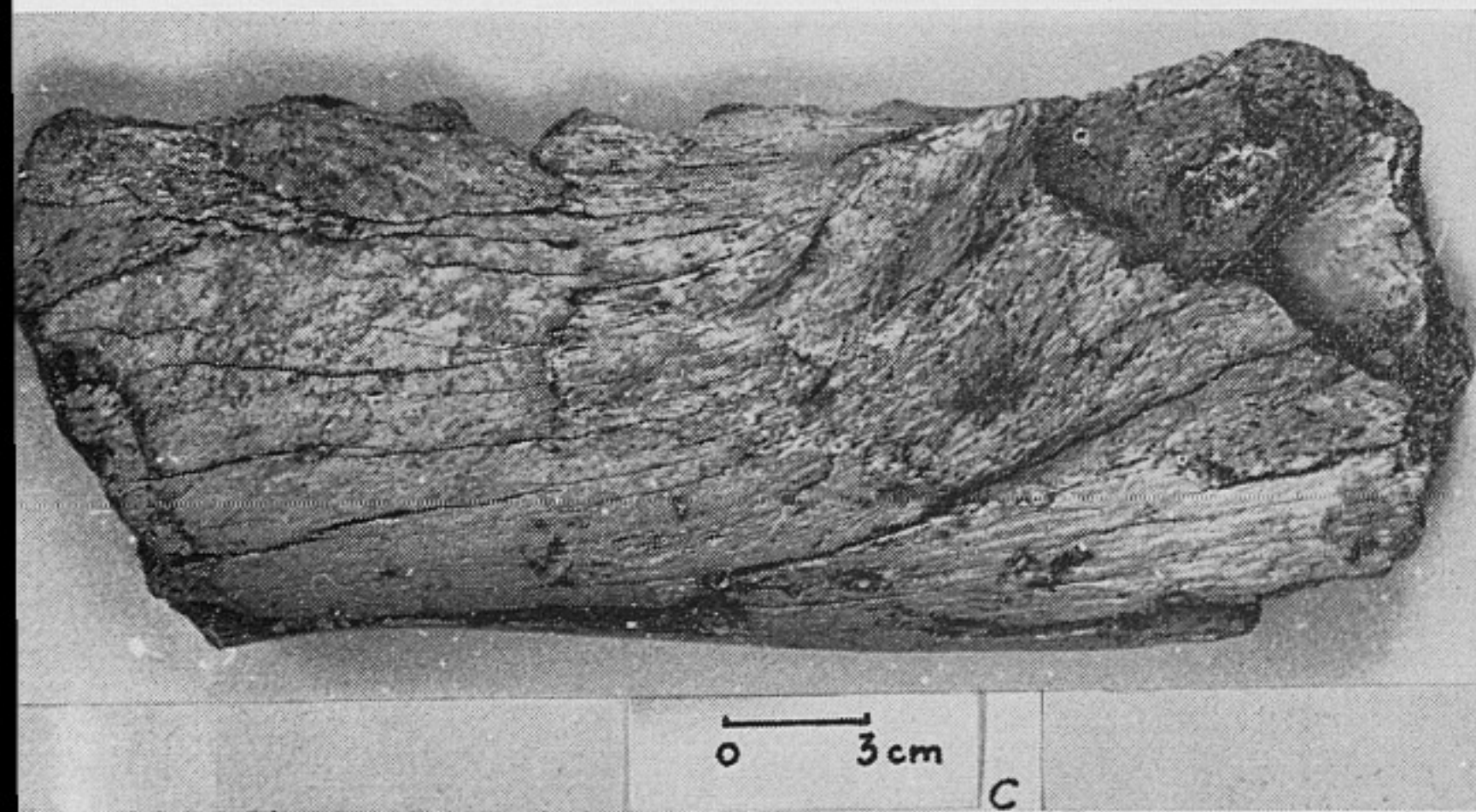
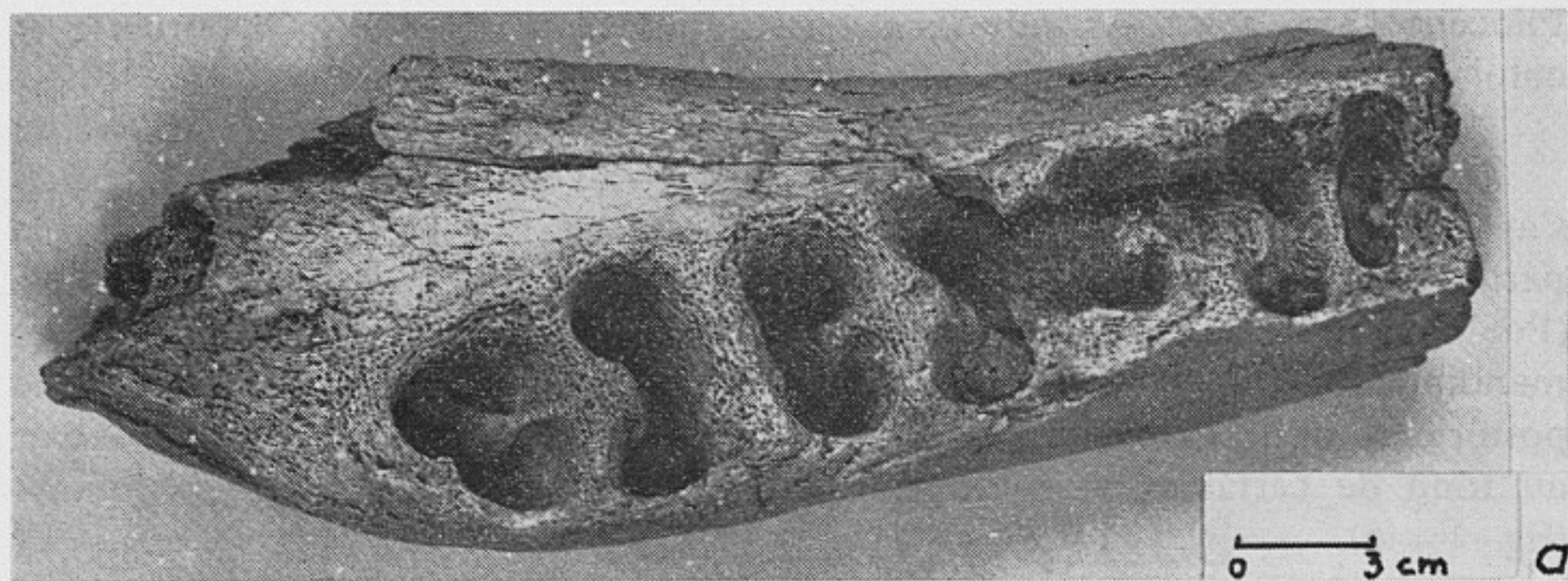


FIG. 1. — Fragment de mandibule gauche
de *Dinotherium cuvieri* Kaup (photos S. Pichard)

- a - Vue de dessus avec les alvéoles dentaires
- b - Vue latérale interne
- c - Vue latérale externe
- d - Vue transversale postérieure montrant l'alvéole de l'incisive

(La radiographie a été effectuée sur film Industrex A avec une source au Cs 137. La distance source-film étant de 1 m et le temps de pose de 3 heures).

Dimensions du fragment de demi-mandibule :

longueur maximale : 31 cm

largeur maximale : 10,4 cm

longueur de la dentition visible : 23 cm

La taille des dents peut être approchée par la mesure des alvéoles :

M3 : 6,65 x 5,04 profondeur moyenne 5,5 cm

M2 : 5,76 x 4,8 « « 5,5 cm

M1 : 5,46 x 4,13 « « 4 cm

1/2 P4 : 1,1 x 2,5 « « 3 cm

La taille des alvéoles dentaires ainsi que les dimensions du fragment montrent que nous sommes en présence de *Dinotherium civieri* Kaup, espèce qui est en fait la plus fréquente dans les faluns miocènes. Nous avons comparé notre spécimen à celui de Chevilly exposé au Museum à Paris ; les tailles sont tout à fait comparables. Mais il faudrait pouvoir faire d'autres comparaisons avec d'autres échantillons pour pouvoir faire une étude plus complète sur les *Dinotherium* des Faluns.

La dent :

Nous avons affaire ici à une dent de forte taille, presque carrée (7,70 x 7,64 cm, hauteur de la couronne : 4,21 cm), de type lophodonte. Elle possède deux collines bien développées à crêtes légèrement convexes, séparées par une vallée profonde. Deux bourrelets différemment marqués sont visibles dans les parties antérieures et postérieures. Les racines sont partiellement cassées (fig. 3).

Ce type de dent, ressemblant à celle du tapir, appartient aussi au genre *Dinotherium* mais nous sommes ici en présence d'une espèce légèrement plus grande que *D. Cuvieri* qui serait *D. levius* Jourdan.

La convexité des crêtes vers l'avant, leur usure sur la partie concave postérieure, indiquent que nous sommes en présence d'une M2 inférieure. (Sur les dessins les surfaces d'usure sont indiquées en quadrillé).

Cette dent a également été récupérée dans les poubelles du grand séminaire de Blois.

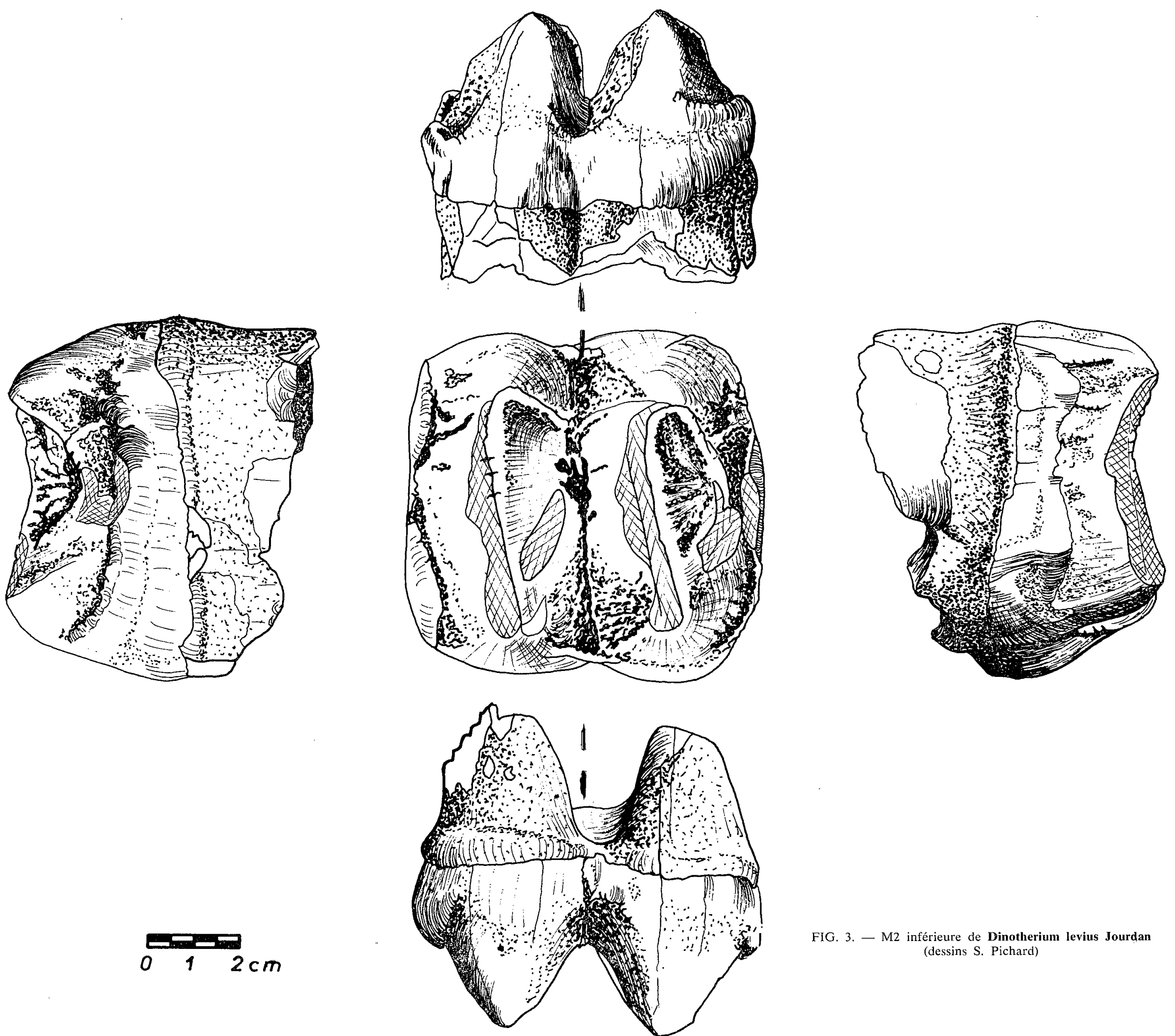


FIG. 3. — M2 inférieure de *Dinotherium levius* Jourdan
(dessins S. Pichard)

BIBLIOGRAPHIE

- GRASSÉ P., 1965 : *Traité de Zoologie*, t. XII. Masson et Cie.
- LARTET L., 1859 : Sur la dentition des Proboscidiens fossiles et sur la distribution de leurs restes fossiles en Europe. *B.S.G.F.*, XVI, p. 469.
- MEUNIER V., 1969 : Les animaux d'autrefois. Tours. A. Name et fils, in 82. 353 p.
- MULLER A.H. 1970 : *Lehrbuch der Paläozoologie*. 3 : Vertabrateten Teil 3 : Mammalia, XVI, 855 p.
- STEHLIN H.G., 1907 : Notices paléomammalogiques Loire et Allier. *Bull. Soc. Géol. Fr.* p. 548-550.
- STEHLIN H.G. 1925 : Catalogue des ossements de Mammifères tertiaires de la collection Bourgeois. *Bull. Soc. Hist. Nat. et Anthr. de Loir-et-Cher*, n° 18, p. 79-274.
- VAUFREY R., 1958 : Proboscidea, étude systématique. in Piveteau, *Traité de Paléontologie*, t. VI, 2, p. 203-295. Masson et Cie.
- ZITTEL K.A., 1894 : *Traité de Paléontologie*, t. IV, p. 456-475. Doin Paris.

(1) Ils auraient été récupérés, aux dires du Chanoine Hémonée, dans les... poubelles, ce qui laisserait supposer la disparition d'autres éléments.

(2) La présence de ces restes de vertébrés continentaux dans des sables marins s'explique par l'existence probable de fleuves côtiers, en bordure du golfe qui auraient charrié de nombreux restes terrestres.

(3) Que M. Champion, directeur et M. Lorain, au Laboratoire Régional de l'Équipement à Blois, veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

LA GUERRE DE 1870-71

Faits de Guerre et Anecdotes vécus à Villiers-sur-Loir

par M. Henri MESANGE

I. — PRÉAMBULE

Il est hors de question de retracer ici les combats qui se sont déroulés dans notre région au cours de cette guerre difficile et meurtrière. D'éminents historiens, témoins de cette époque, ont relaté avec précision et mis en valeur l'héroïsme des combattants d'alors.

Il m'a semblé toutefois intéressant d'essayer de montrer quelles ont été les souffrances morales et physiques des habitants d'un village pendant cette année de guerre, sans oublier le comportement de ses mobiles.

Le climat de cette époque ne peut se ressentir qu'à partir de récits ou d'anecdotes (publiés ou manuscrits) vécus sur le territoire de la commune.

Encore aujourd'hui, des personnes qui, sans être les témoins directs de ce passé vieux d'un peu plus de cent ans, se plaisent encore à évoquer les souvenirs que leur ont transmis leurs aïeux sur cette période.

II. — BREF RAPPEL HISTORIQUE

Nous savons que c'est à la suite de la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne et d'un incident diplomatique (l'affaire de la dépêche d'Ems) maladroitement provoqué par le gouvernement français et habilement exploité par Bismarck que Napoléon III, d'accord avec le Corps Législatif, déclare la guerre à la Prusse le 19 Juillet 1870.

La France aborde le conflit sans alliés et avec une armée en pleine désorganisation.

Dès le début des hostilités, plusieurs défaites sont essuyées par l'armée française ; le 4 août à Wissembourg, le 6 août à Froeschwiller, ainsi qu'à Forbach. Bazaine est alors nommé généralissime, Mac-Mahon étant chargé de reconstituer l'armée au Camp de Chalons.

Certaines lenteurs amènent les défaites de Borny-Rezonville et Gravelotte le 16 août, St-Privat le 18 août. Finalement Mac-Mahon se laisse investir

dans Sedan et l'Empereur qui était à la tête de cette armée doit capituler. A Paris, la révolution éclate aussitôt et l'Empire s'écroule le 4 septembre.

Le nouveau Gouvernement de Défense Nationale, présidé par le général Trochu, se divise en deux. Une partie s'établit à Tours puis à Bordeaux, une autre demeure à Paris bientôt investi.

En province, sous l'impulsion de Gambetta, la résistance s'organise : armée de la Loire sous le Commandement d'Aurelle de Paladines d'abord, puis de Chanzy ensuite, armée du Nord sous le commandement de Faidherbe. Ces armées tentent sans succès de débloquer Paris.

C'est donc à cette Armée de la Loire que nous allons nous intéresser, car elle touche directement notre région.

A Vendôme, le 18 Septembre 1870, M. Auguste Moisson remplace M. François-Simon Martellière-Mareschal à la tête de la Municipalité.

A Villiers, le maire est M. Ernest Fortier qui sera le 1^{er} Citoyen de la commune de 1865 à 1882. La mairie actuelle et les aménagements de la place qui porte son nom ont été réalisés pendant ses mandats successifs.

MM. Moisson et Fortier sont tous deux Conseillers d'arrondissement en 1870.

M. de Marçay est Sous-Préfet de Vendôme. Il sera remplacé en 1871 par le comte Manuel de Gramedo.

Villiers compte 1350 habitants en 1870. La commune perdra donc en un siècle 38 % de sa population, puisque le dernier recensement fait ressortir 831 habitants.

III. — L'EXPLOIT DU SERGENT TANVIRAY, OU LA SAUVEGARDE DU DRAPEAU DES MOBILES DE VENDÔME

Durant cette guerre meurtrière, Villiers eut son héros en la personne du sergent Tanviray.

Qui était Louis Tanviray ?

Un jeune du village qui, comme tous les jeunes gens valides de 20 à 26 ans de l'arrondissement, rejoignit le 17 août 1870 le grand manège du quartier de Vendôme.

Avec ses camarades des cantons de Vendôme et Selommes, ils formèrent la 8^e compagnie du 2^e bataillon du régiment des Mobiles de Loir-et-Cher (75^e).

Intelligent et courageux, il fut remarqué par ses chefs et rapidement promu au grade de sous-officier. Voilà pour l'homme.

En octobre 1870, la 8^e Compagnie eut son drapeau confectionné par une femme de Vendôme. Sa courte histoire fut héroïque.

« Pas très réglementaire et ayant l'air d'un jouet d'enfant » écrira M. de

Maricourt, ex-capitaine de cette compagnie, dans son histoire de la Mobile de Vendôme.

L'emblème reçut son baptême du feu et son baptême du sang au cours de la célèbre bataille de Coulmiers (qui fut d'ailleurs un succès pour nos troupes). Au début des combats, c'est un nommé Heron qui fut porte-drapeau. M. de Maricourt indique qu'après la bataille de Coulmiers, il montrait fièrement un trou fait par une balle dans la soie.

Hélas, Heron tomba à Loigny.

Réduit à l'état de haillon sanglant, le drapeau fut sauvé grâce à l'héroïsme du sergent Tanviray et ne resta point aux mains de l'ennemi.

Il faut savoir que la bataille de Loigny fut très meurtrière pour la 8^e Compagnie. Il y eut de nombreux tués et blessés.

« Où est le drapeau de la compagnie » ? demanda le sergent Tanviray en rentrant dans le bourg de Loigny. « Heron est tué » répondit une voix. « Le drapeau de Vendôme ne restera pas aux mains des Prussiens » s'écria Tanviray. Et seul, il repartit dans la plaine sillonnée d'ennemis et labourée par les balles allemandes et françaises.

Dans son récit, M. de Maricourt ajoute que Tanviray suivit la trace des morts, la voie glorieuse parcourue par la 8^e Compagnie et trouva enfin le pauvre Heron, le cerveau traversé d'une balle et couché sur le petit fanion. Notre Sergent le prit et l'élevant fièrement au dessus de sa tête, rejoignit les siens à travers la nuée de balles qui lui étaient adressées. A partir de ce moment et jusqu'à la fin des campagnes, le drapeau restera accroché au sac de notre héros.

On note également qu'après la bataille de Villorceau, le lieutenant malade et à bout de forces, obtint un congé de convalescence. Le sergent-major s'étant blessé par accident, désormais et pendant tout le reste de la Campagne, la 8^e Compagnie sera commandée par le sergent Louis Tanviray, le sauveur du petit drapeau.

Cet exploit est resté longtemps dans les mémoires des habitants de Villiers.

Au musée de Vendôme, un tableau de A. E. Reunouard perpétue le courage de notre héros brandissant le drapeau de la 8^e Compagnie au milieu des morts et sous les balles ennemies.

IV. — VILLIERS PENDANT LA GUERRE

1 - *La réorganisation de la Garde Nationale*

Une circulaire du préfet en date du 18 août 1870 (article 2 de la loi du 12 Août) demande à chaque maire de procéder immédiatement à la réorganisation de la Garde nationale sédentaire.

Dans le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du 28 septembre 1870, on peut lire :

« En présence des circonstances graves au milieu desquelles se trouve en ce moment la Nation, il y a lieu de pourvoir aux premières dépenses à faire pour réorganiser la Garde nationale ». « Devant l'urgence de la situation, le Conseil municipal décide le transfert du budget prévu pour les grosses réparations des bâtiments communaux aux dépenses à faire pour l'organisation de la Garde nationale, soit 1 414 francs ».

Dix neuf hommes sont recensés et mobilisés, et l'organisation s'achève le 9 octobre. Pour pourvoir à l'armement, l'équipement et à la solde de ces gardes, le Conseil municipal, dans sa réunion du 19 novembre, vote 32 centimes extraordinaires.

2 - *La situation en Octobre et Novembre 1870*

Dès le 1^{er} octobre, les colonnes prussiennes occupent une ligne partant d'Orléans dans la direction de Chartres, par Patay et St-Peravy-la-Colombe.

Vendôme et les villages avoisinants sont encombrés de troupes.

Partout c'est le même spectacle ; des voitures, des troupeaux fuient devant l'ennemi et traversent Vendôme et sa région en un lugubre convoi, écrit M. Neilz dans son Journal d'un Vendômois. Des femmes, des vieillards, des enfants accompagnent ce sinistre cortège à la recherche d'un asile pour la nuit.

A Villiers, la municipalité met l'école à la disposition de quelques familles, d'autres sont hébergées dans les granges disponibles.

La population a peur, car on apprend le comportement de l'ennemi vis-à-vis des villages conquis : pillages, réquisitions et représailles. Aussi chacun songe à sauver ce qu'il a de plus précieux. A Villiers, les caves creusées dans le roc offriront des cachettes remarquables. A la Garrelière, dans les Caves Loupin, au Coteau St-André, partout on entasse le linge, les vêtements, le mobilier, les objets de valeur, le blé, le vin, etc... Des travaux importants sont effectués pour ne rien laisser soupçonner à l'ennemi. C'est ainsi que les entrées sont dissimulées par de la terre, du gazon et des arbustes ou par des murs que l'on construit en hâte.

Certains habitants défoncent le sol de leurs maisons, d'autres utilisent les puits qu'ils prennent soin ensuite de boucher.

Toutes ces précautions ne seront pas inutiles, car les Allemands ne découvriront que quelques cachettes (deux).

Devant l'avance ennemie, à la fin de la première quinzaine de novembre, toutes les routes ne suffisent plus pour le transport des voitures et des caissons qui se succèdent sans cesse.

Le 15 novembre, les francs-tireurs de Tours sont cantonnés à Courtiras ; Montrieux, Villiers et Thoré reçoivent les batteries d'artillerie.

Le 25 novembre, l'un des avant-postes français établis sur la route du Mans, signale les Prussiens non loin de Courtiras. Opérant une manœuvre d'encerclement, à 13 heures un détachement de Prussiens s'établit à Azé, duquel 14 Uhlans se portent en éclaireurs jusqu'à Huchepie et Courtiras, mais doivent rebrousser chemin.

Le lendemain, samedi 26 novembre, quelques Gardes nationaux de Villiers surprennent les éclaireurs dans les bois de la Roche et de Courtozé. D'autres francs-tireurs viendront porter « main forte » à leurs camarades. Les Prussiens doivent se retirer précipitamment sur Azé. Cet accrochage aura fait deux blessés graves parmi les francs-tireurs de Villiers.

3 - *Les événements de Décembre*

L'avance ennemie constatée fin novembre autour de Vendôme ne se poursuivra pas, les Prussiens évacuent les environs et nos troupes veulent occuper Vendôme comme point stratégique.

Monsieur Neilz écrit que, le 5 décembre, de nombreux blessés continuent à affluer à Vendôme apportant de mauvaises nouvelles du théâtre des opérations. Les regards sont attirés par un ballon poste qui passe au nord de Vendôme, se maintient quelques minutes au-dessus de Villiers et prend la direction de Tours.

Le même jour, une circulaire du sous-intendant militaire de Vendôme fait savoir au maire de Villiers que l'administration de la Guerre exige 400 kg de pain des boulangers du village, à livrer chaque jour par voie de réquisition. Les stocks de farine sont bas, néanmoins, les deux boulangers, Serpin et Talbot, se mettent au travail. Il est entendu que ces fournitures seront payées tous les 4 jours.

On livra ainsi 2 tonnes 400 de pain, soit 400 kg pendant six jours. Puis un ordre arriva de cesser les fournitures. De toute manière, la farine venait à manquer.

Pour se faire payer, les deux boulangers basèrent leur prix sur la taxe officielle arrêtée chaque semaine en cette période de guerre par Monsieur le Maire de la ville de Vendôme. L'administration militaire déclara que le prix moyen de 0,32 F. était suffisamment rémunérateur. Les boulangers, non satisfaits, réclamèrent par l'intermédiaire de Monsieur Fortier, Maire, auprès de Monsieur le Sous-Préfet qui ne pût donner suite à leur demande.

Le 8 décembre, le temps est maussade, il fait froid, la neige commence à tomber. La ville ne suffit plus à donner asile aux blessés et aux malades évacués. Une ambulance est installée dans la propriété de la Vallée à Villiers. Les cafés regorgent de gens dépourvus ayant fui devant l'ennemi. A noter qu'à cette époque, Villiers compte 14 débits de boisson, alors que de nos jours, il n'y a plus que 2 restaurants et 1 café.

3. 1 - *Les Journées des 15 et 16 Décembre*

Le 15 décembre c'est la bataille de Vendôme dont le monument du Temple perpétue le souvenir.

Le 16 décembre à 5 heures du matin, l'amiral Jaureguiberry à qui incom-
bait la lourde tâche de défendre Vendôme déclarait au général Chanzy qu'il
ne croyait plus à une résistance sérieuse de la part de nos troupes. En effet,
on remarquait la lassitude et le découragement parmi nos troupes le plus
souvent campées dans la boue et la neige sans pouvoir allumer les feux de
bivouac sous peine de se faire repérer.

Le général Chanzy décide la retraite vers la Sarthe. On fait alors sauter
les ponts et l'ennemi prend possession de la ville.

C'est la déroute des Français, les dernières parcelles des régiments livrent
bataille à la Tuilerie - 40 Français contre 200 Prussiens.

A Villiers, on voit alors passer des mobiles à peine vêtus, mal chaussés,
souvent sans sacs, parfois sans armes, des cavaliers sans montures, s'achemi-
nant à travers les fourgons et les voitures réquisitionnées.

Sur des pages d'écolier, un anonyme, maître élémentaire au lycée de
Vendôme, note : « Le 16 décembre, une longue file de voitures, de vivres,
de canons, de cavaliers cuirassiers, lanciers, dragons, spahis, traversent le
bourg » (Il s'agit de Mazangé). « Une partie des troupes appartenant aux
16^e et 17^e corps d'armée envahirent granges, greniers, écuries pour se reposer.
D'autres bivouaquèrent dans les rues, dans l'eau et la boue, n'ayant que leur
sac pour appuyer leur tête ».

Une importante capture allait être faite par les Allemands le 16 décembre
tout près du bourg de Villiers (à peu près à l'endroit où se trouve la Cave
Coopérative aujourd'hui). En effet, fuyant devant l'ennemi, les soldats de la
1^{re} Division du 17^e Corps abandonnèrent plusieurs voitures embourbées.
Monsieur Fortier, maire, donna l'ordre de sauver ce qu'elles pouvaient contenir.
L'une d'elles, la voiture du colonel Beraud, chef d'état major, renfermait la
caisse et les archives de la division. L'argent fut mis en sûreté, mais les
archives tombèrent aux mains des Allemands.

Dans son ouvrage : « La campagne sur le Loir et la prise de Vendôme »,
le major Von Kortzfleisch écrit :

« Les archives prises à Villiers étaient d'une valeur inappréciable. Le
général Von Voigts-Rhetz les envoya le 17 au grand Quartier général du
prince Frédéric-Charles où elles furent examinées et classées ». « On y trouva
des renseignements de la plus haute importance, non seulement sur tout ce
qui concernait le 17^e Corps, mais encore sur la complète organisation de la
2^e Armée de la Loire, puis des décrets de la Délégation de Tours qui fournirent
aux autorités militaires allemandes de précieuses données sur l'état des arme-
ments nationaux en France ».

Quelques jours plus tard, les gazettes allemandes annonçaient que dans
la précipitation de la déroute de Vendôme, l'Armée de la Loire avait abandon-
né ses archives.

Parmi le courrier saisi par les Allemands et examiné au Quartier général
du prince Frédéric-Charles, une lettre écrite à Villiers par un officier de la

Garde Mobile et datée du 15 décembre où l'on peut lire :

« L'Armée de la Loire est disloquée et dispersée dans toutes les directions, de quelles tristes choses n'avons-nous pas été témoin à Vendôme ces trois derniers jours. Nous y avons vu arriver des hommes de tous les corps d'armée en quête de leurs régiments, de l'artillerie sans canons, de la cavalerie dont les chevaux ne tenaient plus debout. Tous ceux que nous avons interrogés disaient qu'il était bien inutile de continuer à se battre, que pour eux ils n'espéraient plus le moindre succès, maintenant ils étaient complètement découragés ».

Cette lettre prise par les Allemands, montre bien l'état moral de nos troupes après la bataille de Vendôme.

3. 2 - *L'arrivée des Prussiens à Villiers*

Les troupes françaises évacuent rapidement, les réquisitions deviennent exorbitantes. Le village est démuné de denrées, de fourrage pour les bestiaux, partout c'est la désolation. C'est la grande peur parmi la population.

Sur des pages d'écolier, un anonyme a noté : « On ne vivait qu'en des transes continuelles par la frayeur qu'on s'était faite des soldats allemands ».

Le 17 décembre, ils firent une reconnaissance puis repartirent presque aussitôt. Dans la nuit du 17 au 18, 12 Allemands se présentent chez le maire de Villiers, le font lever et l'obligent à les conduire, un falot à la main, à l'ambulance de la Vallée. Là, ils s'installent, se font servir un copieux repas, puis envahissent ensuite la principale auberge du bourg et poursuivent leurs orgies jusqu'au matin.

Le 19 décembre, les réquisitions deviennent intolérables pour la population. Un officier et 25 uhlans se présentent à la mairie de Villiers, réclamant la livraison immédiate de 4 500 kg d'avoine, sous peine de pillage. Monsieur Neilz écrit que c'est à grand-peine que l'on put obtempérer à leurs exigences.

Le 20, nouvelles razzias - Monsieur Fortier a beau protester et prétendre que les demandes des réquisitionneurs dépassent toute mesure, les étables sont à nouveau fouillées et 17 vaches enlevées. Des maisons sont dévalisées et des caves, non camouflées, sont mises à sac. Certaines personnes qui osent protester sont brutalisées.

Les villages autour de Vendôme ont plus souffert des incorrections, des brimades et des brutalités que les habitants de la ville, car à Vendôme les réquisitions étaient faites le plus souvent sous le contrôle d'officiers supérieurs.

Il faut noter que sur le plan militaire, depuis la prise de Vendôme, les Allemands n'ont pas été beaucoup plus avant que Villiers et le plus souvent il ne s'agit que d'éclaireurs venant piller ou réquisitionner. Le 21 décembre seulement, quelques uhlans se hasardent jusqu'à Mazangé.

Du côté français, pour protéger la retraite sur Le Mans, quelques régiments sont alors dirigés autour de Vendôme.

Cette situation latente va durer jusqu'au 28 décembre, jour de la reprise des hostilités.

Entre-temps, le 25 décembre, pour fêter Noël, deux escadrons de cuirassiers et une section d'artillerie partent musique en tête de Vendôme et vont traverser Montrieux et Villiers pour s'arrêter sur les hauteurs de Mazangé. Là, ils tirent quelques coups de canon et reviennent en chantant tout en gardant le pas cadencé.

3. 3 - *Une difficile fin d'année*

Dans la nuit du 27 au 28 décembre la neige tombe, le froid redouble ; les esprits sont préoccupés, raconte un habitant. En effet, 80 Français occupent les hauteurs de St-André et du Gué-du-Loir. Au petit jour, cinq éclaireurs prussiens venant de Villiers, passent par la route bordant le Loir. La sentinelle française reçoit l'ordre de se cacher, afin d'attaquer le détachement au retour. Le factionnaire fait feu trop tôt ainsi que le reste du poste. Les Prussiens ont le temps d'évacuer les lieux en emmenant un homme grièvement blessé et en laissant un tué sur place. Au retour, ils déchargent leurs révolvers sur toute personne rencontrée.

L'incident sera une indication de la présence française à l'ouest de Villiers pour le commandant prussien. Les troupes allemandes accentuent leur mouvement en avant. Une colonne prend la direction de Mondoubleau et le 79^e hanovrien et une batterie d'artillerie se rendent à Villiers. Là, ils prennent les 16 premiers habitants qu'ils rencontrent et les obligent à marcher en avant de la colonne, afin que les balles françaises les atteignent les premiers.

Les représailles se poursuivent. Le maire de Villiers reçoit l'ordre de livrer toutes les armes existant dans sa commune et est tenu de fournir sur l'heure 24 sacs d'avoine. C'est demander l'impossible. Le maire cherche à prouver son impuissance. Un capitaine de uhlans s'empare de lui et le fait cravacher jusqu'au sang.

Le colonel du régiment hanovrien s'installe chez sa victime, se fait servir un copieux dîner puis ordonne de lancer quelques bombes sur le plateau de St-André et le Val du Boulon.

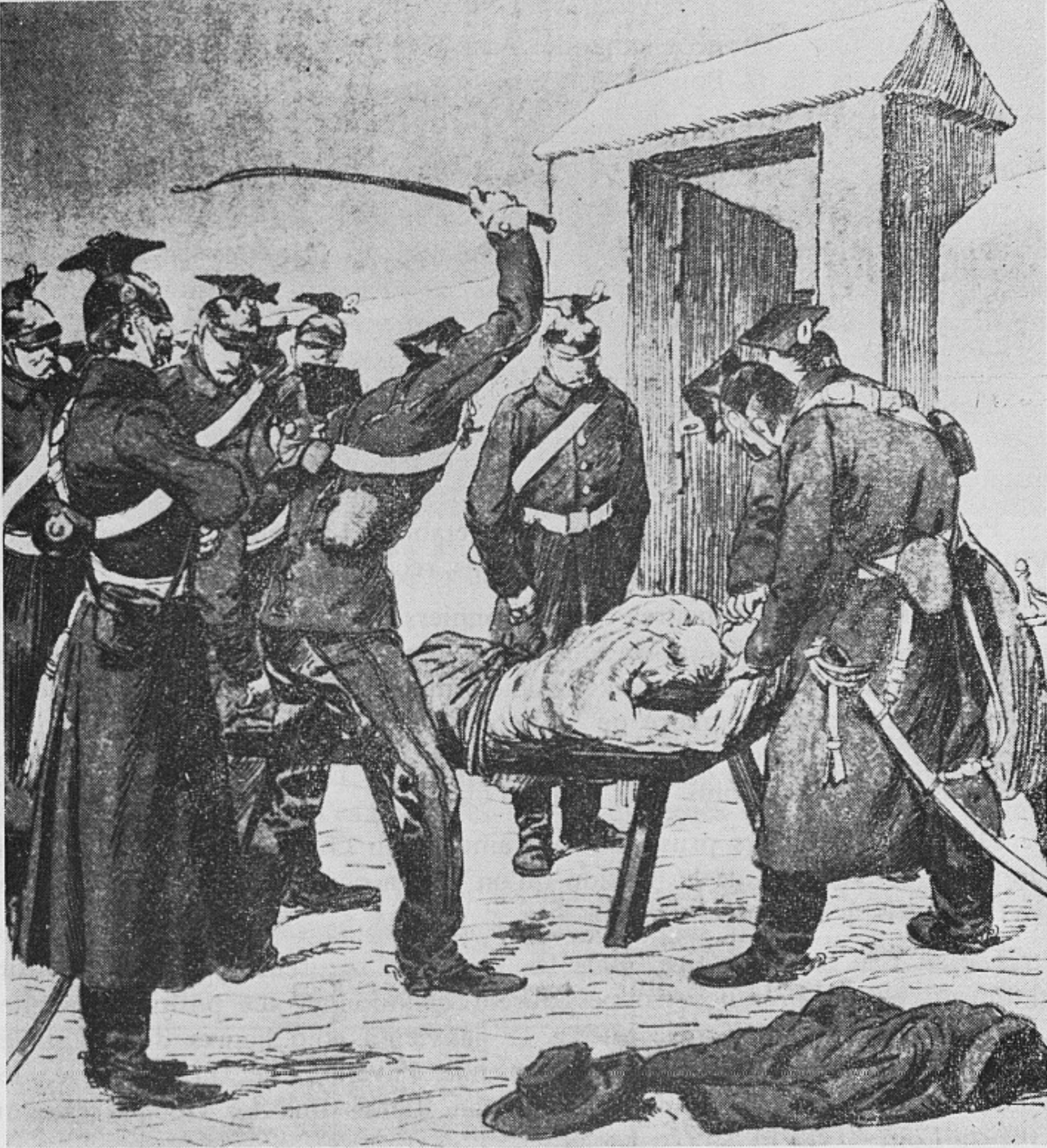
Bientôt, les Prussiens occupent les coteaux de St-André et engagent un feu nourri avec les Français restés au Gué-du-Loir. Dans l'après-midi vers 15 heures, la fusillade cesse, nos soldats se replient sur Clouzeau puis Montoire et les Prussiens occupent finalement en force la position clé du Gué-du-Loir.

Le 29 décembre, les Prussiens s'infiltrèrent jusqu'à Mazangé, brisent les fenêtres des écoles et de la mairie, défoncent la boîte à lettres et rebroussement chemin sur Villiers.

Le soir vers 4 heures, les mobiles du Lot et quelques soldats d'infanterie de ligne viennent prendre position à Mazangé.

Pendant la nuit, le 46^e de marche occupe Mazangé, Fortan et Lunay. Les mobiles du Lot s'avancent jusqu'au Gué-du-Loir occupé par les Prussiens. Telle est la situation le 30 au matin. Le 46^e de marche ayant à son tour installé des postes avancés sur les hauteurs de La Boissière et de Vaucroix au-dessus de Villiers.

A noter que les Prussiens sont constamment sur le qui-vive. Villiers se trouve être sur la ligne du front. Les habitants sont conscients que des combats sont imminents. Certains d'entre eux renseignent au péril de leur vie les positions françaises situées sur les hauteurs.



Le maire de Villiers cravaché jusqu'au sang sur l'ordre d'un officier prussien

Le même jour, un officier de uhlans suivi de quelques cavaliers et fantassins, se présentent à la mairie de Villiers. Ils exigent qu'on leur livre les francs-tireurs qui ont tué un de leurs hommes la veille. Le maire s'y refuse. Il est arrêté, mais bientôt relâché, car les Français contournant le bourg, tombent à l'improviste sur les avant-postes prussiens qui sont obligés de reculer.

Un bataillon du 46^e de marche débouchant par le château de la Vallée

occupe Villiers et jusqu'à la nuit tombante les combats font rage. Finalement l'ennemi est obligé d'effectuer un mouvement de repli perdant 16 hommes entre Villiers et Montrieux.

Dès le matin du 31 décembre, raconte un anonyme, nous vîmes qu'un combat était imminent. En effet, des coups de feu éclatèrent dans la direction du Brillard, le centre des combats était autour de Villiers.

En effet, une colonne allemande avait vivement attaqué les « Moblots » sur les hauteurs de la Boissière.

Bientôt l'action s'engage, pendant qu'une batterie ennemie installée sur le coteau de Prépatour bombarde Villiers. Les dégâts sont peu importants.

Il est 9 heures quand une fusillade bien nourrie se fait entendre sur les hauteurs de Montrieux. C'est le 45^e de marche qui attaque les Prussiens et leur inflige des pertes assez considérables. 29 prisonniers restent aux mains des Français, mais 30 hommes restent à terre tués ou blessés. Ces combats dureront 4 heures.

Finalement nos soldats gagnent du terrain, Villiers est libéré. Les Prussiens sont poursuivis jusqu'aux portes de Vendôme. Les Français occupent quelques instants la gare, mais renoncent à entrer dans la ville.

Pendant ce temps, une ambulance est établie à la hâte dans la mairie de Villiers où 24 blessés français et prussiens reçoivent les premiers soins.

Le même jour à 3 heures, 27 prisonniers allemands sont amenés à la mairie sur l'ordre du général de Jouffroy et confiés à la surveillance du maire. Parmi ces prisonniers, se trouve l'officier qui, le 20 décembre, avait usé de violence pour forcer le maire de Villiers à réquisitionner 17 vaches dans le village. Le maire ne se vengea pas de cette humiliation et l'officier reconnut par la suite les bons soins dont il fut l'objet.

D'autres prisonniers prussiens sont amenés au Gué-du-Loir par des habitants de Villiers, fiers de la mission qu'on leur a confiée. Ceux-ci sont armés de fusils pris à l'ennemi le même jour.

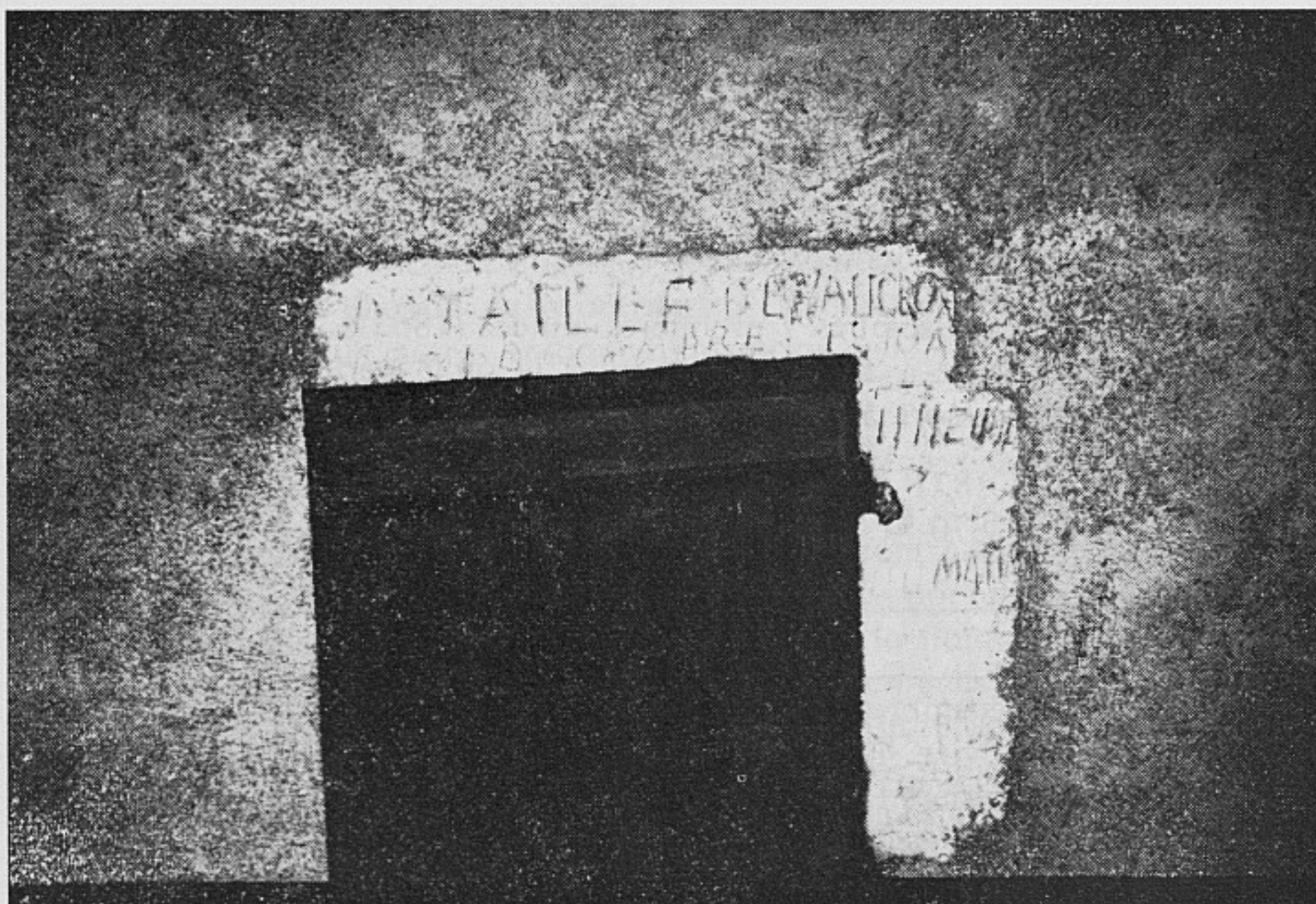
C'était une belle victoire, mais les Prussiens reçurent bientôt du renfort et devant le nombre, nos troupes durent abandonner les positions qu'elles avaient conquises. C'est ainsi que le 1^{er} janvier à cinq heures du matin, les Français reprenaient leurs campements de l'avant-veille, la cavalerie, les voitures et les pièces retournent à Fortan, tandis que la Mobile reste au Gué-du-Loir.

Tel fut le combat du 31 décembre qui n'eut aucun avantage pour les Français.

Chaque camp restera d'ailleurs sur ses positions jusqu'au 6 janvier.

A Villiers, au lieu-dit Vaucroix, un linteau de fenêtre porte encore l'inscription « 31 Décembre 1870 - 11 h. ». Cette inscription a été faite par un officier français du 46^e de marche après la bataille.

Le propriétaire actuel, lors de la réfection de sa maison, a tenu à conserver intacte cette inscription.



Inscription faite sur le linteau d'une fenêtre au lieu-dit Vaucroix à Villiers.
« Bataille de Vaucroix, le 31 décembre 1870, 11 heures du matin »

V. — REMARQUES GÉNÉRALES A PARTIR DE L'ÉTAT CIVIL

Avant de rentrer dans le détail des événements qui se sont succédés au cours de cet hiver 1870-71, il semble utile de mettre en évidence les méfaits de la guerre à partir de l'examen des relevés effectués sur les registres d'état-civil de Villiers.

Le tableau ci-après indique pour les dix années (1863 à 1872) le nombre de naissances, mariages et décès enregistrés chaque année.

Années	Naissances	Mariages	Décès	Observations
1863	29	14	23	
1864	29	6	28	
1865	28	12	39	
1866	34	17	25	
1867	31	13	22	
1868	35	13	34	
1869	28	5	23	
1870	29	9	32	5 décès en décembre
1871	28	15	64	43 décès pour les 4 premiers mois
1872	35	16	42	

L'étude de ces statistiques nous amène à faire un certain nombre de remarques.

a) - Alors que le nombre de naissances varie peu chaque année (moyenne : 30,6 naissances l'an), le nombre de décès varie de 22 en 1867 à 64 en 1871.

D'autre part, si on isole les 7 premières années (1863 à 1869), la moyenne des décès est inférieure à 28, alors que pour la seule période 1870-71-72, la moyenne annuelle ressort à plus de 44 décès.

La seule année 1871 voit mourir 64 habitants - 48 décès pour les seuls 5 mois de l'hiver 1870-71.

	Décès
Décembre 1870	5
Janvier 1871	17
Février 1871	10
Mars 1871	8
Avril 1871	8
Total	48

b) - Examinons maintenant les âges des habitants morts en 1870-71 :

	1870	1871	Totaux	%
Morts nés	3	1	4	4,1 %
Moins d'1 an ..	5	6	11	11,4 %
De 1 à 20 ans ..	4	12	16	16,7 %
De 21 à 40 ans .	6	10	16	16,7 %
De 41 à 60 ans .	1	16	17	17,7 %
+ de 60 ans ..	13	19	32	33,4 %
Totaux	32	64	96	100,00 %

On constate immédiatement que pendant ces deux années la mort pour raison de vieillesse ne peut être attribuée qu'au tiers des personnes décédées. En effet, 66,6 % sont morts à moins de 60 ans et ce qui est encore plus frappant, c'est que 32,2 % ont moins de 20 ans.

LES CAUSES

L'hiver rigoureux, le dénuement, les privations, la maladie, la petite vérole (variole) sévissait alors et faisait de gros ravages parmi la population civile et les combattants. N'y a-t-il pas eu 25 000 soldats morts de la variole pendant la guerre de 1870-71 !

4 - Les combats du 6 Janvier 1871

Les troupes françaises reculent dans l'Est et dans le Nord, le Prince Frédéric-Charles prescrit à ses troupes de prendre immédiatement l'offensive contre l'armée de Chanzy.

Les Prussiens débouchent donc sur deux colonnes par la route de Vendôme au Mans et par le chemin de Montrieux à Villiers, pendant que sur la rive gauche du Loir, deux autres colonnes s'avancent sur Montoire, l'une par Les Roches, l'autre par Lavardin.

Dès le matin les balles commencent à siffler et c'est une fois de plus sur le territoire de la commune de Villiers que commence le combat. Une colonne prussienne débouche en face Le Coudray, à sa rencontre s'élancent 54 Mobiles du Lot sous la conduite du sergent Maillard. Ils opposent alors une vive résistance au village de Briard, mais cédant sous le nombre, ils se réfugient dans une grange où pendant une heure ils tiennent en échec plusieurs centaines d'hommes. Le sergent Maillard est aidé par le propriétaire de la grange, Monsieur Saillard, qui perce des meurtrières. Tous finirent par se dégager en empruntant un chemin couvert pour rejoindre nos troupes.

A dix heures, un régiment de cuirassiers quitte Courtiras. En même temps, 10 000 hommes sortent de Vendôme et se divisent par moitié à St-Mars, se dirigeant sur Azé et Villiers.

A midi, l'artillerie allemande ouvre le feu pendant qu'une colonne de cavalerie s'avance de Varennes sur Villiers par la Procurenserie, évitant tant bien que mal les obus d'une batterie française.

Les deux régiments de cavalerie qui s'étaient concentrés près du cimetière de Villiers sont bientôt forcés d'abandonner la place, nos obus jettent le désordre dans leurs rangs. A bride-abattue, ils traversent Villiers et prennent position sur les hauteurs de Champ-Rond.

Pendant ce temps, une batterie prussienne tente de s'établir à St-André, mais nos canons ripostent vigoureusement et la démontent en partie.

A 14 h 30, une division d'infanterie tout entière quitte Varennes et s'étend dans la plaine de Villiers, nos artilleurs l'en chassent aussitôt. Mieux abrités, les Allemands gagnent le Val du Coudray.

Alors devaient commencer des fusillades nourries, le crépitement des mitrailleuses, la détonation quasi continue des obus ; la bataille du Gué-du-Loir fait rage. L'ennemi ne pouvant obtenir un succès de front, contourne les Français par la droite du village.

Bientôt, bon nombre de nos soldats n'ont plus de cartouches et c'est un corps à corps à la baïonnette auquel nous assistons.

Le lieutenant-colonel Goetschy décide d'ordonner la retraite à 16 heures.

A 17 h 20, les combats cessent. Toutefois, 3 compagnies au Gué-du-Loir continuent de résister et ne se retirent qu'à 18 heures, démunies de munitions.

Monsieur Neilz raconte que dans la nuit qui suivit, plus de 100 voitures furent réquisitionnées à Villiers, Naveil et Montrieux pour ramener à Vendôme les Allemands tués ou blessés. Lugubre défilé.

Furieux d'avoir subi des échecs aussi sanglants, les détachements cantonnés à Villiers se livrèrent cette nuit-là à un pillage effréné, plusieurs cachettes furent découvertes et des habitants molestés. A la fabrique de chandelles appartenant à Monsieur Collin, 350 kg de cette marchandise furent découverts. Cela leur permit de commettre leurs déprédations grâce à un éclairage gratuit.

Le 7 janvier, le lendemain de bataille, à Villiers et au Gué-du-Loir, c'est le même spectacle, des maisons aux fenêtres brisées, aux toitures dévastées. Sur les hauteurs de St-André, là où la lutte a été la plus vive, le sol est jonché de sabres, de fusils, de casques, d'objets de campement de toute nature, tout cela au milieu de cadavres dépouillés, de chevaux abattus.

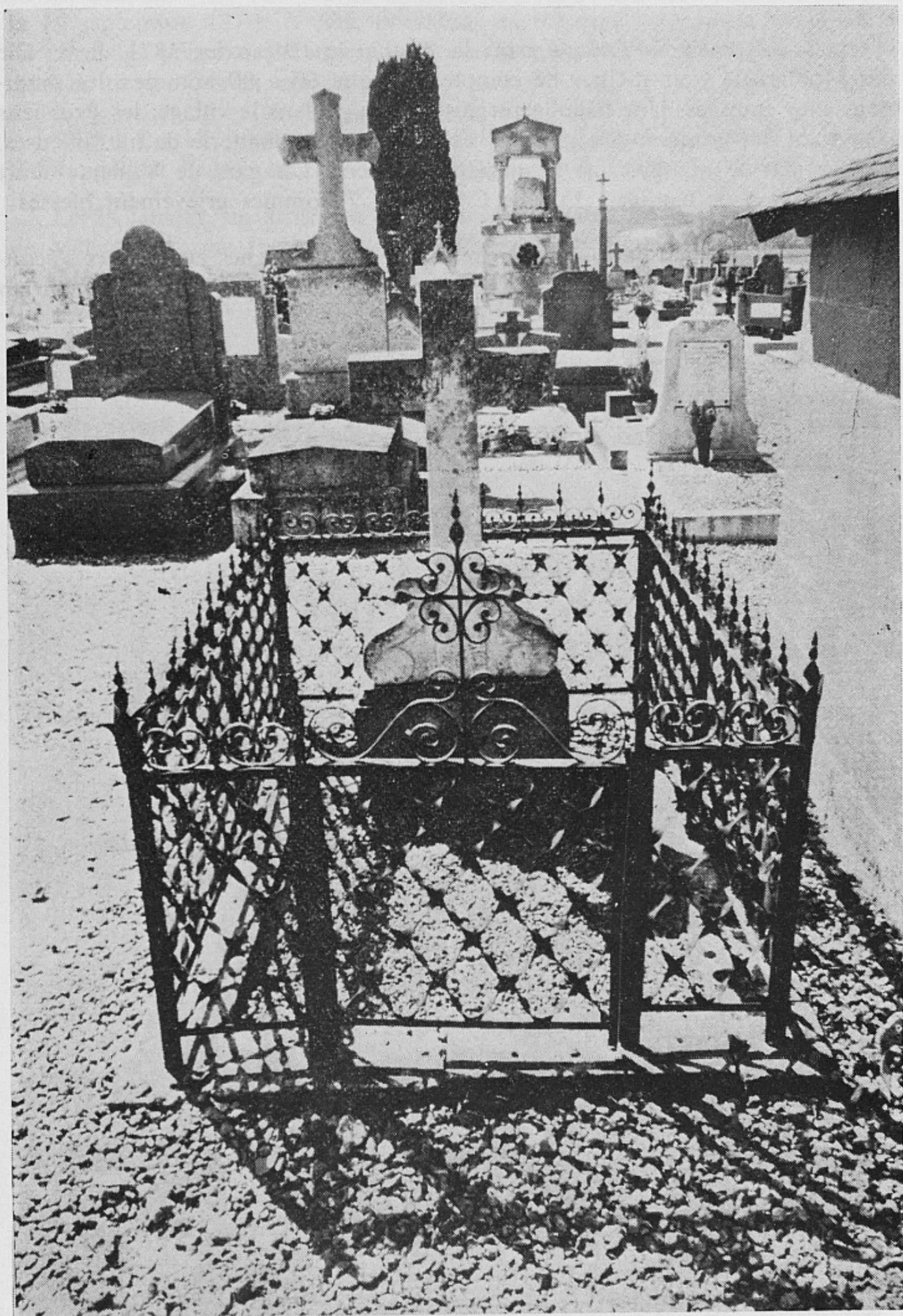
Les Allemands en cantonnement à Villiers veillent à la sépulture des leurs, tombés dans le voisinage. Plusieurs sont inhumés au cimetière dont le monument élevé à la mémoire du major Hastein. En 1971, des étudiants allemands sont venus entretenir et peindre ces tombes. D'autres sont inhumés dans une fosse commune au bois de la Barre. A la fin du siècle, vers 1895, des familles allemandes sont venues fleurir cette tombe commune, et depuis ce temps chaque année fleurissent encore des anémones devenues sauvages. Certaines personnes âgées m'ont rapporté qu'étant enfants, elles ramassaient des ossements dans ce bois qu'elles rapportaient à l'instituteur pour servir au cours d'anatomie.

Le 7 janvier 1871, à 8 heures du soir, quatre officiers allemands obligent le curé de Villiers à ouvrir les portes de son église et y enferment vingt deux prisonniers français, leur refusant tout aliment et toute boisson. Les malheureux à demi-morts de soif, se partagent le contenu du bénitier. Des factionnaires font bonne garde à la porte du sanctuaire, mais une petite porte latérale a été oubliée. Madame Gillard, préposée à l'ambulance de la mairie, décide de délivrer les prisonniers. Parvenant à se procurer des vêtements civils, au milieu de la nuit par une seconde porte dont elle avait la clé, elle fait sortir chaque homme un à un et les fait réfugier dans les maisons du voisinage.

Le lendemain matin, le curé dut subir un interrogatoire serré et des brutalités de la part des Allemands furieux.

Le même jour et le lendemain 8 janvier, des colonnes de Prussiens avec voitures et pièces d'artillerie passent à Villiers pour se diriger vers St-Calais, petite ville vers laquelle les opérations vont se poursuivre.

Villiers et Le Gué-du-Loir ont donc joué un rôle important dans les événements. Centre des combats après la chute de Vendôme, c'est dans cette partie clé de la vallée du Loir que pendant presque trois semaines, les Français résistèrent à l'ennemi, protégeant ainsi la retraite de l'armée de Chanzy sur la Sarthe.

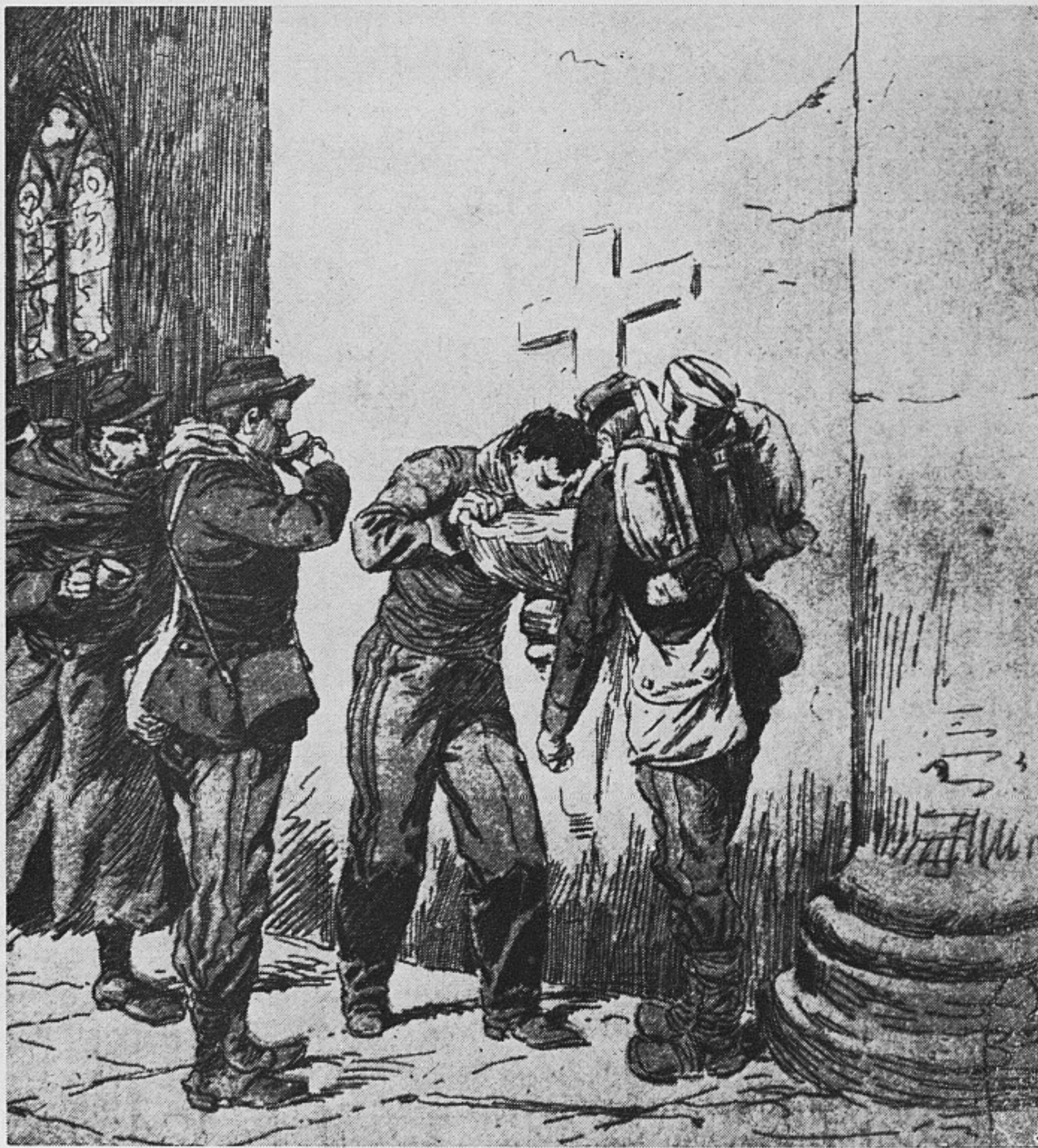


La tombe d'un officier allemand tombé à Villiers

5 - La fin des hostilités

5. 1 - A Parigné-l'Évêque dans la Sarthe, le 10 janvier 1871, la 8^e Cie des Mobiles de Loir-et-Cher ne compte plus que 60 à 80 hommes, les munitions sont épuisées. Une bataille furieuse s'engage dans le village, les Prussiens surgissant des granges, des maisons, s'emparent d'une batterie de mitrailleuses. Écrasés par le nombre, les Français se replient. Un gars de Villiers meurt sur le champ de bataille : Eugène Cousin, et 7 hommes grièvement blessés.

5. 2 - Au milieu de toutes ces émotions, les dimanches et les fêtes s'écou-
lent inaperçus. Les vigneronns eux-mêmes qui fêtent chaque année avec entrain
la Saint-Vincent, semblent l'avoir perdue de vue.



Dans l'église de Villiers, les prisonniers français mourant de soif
se partagent le contenu d'un bénitier

Le dimanche 22 janvier, les cloches sonnent pour la première fois depuis le 16 septembre 1870. A cette occasion, on échange à la sortie de la messe de cordiales poignées de mains en formulant des vœux pour que toutes les misères de la Guerre cessent.

5. 3 - Le 18 janvier, dans la Galerie des Glaces à Versailles, le Roi Guillaume de Prusse est solennellement proclamé Empereur d'Allemagne.

Le 28 janvier, un armistice est signé. Par un avis en date du 31, le maire de Villiers informe les habitants de l'événement. Chacun pousse un soupir de soulagement, mais ce n'est hélas que pour constater l'étendue du désastre (pertes humaines, importants dégâts matériels et stocks de vivres épuisés).

5. 4 - Les préliminaires de paix sont conclus à Versailles le 28 février. Les troupes allemandes resteront en grand nombre à Vendôme et dans les villages voisins jusqu'au 1^{er} mars.

VI. — L'APRÈS-GUERRE A VILLIERS

Du 10 décembre 1870 au 25 avril 1871, il n'y a pas eu de réunion officielle du conseil municipal à Villiers.

Le 25 avril dans son exposé, Monsieur Fortier déclare : « Depuis novembre 1870 jusqu'au mois de mars de la présente année, les événements militaires dont la commune de Villiers a été le théâtre et l'invasion étrangère qu'elle a eu à supporter l'ayant mise dans l'impossibilité de convoquer les contribuables, je voudrais faire observer que dans les circonstances présentes, aucun travail extraordinaire ne peut être prévu ».

Dans sa réunion du 9 février 1873, le maire de Villiers donne officiellement lecture de la lettre du président du Comité national vendômois, l'informant que la commune de Villiers ayant été choisie parmi toutes les communes du canton, une somme de 1 000 F lui sera versée pour réparer les désastres de la guerre.

La loi du 7 avril 1872 accorde de nouveaux crédits aux départements envahis. 1 154 F sont alors distribués aux habitants de Villiers au titre de dédommagement des réquisitions subies pendant les hostilités.

ÉLOGE FUNÈBRE PRONONCÉ A L'OCCASION DES OBSÈQUES DE M. COUSIN, MAIRE ADJOINT DE VILLIERS, ASSURANT L'INTÉRIM PENDANT LA GUERRE DE 1870

Mesdames, Messieurs,

Avant que la terre ne recouvre pour toujours les restes mortels de celui que nous accompagnons aujourd'hui à sa dernière demeure, j'ai cru de mon devoir de retracer en quelques mots la carrière laborieuse de cet homme

d'élite. Né en 1821 d'une honnête et modeste famille de vigneron, Ambroise Cousin a dû comme nous tous travailler pour faire face aux besoins impérieux de la situation dont il était issu.

La vie lui réservait de cruelles épreuves et après avoir élevé sa famille au moyen du travail opiniâtre d'un homme qui se rend compte de ses devoirs paternels, la guerre, cette maudite et triste guerre de 1870, lui enlevait son fils aîné.

Cette perte irréparable et terrible ne l'empêcha pas, étant alors adjoint au maire de notre commune, de se multiplier dans l'exercice difficile de ses fonctions, au péril de sa vie, alors que tant d'autres se cachaient et de tâcher de concilier les exigences des vainqueurs avec les intérêts si menacés de ses administrés.

Une telle conduite est au dessus de tous éloges et se passe d'être commentée.

Qu'elle nous serve seulement d'exemple cette conduite et à notre époque troublée où tant d'égoïsme s'étale effrontément à nos yeux, puissions dans l'exemple civique du père Cousin un enseignement qui doit être salutaire. La mémoire de cet homme de bien qui fut un bon père autant qu'un administrateur distingué, restera longtemps gravée dans nos souvenirs.

Qui de nous, en effet, ne se rappellera cet homme énergique, au jugement sûr, à la parole facile, ce caractère indépendant et logique qui ne redoutait jamais de répondre à celui qui l'abordait, avec toute la conviction d'un homme convaincu de la valeur de la cause qu'il défendait, celle du peuple par la République.

La nombreuse assistance qui l'accompagne aujourd'hui à sa dernière demeure est la meilleure preuve de ce que j'avance et je suis sûr d'être l'interprète fidèle des sentiments des assistants, en disant que la mort du père Cousin laissera parmi nous un bien grand vide et un bon souvenir.

Il fut bon époux, bon père, bon citoyen, administrateur intelligent. Avec de tels titres, les souvenirs ne s'effacent pas.

Adieu Cousin, Adieu.

BIBLIOGRAPHIE

— Histoire de la Mobile de VENDOME par M. de MARICOURT, ex Capitaine de la 8^e Compagnie - 2^e Bataillon des Mobiles de Loir-et-Cher - 1875.

— 75^e Régiment de Mobiles - Abbé BLANCHARD.

— Récits militaires par le Général AMBERT.

— Première Armée de la Loire par d'AURELLE.

— La Deuxième Armée de la Loire par le Général CHANZY.

— Dictionnaire Historique du Vendômois par R. de SAINT-VENANT.

— La Campagne sur le Loir et la prise de VENDOME par le Major VON KORTZFLEISCH - Edition 1898.

— Journal d'un Vendômois par N. NEILZ.

— Cahier d'un anonyme - Ecrit sur des pages d'écolier à MAZANGE en Septembre 1876 par un Maître élémentaire du Lycée de VENDOME.

— Registre des délibérations du Conseil Municipal pour les années 1870 - 71 - 72.

— Documents d'Archives.

Pierre-Christophe TESSIER

35^e Seigneur de Montoire
(1740-1743)

par M. Jean-Paul FERNON

« Pierre-Christophe Le Tessier fut conseiller du Roi en ses Conseils, Garde des Rôles des Offices de France, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France et de ses Finances. Il habitait à Paris, sur la paroisse Saint-Eustache, rue Tiquetonne. En dehors de ces quelques renseignements, nous ignorons tout de la vie de notre nouveau seigneur... Messire Le Tessier n'est apparu dans notre histoire que pour y apporter son nom ».

C'est ainsi que l'abbé Brisset présente le 35^e seigneur de Montoire dans sa remarquable « Histoire de Montoire ». La curiosité, d'une part, et des préoccupations d'ordre héraldique, d'autre part, nous ont poussé à chercher à en savoir davantage sur messire Tessier et sa famille.

Tout d'abord, il convient d'apporter une petite précision au texte de l'abbé Brisset. Il ne s'agit pas de « Le Tessier » mais de « Tessier » ; nous trouvons ailleurs plusieurs orthographes du nom : dans la généalogie de Chérin, le père de Pierre-Christophe s'appelle « Texier ». Dans les Mémoires du Duc de Luynes, on trouve même l'orthographe « Teissier ». Enfin, dans l'Armorial de Dubuisson (1757), on rencontre « Le Texier ». Cependant, de tous les ouvrages consultés - en particulier les Pièces Originales -, il ressort que l'orthographe officielle était Tessier sans particule (1).

Pierre-Christophe Tessier naquit à Houdan le 18 avril 1692. Il était le fils de Pierre-Louis Tessier, marchand mercier-conseiller, Procureur de la ville et communauté de Houdan - et de Dame Anne Lochereau. Il avait un frère, Jean-Yves Tessier - qui fut conseiller-secrétaire du Roi, Garde des Rôles des Offices de France - et une sœur, Marie-Rose Tessier qui épousa Jacques Brissart (2), avocat au Parlement. Pierre-Christophe Tessier était, avant 1724, notaire au Châtelet (il fut en particulier notaire du financier Samuel Bernard, comte de Coubert, et du Garde des Sceaux Chauvelin). C'était un homme fort riche, demeurant rue Tiquetonne à Paris.

Il avait épousé en premières noces, le 1^{er} août 1722, Marie-Geneviève Le Tourneur (3), dont il avait eu un fils Jean-Baptiste Pierre (qui devait mourir en 1751) et une fille Marie-Charlotte qui épousa Jean-Claude-Prosper Heron de Villefosse (4).

Le 20 janvier 1724, il fut pourvu de l'Office de Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France et de ses Finances.

Devenu veuf de sa première femme, le 28 janvier 1728, il épousa le 26 mars 1730, en secondes noces, Marie-Thérèse Guiller (5), fille du sieur Etienne Guiller, ancien Consul.

Un décret du 18 septembre 1731, délivré aux requêtes du Palais, adjugea au sieur Tessier, chevalier, le fief de Pampou sis en la commune de Septeuil. Il conserva ce fief jusqu'au 12 mars 1741 où il le vendit à « très haut, très puissant et très excellent Prince, son Altesse Sérénissime Monseigneur Louis Charles de Bourbon, pour la somme de 40 000 livres ».

Le 23 mai 1738, Pierre-Christophe Tessier fut pourvu de la charge de Garde des Rôles des Offices de France qu'exerçait son frère Jean-Yves Tessier, lequel en avait fait la résignation en sa faveur par acte du 20 précédent.

Deux ans après, en 1740, il acheta au Duc de Tallard le Comté de Montoire et les Baronnie de Lavardin, les Roches, Savigny. Il revendit ces Seigneuries le 2 avril 1743 au Marquis de Querhoent pour la somme de 310 000 livres.

En 1746, il fut pourvu de la charge d'Intendant et Contrôleur Général Alternatif et Mitriennal des Ecuries et Livrées du Roi, charge dont il obtint la survivance en faveur de son fils en 1749.

En 1750, il devint maître de la Chambre aux Deniers.

De son second mariage, Pierre-Christophe Tessier eut un fils Christophe-Jacques, né en août 1732, et trois filles, Antoinette-Thérèse, Jeanne-Thérèse et Marie-Rose.

Antoinette-Thérèse épousa, le 3 mai 1745, François-Louis de Vienne (6) dont elle eut deux fils François-Pierre et Christophe-François.

Marie-Rose Tessier, elle, épousa, le 27 avril 1748, Jean-Louis Quentin de Richebourg de Champcenetz (7). De Luynes, dans ses Mémoires, nous dit que Tessier donna à sa fille une dot de 500 000 livres. De ce mariage naquit un fils Louis-Pierre. Marie-Rose décéda en 1754 et Quentin épousa un an plus tard Madeleine Pernon dont il eut deux fils Edmond et René-Ferdinand.

Les deux autres enfants de Pierre-Christophe Tessier se marièrent le 18 mai 1757. Laissons la parole au Duc de Luynes : « Monsieur Tessier, l'un des Trésoriers de la Grande Ecurie et ci-devant notaire du fameux Samuel Bernard, fait un double mariage avec les Bontemps (8). Son fils (Christophe-Jacques) épouse la sœur de Bontemps (Honorée-Marie-Marguerite), et sa fille (Jeanne-Thérèse) épouse (Louis-Pierre-Dominique) Bontemps, premier valet de chambre du Roi (âgé de 18 ans). Tessier, le père, donne 100 000 écus à son fils ; il loge et nourrit son fils et sa fille. Le Roi donne au fils Tessier une quatrième place de Fermier Général ». Bontemps mourut

en 1766 ayant eu trois filles de sa femme Jeanne-Thérèse. Celle-ci se remaria le 10 janvier 1771 avec Claude de Thiard (9), comte de Bissy.

Quant à Christophe-Jacques Tessier qui avait épousé Honorée-Marie-Marguerite Bontemps, il en eut Christophe-Marie-Louis né le 18 février 1764, qui entra aux Chevaux-Légers en 1780.

Pierre-Christophe Tessier mourut le 10 février 1770. Comme le Roi le lui avait accordé en 1749, c'est son fils Christophe-Jacques, domicilié rue Poissonnière, qui lui succéda dans sa charge d'Intendant et Contrôleur Général des Ecuries et Livrées du Roi, charge qu'il avait partagée pendant de nombreuses années avec son cousin Monsieur de Lorimier de Chamilly (10).

BIBLIOGRAPHIE

Collection Chérin 193 : preuves de noblesse de la famille Tessier. Almanachs royaux de 1720 à 1780 - Mémoires du Duc de Luynes - Mémoires de Barbier - Mémoires de Dufort de Cheverny - Armorial des principales Maisons et familles du Royaume par Dubuisson (1757).

(1) Pierre-Christophe TESSIER portait : d'azur à un lévrier rampant d'or, à la fasce denchée par le bas d'argent brochant sur le tout.

(2) BRISSART : d'argent à un arbre de sinople posé sur une terrasse de même, au cerf passant d'or brochant sur le fût de l'arbre.

(3) LE TOURNEUR : écartelé d'azur et d'hermine, à la bande d'or brochant, et au franc-canton de gueules, chargé d'une croix ancrée d'or, brochant sur la bande.

(4) HERON de VILLEFOSSE : D'azur au chevron d'or, accompagné de 3 grenades tigées et feuillées du second et ouvertes de gueules.

(5) GUILLER : d'argent au chêne arraché de sinople adextré d'un rejet de même englanté de 7 pièces.

(6) de VIENNE : d'argent à une aigle éployée de sable.

(7) QUENTIN de RICHEBOURG de CHAMPCENETZ : d'azur à 3 pommes de pin d'or, la pointe en bas.

(8) BONTEMPS : d'or au chêne de sinople, au chef de gueules chargé d'un lion léopardé du premier.

(9) de THIARD : d'or à 3 écrevisses de gueules.

(10) de LORIMIER de CHAMILLY : d'argent au chevron de gueules accompagné de 3 merlettes de sable.

La légende de la fondation de l'abbaye de la Trinité de Vendôme

par Penelope D. JOHNSON, Yale University, Janvier 1978

Les légendes de fondation d'abbayes constituent un embellissement typique de l'histoire des monastères du haut Moyen Age. Ces récits expriment une croyance pieuse à la réciprocité : un miracle demande un acte de reconnaissance, et quel meilleur moyen de rendre grâce à Dieu que de fonder une maison religieuse pour accomplir l'*opus Dei* ? La foi véritable semble avoir provoqué beaucoup de fondations de maisons monastiques et de donations pieuses, mais, à l'époque, comme aujourd'hui, de tels actes se compliquaient de mobiles subtils et divers. Puisque les monastères médiévaux influencèrent la vie spirituelle, économique et politique des alentours (1), à l'origine de leur fondation on peut trouver des mélanges subtils de foi véritable, d'intérêt pécuniaire, ou de motivation politique. Si l'on cherche parmi les sources d'une légende de fondation, on peut parfois déceler les mobiles du fondateur ou les besoins particuliers du monastère.

La fondation de monastères en l'honneur de personnages saints ou par des personnages saints eux-mêmes avait tendance à produire des légendes qui se basaient sur la piété du fondateur et qui souvent enregistraient ses faits miraculeux. Par contraste, les légendes concernant les maisons créées par des patrons qui restèrent toujours séculiers, tendent à mettre l'accent sur l'importance de la direction divine dans la fondation. Quelques-uns des récits furent peut-être formulés pour attirer l'attention sur des reliques et pour stimuler ainsi des pèlerinages ou pour encourager des donations. D'autres auraient pu être des efforts pour trouver un raisonnement étymologique pour le nom d'un monastère (2), pour légitimer l'usage des terres, ou pour exprimer des motivations politiques. Tel est le cas pour le récit de la fondation de l'abbaye de la Trinité de Vendôme.

La légende vient du Vendômois, où, au début des années 1030, Geoffroy Martel et sa femme, Agnès de Bourgogne, avaient décidé de fonder l'abbaye de la Trinité (3). Geoffroy avait vingt-six ans (4), et désireux de son indépendance de son père flamboyant, Fulk Oison, comte d'Anjou, il rongait son frein d'impatience. En fait, la tension entre père et fils avait éclaté en combat

armé (5), ce qui força Geoffroy à chercher une base de pouvoir pour lui-même dans le but de s'opposer à son père. En janvier 1032, il avait épousé Agnès de Bourgogne (6), une belle conquête pour un jeune noble ambitieux : c'était la fille du comte de Mâcon, la petite-fille du roi d'Italie, et la veuve de Guillaume, cinquième duc d'Aquitaine ; c'était une femme avec des relations puissantes, riche et douée d'une intelligence politique fine.

Une année plus tôt, en 1031, Geoffroy avait reçu la suzeraineté du comté de Vendôme (7). De cette base de pouvoir les ambitions politiques, aussi bien du mari que de la femme, pouvaient se réaliser. Mais la prise qu'avait Geoffroy sur le Vendômois était ténue, et devait être renforcée. Pour simplifier l'histoire de façon radicale (8) : (voir Table I), après la mort de son neveu Bouchard, Geoffroy reçut la suzeraineté de Vendôme et la divisa entre sa sœur Adèle et le fils d'Adèle, Fulk Oison. Fulk Oison fit preuve de mauvais jugement en s'attaquant à la moitié qui appartenait à sa mère pour s'acquérir tout le Vendômois. Adèle, au désespoir, vendit sa moitié à son frère Geoffroy, qui fit des remontrances à son neveu, mais sans succès. Le jeune comte continua de montrer son défi à son oncle et suzerain en faisant construire des châteaux forts. Exaspéré, Geoffroy déclara la forfaiture des droits de Fulk et le chassa. Bien que les chartes cherchent à exonérer Geoffroy de l'accusation d'avoir saisi injustement le comté de son neveu, il reste la possibilité que les méthodes de persuader le jeune comte furent assez brutales.

Geoffroy voulait rivaliser avec son père pour étendre plus loin le pouvoir déjà acquis par le mariage et la conquête (9). Les projets les plus ambitieux cependant ne pouvaient se réaliser sans assurer la paix dans le Vendômois ; la paix acquise, il pouvait s'attaquer à ses voisins. Agnès, elle aussi, avait de l'ambition politique. Ses deux fils par Guillaume d'Aquitaine avaient été chassés du pouvoir dans le sud par les fils d'un mariage antérieur de Guillaume, Agnès avait l'espoir de chasser ses beaux-fils et de voir ses propres fils au pouvoir en Aquitaine, ce projet s'accommodait bien avec les ambitions de son mari. A l'époque où Geoffroy et Agnès fondèrent la Trinité, c'étaient des politiciens aspirants qui lançaient leurs machinations de leur base d'opérations : le comté de Vendôme, tenu de façon si précaire.

Le mythe, tel qu'il fut enregistré au XII^e siècle, raconte comment un dimanche matin avant le point du jour, Geoffroy et Agnès, la nouvelle mariée, se tenaient devant la fenêtre de leur chambre dans le château au-dessus de Vendôme. Ils admiraient « l'étendue du firmament et la multitude d'étoiles » (10) quand ils furent surpris par trois étoiles filantes qui tombèrent rapidement l'une après l'autre dans une source qui se trouvait dans les champs devant le château. Ils se dépêchèrent de mettre leurs vêtements les plus élégants et d'aller à l'église de Saint Martin pour faire chanter une messe à la gloire de la Trinité. Le comte raconta l'apparition des signes à ses conseillers ecclésiastiques et ils le poussèrent à faire construire un monastère dédié à la Trinité à l'endroit de la source où les trois étoiles étaient tombées (11).

Ce fut cette abbaye, nommée en l'honneur de la Sainte Trinité, subventionnée et protégée par ses fondateurs, qui aida à légitimer la prise du comté de Vendôme par Geoffroy (12).

A cause de leur association avec les religieux bénédictins, les nouveaux bâtiments monastiques si beaux, la grave liturgie et la vie pieuse, les patrons de la nouvelle maison bénéficièrent d'une nouvelle respectabilité. L'abbaye accéléra en plus la croissance physique et économique de Vendôme. La source pittoresque de la légende semble avoir été un marécage traversé de nombreux petits tributaires du Loir, et le village de Vendôme ne se composait que d'un petit groupement de maisons entassées contre les murs du château (13). Après la création de l'abbaye les conditions s'améliorèrent à mesure que les religieux asséchaient et cultivaient les terrains, et qu'une communauté se développait rapidement autour des murs du cloître. Ainsi l'abbaye pouvait fonctionner comme une voix partisane très forte à Vendôme, en faveur de ses patrons, tout en faisant croître la valeur et la grandeur de la ville qui servait de soutien à Geoffroy et Agnès.

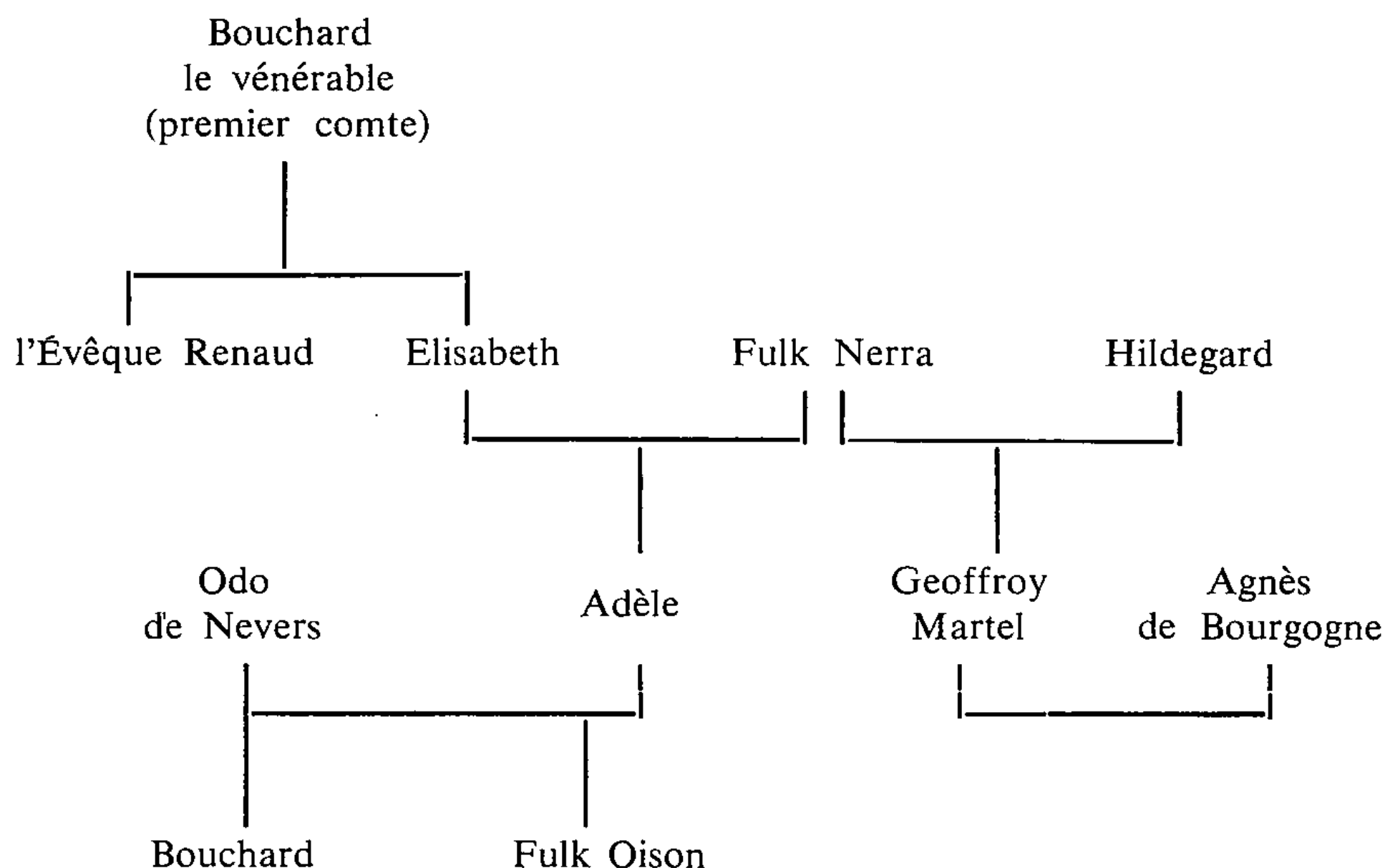
Si en effet l'abbaye remplissait des fonctions diverses pour Geoffroy et Agnès, qui est-ce qui sema la légende de fondation, et à quel moment fut-elle rédigée pour la première fois ? Il est probable, à mon avis, que la légende de la Trinité fut formulée lors de sa fondation, peut-être par des clercs (restés inconnus) dans l'entourage du fondateur. L'histoire peut bien incorporer des événements réels - tels que les étoiles filantes - qui furent perçus par des membres de la cour du comte comme ayant un rapport avec la décision de leur seigneur de fonder une maison religieuse. La légende de la Trinité fut transcrite par l'abbé Odo de Marmoutier au début du XII^e siècle (14). Il est peu probable que l'abbé de Marmoutier (c'est Marmoutier qui faisait la concurrence avec l'abbaye de la Trinité pour l'hégémonie monastique du bassin de la Loire) (15), se serait dérangé pour créer une histoire qui explique et glorifie les origines de l'abbaye de la Trinité. La légende fut probablement circulée par un fier clerc vendômois bientôt après la décision de fonder l'abbaye.

L'argument le plus convaincant en faveur d'un auteur contemporain de la fondation est que l'abbaye perdit une bonne part de sa signification politique bientôt après sa fondation. Geoffroy et Agnès avaient récolté les récompenses immédiates du prestige et de l'appui de la nouvelle maison. Mais quand Fulk Nerra mourut le 21 juin 1040 (16), (moins d'un mois après la consécration de la Trinité) Geoffroy Martel devint comte d'Anjou et ne fut plus dépendant de Vendôme pour sa base. Le moment le plus critique dans sa dépendance sur le monastère fut à l'époque de la fondation, ce qui semble être le moment le plus propice pour la naissance de la légende.

La fondation de la Trinité servit l'intérêt de ses fondateurs de façons pratiques (tout en leur prêtant un air pieux, bien sûr). L'abbaye aida à stabiliser l'annexion de Vendôme par Geoffroy et à créer une base pour ses aspirations politiques et celles d'Agnès. Aux XI^e et XII^e siècles, on envisageait facilement une institution religieuse qui faisait partie des projets politiques d'un souverain. Aucune autre organisation ne pouvait être aussi apte à ajouter à la bonne réputation d'un fondateur et à ses chances de salut, tout en améliorant l'économie et la défense locales. Dans le cas de la Trinité, le récit miraculeux de la fondation de l'abbaye lui donne une origine respectable et pieuse et aida à sanctifier les ambitions assez pragmatiques du fondateur.

TABLE I.

LES COMTES DE VENDOME



(1) Il y a plusieurs chercheurs qui regardent les mobiles des barons d'un œil cynique. Voir Bennett Hill, **English Cistercian Monasteries and their Patrons in the Twelfth Century** (Urbana, Illinois : 1968), 54-5. Voir aussi le récit sommaire en français d'un article polonais de Siegfried Epperlein, « Le mythe de fondation des monastères Cisterciens allemands et le récit d'un moine de Lubiaz (Leubus) du XIV^e siècle », **Przegląd Historyczny** 58 (1967) 604. D'autres chercheurs discutent les relations inévitables du fondateur avec le pouvoir politique et ecclésiastique ; voir J.F. Lemarignier, « Aspects politiques des fondations de collégiales dans le royaume de France au XI^e siècle », **La vita comune del clero nei secoli XI e XII, Miscellanea del Centro di Studi Medioevali**, (Milan : 1959), 19-40. On doit se garder d'accepter trop vite les sentiments pieux exprimés dans les chartes. « Les raisons qu'un homme donne publiquement de ses actes ne sont pas toujours, tant s'en faut, celles auxquelles il obéit dans le secret de son cœur ». Marc Bloch, **Mélanges historiques** (Paris : 1963), 1, 272.

(2) A. Dimier, « Quelques légendes de fondation chez les Cisterciens », **Studia Monastica** XII (1970) fasc. 1, 104.

(3) La première dédicace de la Trinité n'eut lieu que le 31 mai 1040. Voir, « Chronicon Sancti Sergii Andegavensis », p. 135 et « Chronicon Vindocinense seu de Aquaria », p. 166, **Chroniques des églises d'Anjou**, ed. Marchegay et Mabille, (Paris : 1869), mais la décision du comte fut prise et peu à peu réalisée après 1032. Voir les chartes 8, 14 et 15 de **La Cartulaire de l'abbaye cardinale de la Trinité de Vendôme**, éd. C. Métais, 5 tomes, (Vendôme : 1893-1904), et voir I 21-34, pour des preuves d'achats et de donations faits avant la dédicace. Le professeur Galbraith maintient que la décision originale de fonder une maison et la **donatio** nécessaire précédaient souvent l'instrument de la charte comme c'était le cas pour la Trinité. Voir V.H. Galbraith, « Monastic Foundation Charters of the Eleventh and Twelfth Centuries », **Cambridge Historical Journal**, IV (1934) 205-222.

(4) « Annales de Vendôme », **Recueils d'annales angevines et vendômoises**, éd. L. Halphen, (Paris : 1903) 59.

(5) **Ibid.**, 107. Voir aussi « Chronicae Sancti Albin Andegavensis », 23 et « Chronicon Vindocinense », 166, qui donne la mauvaise date du commencement du conflit, **Chroniques des églises d'Anjou**, **op. cit.**

(6) « Chronicon Sancti Sergii Andegavensis », 135 et « Chronicae Sancti Albin Andegavensis », 23 donnent la date du 1^{er} janvier, 1032. Deux autres chroniques sont plus vagues quant à la datation : « Historia Sancti Florentii Salmurensis », 282 et « Chronicon Sancti Maxentii Pictavensis », 388. (Voir les **Chroniques des églises d'Anjou**, **op. cit.**) « Annales de Vendôme », **op. cit.**, 107 enregistre la date du 1^{er} janvier, 1032. Voir aussi la discussion par Olivier Guillot, **Le comte d'Anjou et son entourage au XI^e siècle**, 2 tomes, (Paris : 1972), I, 45.

(7) **La cartulaire de la Trinité**, **op. cit.**, I 16, no. 6.

(8) L'histoire se trouve principalement dans deux chartes qui n'enregistrent pas chaque événement de façon identique, quoi qu'ils soient d'accord pour les grandes lignes de l'histoire. **Cartulaire de la Trinité**, **op. cit.**, I 3-6 et 14-18, no. 1 et 6.

(9) Guillot, **op. cit.**, 46.

(10) « Spatium aeris et stellarum multitudinem... » **Chronique des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise**, éd. L. Halphen et R. Poupardin, (Paris : 1913) 151. Voici une jolie note poétique du Moyen Age - une période souvent critiquée par les chercheurs de la Renaissance pour son manque d'appréciation pour la beauté naturelle.

(11) Des excavations par l'archéologue Gabriel Plat ont révélé une source cachée sous le plancher du déambulatoire nord de la Trinité. Gabriel Plat, **L'église de la Trinité de Vendôme**, (Paris : 1934), 10.

(12) L. Compain, **Etude sur Geoffroy de Vendôme**, (Paris : 1891), 6.

(13) **Chroniques des comtes d'Anjou**, **op. cit.**, 150. Les monastères servaient souvent de foci pour de nouveaux villages. Voir par exemple Guy Devailly, **Le Berry du X^e siècle au milieu du XIII^e**, (Paris : 1973), 310-311.

(14) Il y a eu de nombreuses éditions du **Gesta Consulum Andegavorum**, dans lesquelles se trouve la légende de la Trinité. Les éditions les plus récentes sont **Chroniques d'Anjou**, ed. P. Marchegay et A. Salmon, 2 tomes, (Paris : 1856-1871), I 85-6 ; **Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise**, ed. L. Halphen et R. Poupardin, (Paris : 1913), 150-1. Marchegay et Salmon attribuent la première rédaction (perdue) à Odo, abbé de Marmoutier de 1124 à 1137 (p. IX) Halphen et Poupardin réaffirment que Odo fut le premier rédacteur du **Gesta** (p. XXVI).

(15) Lemarignier, Gaudement, Mollat, **Institutions ecclésiastiques**, tome III de l'**Histoire des institutions françaises au Moyen Age**. éd. Lot et Fawtier, (Paris : 1962), 119.

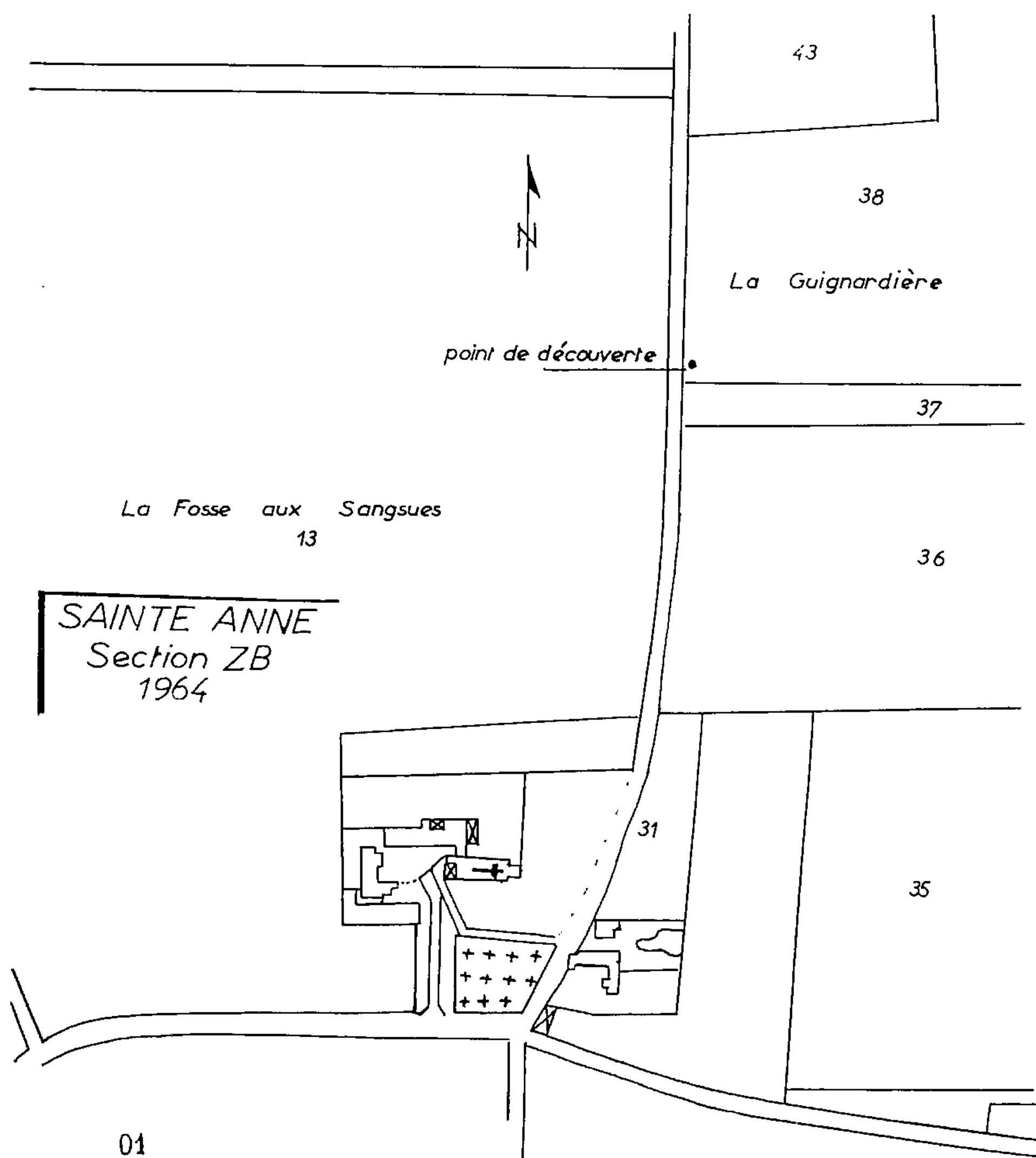
(16) Guillot, **op. cit.**, I 55.

Note sur un racloir trouvé à SAINTE-ANNE

(Loir-et-Cher)

J. DESPRIÉE et P. TOUZEAU

Cette pièce exceptionnelle a été découverte à l'automne 1969 sur le remblai d'une tranchée d'adduction d'eau (Section ZB, n° 38, La Guignardière ; voir plan 01). P. Touzeau, l'inventeur, pense que l'outil a été ramené à la surface à l'occasion des travaux.



DESCRIPTION

Il s'agit d'une pièce épaisse (25mm) en silex à altération profonde jaune orangé, ayant subi une importante gélifraction, d'où une destruction partielle du « dos » et d'un bord. Les dimensions maximales actuelles sont de 150 mm de long sur 104 mm de large, pour un poids de 600 g.

L'allure générale est semi-ovale. La retouche bifaciale ne permet pas de juger si le support est une plaquette ou un grand éclat transversal épais, celui-là étant, par l'absence totale de cortex, le plus plausible. On peut par ailleurs admettre que les enlèvements courts et épais réalisés à partir du dos sur la face B correspondent à l'amincissement par suppression du bulbe.

Face supérieure (A) :

Le tranchant convexe assez régulier a été obtenu par une retouche écailleuse scalariforme (1) oblique. Il présente enfin sur presque toute sa longueur une fine retouche sub-parallèle très petite.

Des traces d'enlèvements à partir du dos laissent à penser qu'il a été aminci.

Face inférieure (B) :

On observe les mêmes traces d'amincissement à partir du dos. La face est sensiblement plane, aménagée par de grands enlèvements rasants d'éclats longs ou assez longs envahissants, postérieurs à des enlèvements au tranchant.

On obtient donc une section asymétrique caractéristique qui fait de cet outil un racloir à retouche biface de type Quina.

COMPARAISONS

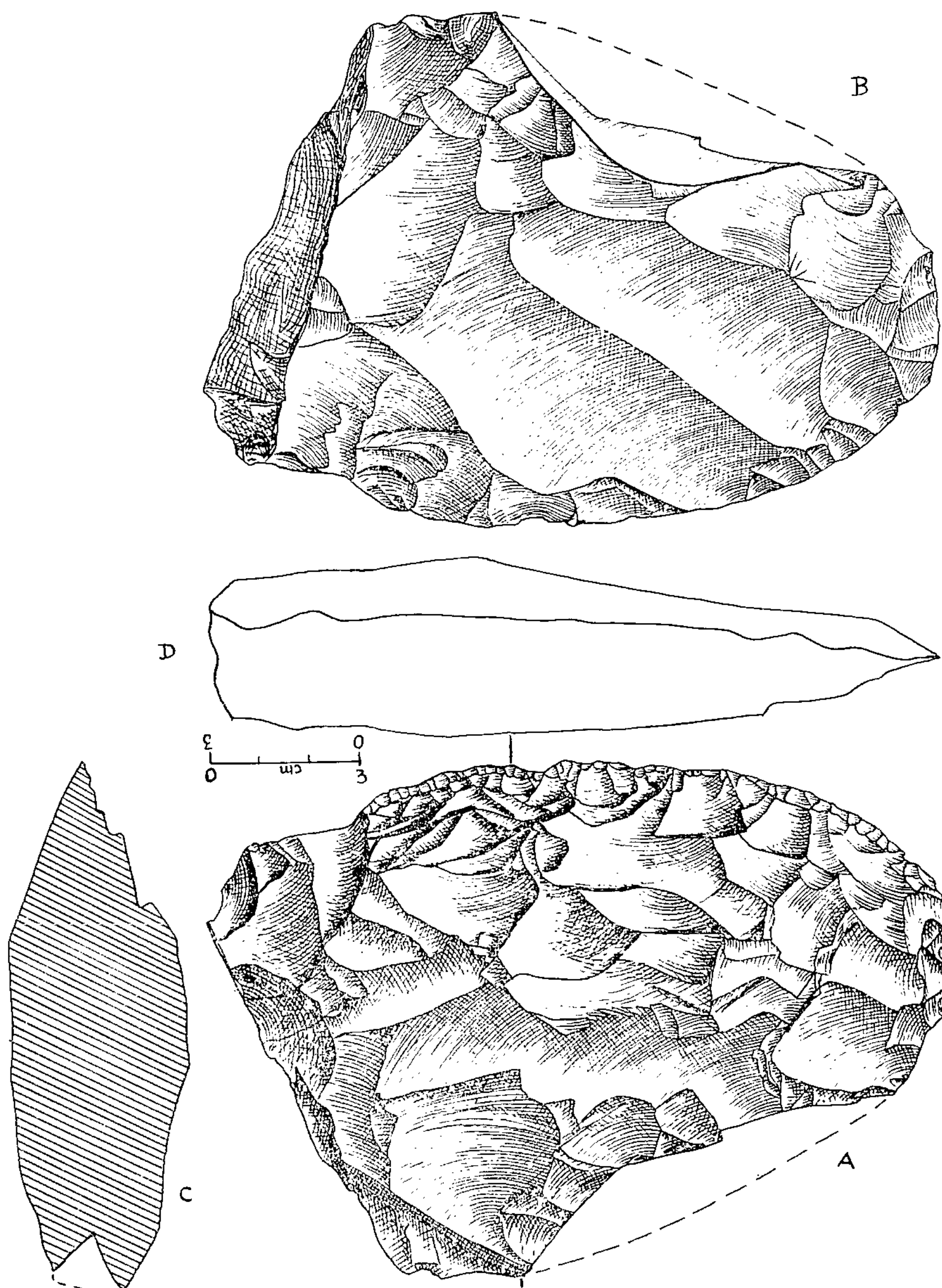
Datation

De très grands racloirs sont connus dans les divers Moustériens (2). De très grands racloirs unifaces notamment : à Mazerolles dans la Vienne (L. Pradel, 1951), de 187 et 146 mm de long ; des pièces d'une longueur approchante, toujours unifaces, existent à la Ferrassie, Laussel et surtout La Quina (Charente), quoique de dimensions plus restreintes, sauf un exemplaire de 223 mm.

F. Bordes (1961) signale que les racloirs bifaces semblent cantonnés dans les Moustériens type Quina et type Ferrassie ; il en représente provenant de La Quina et Haute-Roche (Charente), Buzenval (S.-et-O.). Mais la forme générale, très allongée et nettement ovale se distingue aisément de notre exemplaire.

Compte-tenu de l'altération profonde de la roche et des traces de gélifraction, et par comparaison avec des pièces actuellement à l'étude nous proposerons une date plus ancienne pour cet outil et le classerons dans l'Acheuléen.

Son extrême rareté dans les gisements acheuléens locaux lui fait mériter cette courte note.



(1) Enlèvements en forme d'écailles, plus larges que longs ; la succession des enlèvements de plus en plus petits vers le tranchant donne un profil en escalier. (Voir coupe C).

(2) Les diverses industries moustériennes, œuvres de l'Homme de Néanderthal, prennent naissance pendant le dernier interglaciaire (Riss-Würm) vers — 90 000 et s'éteindront vers la fin du deuxième stade de la dernière glaciation (Würm II) soit vers — 35 000.

Petit Glossaire Vendômois

par le Docteur P. U. DUMONT

AVANT-PROPOS

Nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs un lexique des mots du dialecte vendômois, encore utilisés de nos jours et recueillis par le Docteur Dumont de Vendôme ; ce document est d'autant plus précieux qu'il a été établi pour ainsi dire « in vivo » par un praticien en contact étroit avec sa clientèle de la ville et de la campagne.

INTRODUCTION

Le vocabulaire du Vendômois présenté est fait des mots que j'ai entendus pendant mes consultations jusqu'en 1975. Il me paraît évident qu'il rétrocede rapidement et que dans quatre ou cinq ans il aura encore perdu de sa saveur.

Si je me réfère au glossaire de Martellière, paru en 1893, je constate que beaucoup de mots qu'il cite ont disparu, que d'autres ont été repris dans les dictionnaires de français commun (tels que le Petit Larousse de 1959), après être passés dans le langage courant, enfin que d'autres ont subi une transformation surtout dans la prononciation. (A propos de prononciation, il existe de fréquentes épenthèses notamment de l'« e », par exemple, on entend un « tabelier » pour un « tablier »).

Enfin, il est certain que, sauf exceptions signalées au gré des mots cités, ce vocabulaire, employé d'autant plus couramment qu'on se trouve vers le Perche, n'est que rarement utilisé en ville, où il est cependant compris de tous les Vendômois installés dans la région depuis plus de vingt-cinq ans (en revanche les nouveaux venus ne comprendront pas certains mots, Vendôme ayant subi une augmentation de population importante par apport extra-régional).

Ouvrage de référence : Paul Martellière : Glossaire du Vendômois, Orléans 1893.

ÉVOLUTION

Il est évident que depuis 1893, il y a eu une énorme évolution du langage dans la région, évolution qui, selon moi, est due à trois facteurs principaux :

1 - la fréquentation scolaire (l'enseignement se faisant uniquement en français) ;

2 - les deux guerres mondiales qui ont amené un brassage des populations mâles et les ont mises en contact avec d'autres langages (argot, populaire parisien, langues étrangères), aussi bien dans les unités militaires que dans les camps de prisonniers ;

3 - la désertion des campagnes au profit des villes ; le brassage au niveau de la ville avec d'autres langages du fait d'une importante immigration locale compensée en partie par des apports extra-régionaux et enfin, phénomène plus récent, introduction d'autres langages par les étrangers au pays qui y possèdent une résidence secondaire et fréquentent beaucoup les populations rurales surtout dans un but d'approvisionnement alimentaire. (N.B. A côté des raisons évoquées par le Docteur Dumont, nous devons signaler l'influence des médias qui, avec le transistor et la télévision jusque dans les coins les plus reculés de nos campagnes, répandent dans toutes les couches de la société un « français moyen dégradé »).

Cette évolution du langage ne se fait pas selon une progression régulière ; on remarque toutefois qu'elle a tendance à s'accélérer. Il convient du reste de noter que plus on s'éloigne des grands axes routiers plus le langage conserve une couleur archaïque. Ainsi, il existe en vendômois une meilleure conservation de l'ancien langage dans les populations rurales qui sont établies entre Savigny-sur-Braye, Mondoubleau et St-Calais (direction générale, le Perche).

PRONONCIATION

Il subsiste fort peu de formes archaïques pour lesquelles Martellière avait poussé le zèle jusqu'à changer le classement alphabétique des mots au profit de la prononciation régionale.

Je note cependant la disparition du « e » de « je » (ex. : J'SUIS pour je suis) ; le « oi » prononcé « é » (ex. : endroit = ENDRÉ) ; la transformation de « er » et « ar » (ex. : j'vas chez l'PHROMACIEN (pharmacien) ; il avait ENFROMÉ la vache à l'étable (pour « enfermé »). C'est très archaïque, mais encore employé par des ruraux de quarante ans et au-delà.

CONSTRUCTION

Inversion courante (même à la ville) des pronoms compléments directs et indirects (ex. : donne-moi le, répète-moi le) ; ainsi que la construction, dérangez-vous pas (au lieu de : ne vous dérangez pas).

LEXIQUE

A

ABOYEUR n. m. : crieur dans les ventes publiques.

ALLANT adj. : bien portant (comment va l'grand-père ? il est ben allant !).

ALLER v. : conjugaison : j'suis été, très courant pour : je suis allé.

AMAIN, expression : A MON AMAIN = approprié (c't'outil est ben à m'n amain = il est bien approprié, c'est-à-dire, je l'ai bien en main).

AVALOIRE n. f. : gorge, pharynx (il a une arête d'piquée dans l'avaloire).

B

BAGOULER v. : parler à tort et à travers.

BARBELÉE n. f. : gelée blanche (tout à fait courant) (y'a d'la barbelée c'matin)

BARBOILLER v. : dans l'expression, ÇA Y BARBOUILLE LE CŒUR = il a des nausées.

BERNACHE n. f. : vin nouveau non fermenté (allons à la cave boire un coup d'bernache).

BIQUETER v. : mettre bas, en parlant de la chèvre (on va bientôt avoir des fromages, la chèvre a biqu'té) (figure dans Petit Larousse 1959).

BOISSELÉE n. f. : mesure de surface (étymologiquement, surface qu'on peut ensemer avec un boisseau de grain, c'est-à-dire 12,3 litres) ; de plus en plus rarement employée, cette mesure était autrefois variable d'un canton à l'autre, parfois d'une commune à l'autre. Désigne à l'heure actuelle une surface approximative de 500 m².

BORDAGE n. m. : maison avec une toute petite culture pouvant être exploitée par une femme dont le mari travaille ailleurs (une ou deux vaches, poulets, lapins, jardin potager, quelquefois un petit champ ; on comptera alors sur la complaisance d'un voisin qui possède un tracteur pour le labourer).

BUSE n. f. : récipient (généralement fait d'un tonneau scié en deux) que l'on met sur une voiture à cheval ou sur la remorque d'un tracteur pour transporter le raisin de la vigne à la cave au moment des vendanges.

C

CACHE-COU n. m. : cache-col.

CACHER, SE CACHER v. : couvrir, se couvrir (cache-toi ben, y fait grand froid ; va cacher les fleurs, y va g'ler c'te nuit).

CAGNARD n. m. : petit réchaud portatif en terre ou en fonte qui utilise les braises ; ne se rencontre plus que dans les maisons qui se servent encore de la cheminée pour faire la cuisine, donc de plus en plus rarement ; il en existe encore quelques-uns dans des foyers qui sont même dépourvus de l'électricité. C'est en quelque sorte l'ancêtre du barbecue, mais loin d'être un objet de luxe, il était une source d'économie ; on y faisait mijoter la soupe sur des braises issues de la cheminée.

CALCINER (SE) v. : durcir, en parlant du cérumen (ça s'est calciné dans mon oreille).

CARNAGE n. m. : dégâts (les souris ont fait du carnage dans l'grenier).

CHAPEAU : voir ci-après CROUTAT.

COCHONNIER n. m. : charcutier ambulant qui va travailler à domicile pour les besoins personnels du cultivateur.

COMPRENOIRE n. f. : intelligence, entendement (il a la comprenoire difficile).

CONFORME adj. : de bonne qualité (c'vin là, il est pas conforme).

COQUAILLER n. m. : commerçant de gros ou demi-gros qui ramasse œufs et volailles dans les fermes.

COURSER v. : donner la chasse à (v'là l'chien qui va encore courser les poules).

CRAILLER v. : crier (mon p'tit a sûrement des coliques, il arrête pas d'crailer)

CROUTAT (ou CROUTAL) n. m. : croûte qui se forme sur une plaie en voie de cicatrisation, et surtout dans les fermes les plus arriérées, croûtes qui apparaissent dans le cuir chevelu du nourrisson par manque de toilette et dont l'ensemble constitue le « chapeau » (faut point y r'tirer ses croûts ; l'chapeau les protège des maladies graves).

D

DÉPATOUIILLER (SE) v. : littéralement se sortir de la patouille = se tirer d'affaire.

DIVERTISSOIRE n. f. : pénis (comme tous les « oi » se prononcent « oué », cela donne : sa divertissouère est pas encore bien développée).

E

ÉCLIT n. m. : fragment de bois et surtout d'os (j'mangeais du lapin, j'ai un éclit qui s'est mis dans l'avaloire).

ÉCRAS n. m. : avorton, enfant souffreteux, malingre.

ÉGRAFIGNER v. : griffer (l'chat y a égrafigné la joue).

ENFLUME n. f. : gonflement, œdème (avec son mal de dents, il a une de ces enflumes !).

ENSAUVER (S') v. : se sauver (y s'sont ensauvés).

EN TOUT loc. adv. : dans l'expression RI(E)N EN TOUT = pas du tout.

ÊTRE v. : conjugaison = j'suis - t'es - j'sommes - y sont - j'étions - y z'étaient ; j'suis été n'appartient qu'au verbe aller.

F

FASSELLE n. f. : moule en métal ou poterie percé de trous pour égoutter les fromages.

FLAUPÉE n. f. : rossée (j'y avons foutu une de ces flaupées !).

FOSSE n. f. : s'emploie systématiquement pour « mare », mot qui est déjà assez mal défini par les dictionnaires classiques ; pour Littré : petit amas d'eau ; pour le Petit Larousse : petite étendue d'eau. Une « fosse », comme une mare, est un trou creusé de main d'homme dans les terrains argileux pour recueillir les eaux de ruissellement, avec un plan incliné pour que les animaux et notamment les bovins puissent y boire.

FUMELLE n. f. : dans les endroits encore peu évolués du Perche n'a aucun sens péjoratif ; il désigne les femmes et les filles (allez les fumelles ! v'nez vous asseoir !).

G

GIRIES n. f. pl. : dans l'expression « faire des giries » = faire des manières.

GODET n. m. : dans la région de Savigny-sur-Braye et de Mondoubleau, appareil en bois, taillé grossièrement au couteau, formant comme une grosse cuiller dont le contenu se déverse lentement par un fin canal percé dans le manche long d'une quarantaine de centimètres. On le remplit d'eau dans le seau et on le pose sur les bords du récipient pour se laver les mains à l'eau courante.

GOULE n. f. : gueule (y va-t-y bentôt fermer la goule = se taire).

GRALÉ part. passé : pommes de terre grâlées, c'est-à-dire mises à cuire sans eau dans une vieille marmite usagée jusqu'à ce que la peau et les couches extérieures prennent un léger goût de brûlé, de « grâlé ».

GRÉMIR v. : broyer, écraser (va falloir grémir du sel).

GRIMAUD adj. : grognon (j'sais pas c'qu'il a : il est tout grimaud).

GROLER v. remuer, branler (j'ai une dent qui grole).

GROS adj. : se prononce souvent grous, grouse ; de plus, si le mot qui suit commence par une voyelle la liaison est remplacée par un « t » euphonique (un gro-t-arbre ou un grou-t-arbre).

GUERNAZELLE n. f. : grenouille (se prononce « gueurnazelle »).

H

HABITER v. : se rendre dans quelque chose (par exemple un terrain) dont on a la jouissance (si y a pas d'chemin, comment j'vas faire pour habiter mon champ ?).

HOTTEUR (ou HOTTEUX) n. m. : celui qui porte la hotte pour transporter le raisin de l'endroit où il est cueilli jusqu'à la voiture ou la remorque au bout de la vigne.

I - J

IL pronom : se supprime souvent ; on dit : Y A pour il y a ; Y EN A PUS pour il n'y en a plus, etc.).

JE pronom : singulier employé pour le pluriel « nous » (j'avons, j'allons).

JUSQU'A TANT QUE loc. adv. : jusqu'à ce que (j'attendrai jusqu'à tant qu'y vienne).

JUGEUX D'IAU : voir MARCOU.

L

LAITICE n. f. : sorte de petite belette.

LICHONNER v. : caresser ; LICHONNERIE n. f. : caresse (faut pas toujours l'lichonner comme ça ; tu y fais ben trop d'lichonneries).

LOCHE n. f. : limace ; personne lente au travail (c'est une vraie loche).

LOURDINE n. f. : vertige (avoir des lourdines).

LUMAS n. m. : limace (y a des lumas dans l'jardin).

M - N - O

MACABRE adj. : qu'on utilise ou qui se fait avec peine (un outil macabre, un travail macabre), sans aucun sens funèbre.

MAI n. m. : aubépine (v'là l'mai en fleurs).

MAISONNETTE n. f. : logement de la garde-barrière (j'habitons la maisonnette au P. N. 134).

MARCOU n. m. : septième enfant mâle d'une famille ; il est réputé « avoir un don », c'est-à-dire posséder le pouvoir de guérir certaines maladies ; il peut être en même temps JUGEUX D'IAU (joueur d'eau), celui qui pour affermir son diagnostic demande à voir les urines.

MAUFAISANT adj. : malfaisant.

MIGNON (FAIRE) : donner un baiser, dans le langage enfantin (fais mignon à ta maman ; r'gardez s'il est gentil : y veut vous faire mignon).

MIOT n. m. : pain émietté dans du lait ou du vin.

MONDE (DU BON, DU BEAU) : des gens de qualité, des notables.

MOUVER (SE) v. : se mouvoir (faudrait t'mouvoir un peu !).

MUSSER (SE) v. : se cacher (il est allé s'musser derrière la grange).

NIQUEDOUILLE adj. : niais, surtout pris substantiv. ; est alors féminin (quelle niquedouille !).

OUVRAGE n. f. : de la belle ouvrage, de la grosse ouvrage.

P

PAS adv. : s'emploie sans la négation « ne » : il a pas voulu faire mignon ; rappelons aussi la construction déjà signalée : touche z'y pas ; donne z'y pas.

PEU (UN - TOUT - PETIT) loc. adv. : locution tout à fait courante et généralisée (donne-moi un tout p'tit peu d'confiture).

PEUPLE n. m. : affluence (y a du peuple à la foire).

PIGNER v. : pleurnicher (pauv' p'tit gars ! il a pigné toute la nuit).

POND particip. passé de pondre (la poule a pond).

PONETTE n. f. : « poule » dans le sens de femme légère (t'as vu la belle ponette !).

PORRÉE n. f. : poireau (j'ai planté ma porrée).

PORTE-BOIS n. m. : annélide tubicole utilisée comme esche.

PORTION n. f. : déformation rurale de « potion » (faut aller chercher la portion chez l'pharmacien).

POUACES n. m. pl. : moineaux ; il existe même des pots à pouaces : ce sont des pots à fleurs dont on agrandit le trou du fond et qu'on accroche au mur pour que les oiseaux viennent y faire leur nid.

POUCHE n. f. : sac de toile pour le grain, la farine ; l'apparition de sacs en matières plastiques pour les mêmes emplois fait progressivement régresser le mot qui ne s'applique plus qu'aux sacs de toile.

POULETTE n. f. : remplace couramment le terme « ampoule » qui désigne familièrement la phlyctène (je m'suis fait une poulette au pied avec mes chaussures neuves !).

PREMIERE (DE) loc. adj. : c'est un gars d'première = c'est un gars de première qualité ; c'est un as ; on ajoute souvent la qualification de cette supériorité (c'est un gars d'première pour l'labour).

PUS adv. : très fréquemment pour « plus » (j'en peux pus !).

PUTOT adv. : pour « plus tôt » ou « plutôt » (j'avons pas pu v'nir putôt).

Q

QUEUQUE adj. indéf. : pour « quelque » dans « queuqu'chose » par exemple.

QUI QUI loc. : pour « qui », « qui est-ce qui ? » (QUI QUI VIENT ?).

QUOI QUE loc. : pour « que », « qu'est-ce que ? » (QUOI QU'TU VEUX ?).

QU'RIR v. : quérir, chercher (va m'qu'ri (cri) un seau d'iau).

R

RACON n. m. : coin, recoin (il a cherché dans tous les racoins).

REBOUTEUX n. m. : se prononce r'bouteux.

RECTALEMENT adv. : exactement ; cette expression devient très plaisante pour un médecin qui demande à sa malade si elle a bien mis ses suppositoires, lorsque celle-ci lui répond : « ah ! rectalement, docteur ».

REMPIRER v. : s'aggraver empirer (son mal a rempiré).

RENARÉ adj. : rusé comme un renard (il est sacrément r'naré !).

RÉPON (D) partic. passé de : « répondre » (il a point répon (d) !).

RHIME n. f. : dans le Perche seulement et très arriéré = rhume (il a une sacrée rhime !).

RILLONS n. m. pl. : ne correspond nullement à la définition du Petit Larousse ; ce sont des morceaux de porc que l'on cuit très longtemps dans la graisse (de porc) et qui se mangent froids ; c'est une spécialité du Vendômois.

RI (E) N EN TOUT loc. adv. : pas du tout, rien du tout (il a rin fait en tout).

ROMMER v. : avoir une respiration rauque (ça y romme sur la poitrine !).

ROTE n. f. : petit sentier ; au figuré, cf. l'expression : « c'est passé par la rote au pain bénit » = il a avalé de travers (fausse route de déglutition qui fait tousser).

ROUGET n. m. : larve du trombidion (« aoûtat »).

ROUINCER v. : grincer (faut graisser ta porte ; é rouince !).

ROUSTÉE (ou ROUSTE) n. f. : correction, châtiment corporel (quand il est pas sage, j'y fous une bonne rouste !).

S

SICOT n. m. : reste d'une dent cassée, « chicot » ; fragment d'une branche cassée qui reste attachée au tronc.

SOLDATS n. m. pl. : étincelles qui restent incandescentes assez longtemps sur la plaque de cheminée.

T

T' pron. pers. : « tu », dans t'as, t'es, t'iras, etc.

TANT adv. : pour « autant » (j'ai pas tant d'argent qu'vous !).

T'ANT PIRE loc. adv. : pour « tant pis ».

TATOUILLE n. f. : volée de coups (j'y ai foutu une tatouille).

TIREPOINT n. m. : tiers-point, lime triangulaire.

TIRER v. : traire (faut aller tirer les vaches).

TOUT (COMME) loc. adv. : très, beaucoup (il est gentil comme tout ; ça y romme comme tout !).

TRAINIER n. m. : vagabond.

TRAVERSE n. f. : chemin de traverse (l'pus court, c'est d'prendre la traverse).

TROGNE n. f. : arbre étêté, « têtard ».

TRUCHETER v. : éternuer (as-tu fini d'truch'ter comme ça ?).

V

VANNÉ adj. : fatigué.

VENTOUSE n. f. : tempête violente au point de renverser des arbres (vingt Dieux, y a une ventouse qu'est passée !).

VIEUTURE n. f. : vieillesse (il a du mal à s'groler ; qué qu'tu veux : c'est la vieuture !).

V'LA : prépos. : voilà - V'LA-TI-PAS loc. adv. : ne voilà-t-il pas...

VOUATE n. f. : ouate ; sorte de V euphonique entre l'article et le substantif (j'vas chez l'phromacien chercher de la vouate).

VRILLON n. m. : copeau de bois fait par le rabot.

VUSE partic. passé, féminin de « vu » (j'l'ai vuse qui s'en allait).

Docteur DUMONT,

Vendôme, mars 1976.

Céramique en provenance du Beauvaisis à LAVARDIN *(Loir-et-Cher)*

par Daniel SCHWEITZ

L'artisanat céramique du Beauvaisis (Oise) a connu un développement considérable dans le passé, notamment à partir du XIV^e siècle avec la production en masse de vases en grès d'excellente qualité (1). Ses produits ont été exportés au loin et leur présence est ainsi attestée dans notre région, par des découvertes archéologiques, au château de Frèteval (Loir-et-Cher), vers le XV^e ou XVI^e siècle (2), dans les villes de Tours et d'Orléans, au début du XVI^e siècle (3).

Il paraît donc intéressant de signaler ici quelques nouveaux fragments récemment recueillis au château de Lavardin (4), non seulement pour les porter à la connaissance des archéologues étudiant l'aire de répartition de ces produits (5), mais aussi - et surtout - pour attirer l'attention de nos collègues sur leur présence dans la vallée du Loir. Ils sont en effet, du fait de leur excellent état de conservation, le plus souvent négligés lors de leur mise au jour fortuite, au profit de productions moins élaborées paraissant plus anciennes.

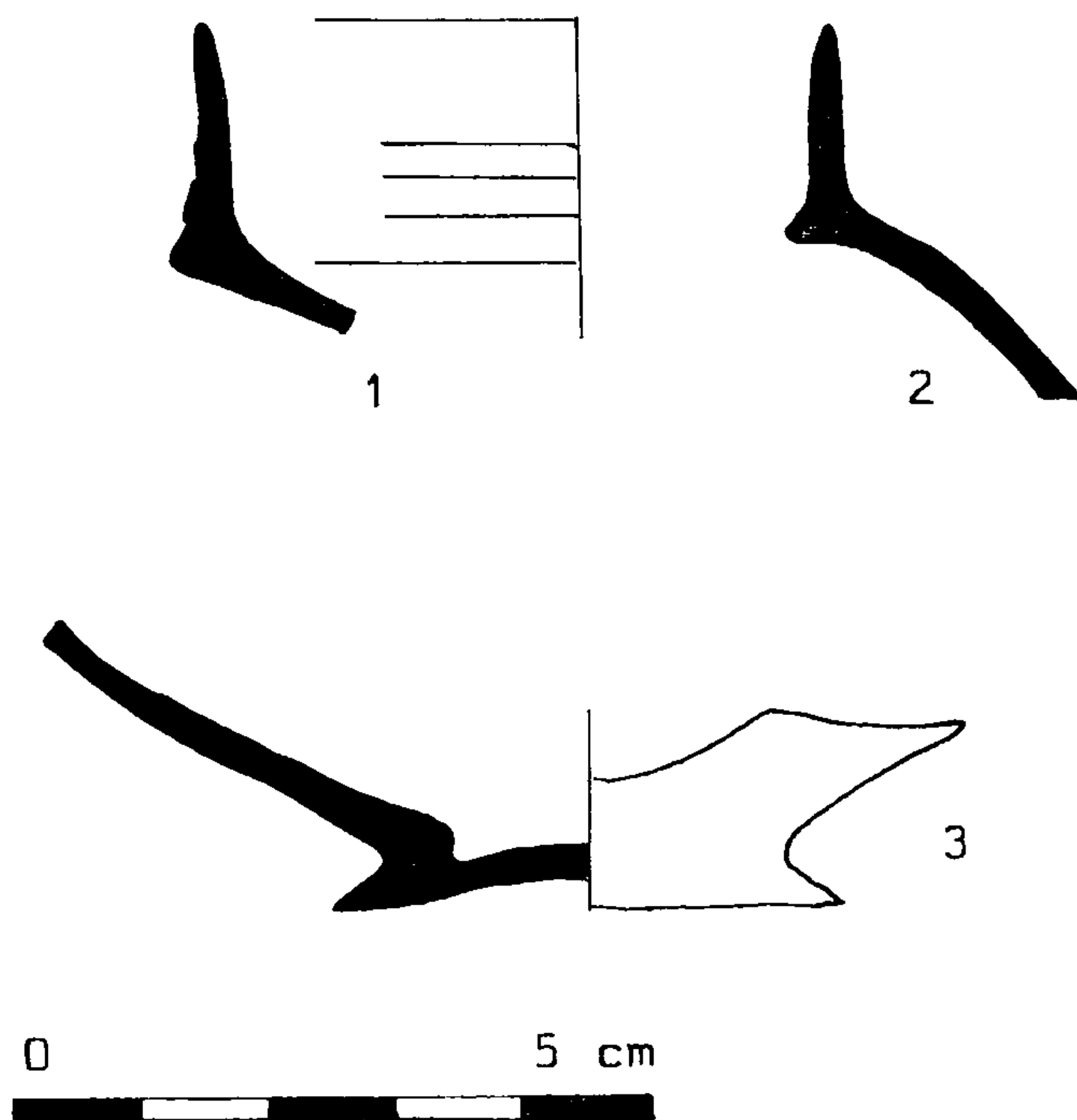
CATALOGUE

Les fragments recueillis appartiennent à un type de coupe à boire, en grès, produit de la seconde moitié du XIV^e siècle au début du XVII^e siècle, notamment dans les ateliers de Savignies (Oise) (6).

— LAV. 0. 1. Fragment de lèvre. Pâte homogène et fine, grise. Sa morphologie porte à penser qu'elle appartient au type 111.1. a, datable de la fin du XIV^e s. ou du début du XV^e s. (7).

— LAV. 0. 2. Fragment de lèvre. Sa morphologie porte à penser qu'elle appartient au type 112.2. b, datable de la seconde moitié du XV^e s.

— LAV. 0. 3. Base. Sa forme générale laisse supposer qu'elle appartient à la production de la période 2, datable de la seconde moitié du XV^e s.



(1) A ce sujet voir en particulier : E. Chami, L'Art céramique du Beauvaisis au XV^e et XVI^e s., « **Cahiers de la Céramique, du verre et des arts du feu** », n° 30, 1963, p. 79 à 116 ; « **La céramique du Beauvaisis du Moyen Age au XVIII^e s.** », Catalogue de l'exposition du Musée national de Sèvres (Mai-Juin 1973), 48 pp. ; « **Bulletin du Groupe de Recherches et d'Etudes de la Céramique du Beauvaisis** », n° 1 (1968, n° 2 (1969), n° 3 (1970-1971) ; C. et J. Cartier, L'activité céramique dans le pays de Bray : Essai de localisation, « **Cahiers Archéologiques de Picardie** », 1974, II, p. 181 à 202.

(2) Ph. Brissaud, H. Hairy, « **Rapport sur la campagne de fouilles à Fréteval en août 1969** », ms dactylo., p. 9.

(3) D. Schweitz, Céramique en provenance du Beauvaisis à Tours, « **Revue Archéologique du Centre** », à paraître dans le tome XVI en 1977.

(4) Ces fragments — déposés au musée de la Société Archéologique du Vendômois — ont été recueillis en 1974 lors d'une prospection minutieuse du sol de la « basse-cour » du château, près de sa porte fortifiée. Ils ont du être mis au jour lors des déblaiements réalisés par l'association de jeunes « Le Club du Vieux Manoir », entre 1966 et 1969. Comme ces travaux n'ont porté que sur le site même du château, sans apport de remblais provenant de l'extérieur, on peut croire que cette céramique a été utilisée sur place.

(5) Groupe de Recherches et d'études de la céramique du Beauvaisis, 15, rue du Franc-Marché, 69000 BEAUVAIS.

(6) H. Morisson, Pots et godets du Beauvaisis. Essai de typologie des grès du XIV^e au XVI^e s., « **Bulletin du G.R.E.C.B.** », n° 3, 1970-1971, p. 63-64, planche VI.

(7) D'après la classification de H. Morisson, « **Op. cit.** ».

AVIS IMPORTANTS

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout article est strictement la propriété de l'auteur et de la Société. Tous droits de reproduction partielle ou totale sont formellement réservés.

— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin, doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. En bref, être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

— Nul ne peut, individuellement ou collectivement, se réclamer de la Société archéologique sans autorisation préalable.

— Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'une enveloppe affranchie pour la réponse.